

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 16 décembre 2013

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 16 janvier 2014

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

La Panacée centre de culture contemporaine Convention de partenariat artistique et culturel avec l'Ecole Supérieure des Beaux Arts Tours Angers Le Mans et avec l'Ecole Nationale Supérieure de la Photographie d'Arles

Philippe SAUREL rapporte :

La seconde exposition présentée à la Panacée dans le cadre de sa saison inaugurale s'intitule *Art by Telephone... recalled*.

Art By Telephone... Recalled réactive des œuvres de l'exposition mythique qui s'est tenue au Musée d'art Contemporain de Chicago en 1969 tout en la prolongeant avec des propositions récentes de nouveaux artistes de différents horizons et générations. Pour ce projet mené par Sébastien Pluot et Fabien Vallos, enseignants et commissaires de l'exposition, les œuvres sont transmises oralement par téléphone pour être interprétées, activées, construites, performées dans le lieu d'exposition par des étudiants en art. L'exposition présente une série de pièces historiques réactivées à partir de leurs enregistrements sonores, de témoignages et d'informations délivrées par les documents.

Art by Telephone...recalled a été présenté au Cneai (Chatou), à École supérieure des beaux-arts Tours-Angers-Le Mans (TALM) – site d'Angers, The Emily Harvey Foundation (New York), le San Francisco Art Institute et le CAPC, musée d'art contemporain de Bordeaux, entre septembre 2012 et janvier 2013.

Ce projet sera présenté à la Panacée entre février et septembre 2014.

Il est réalisé en partenariat avec le Museum of Contemporary Art of Chicago, l'ESBA TALM site d'Angers, l'École Nationale Supérieure de la photographie d'Arles et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la communication. Il demande une implication très marquée d'un groupe d'étudiants en art, architecture et danse, groupe qui réactivera les œuvres sur toute la durée de l'exposition dans les espaces de la Panacée.

Les dépenses d'un montant total de 56 839,20 € TTC seront réparties entre les partenaires selon le tableau joint en annexe.

La Panacée prend à sa charge les frais de production de l'exposition qui ont fait l'objet d'un contrat spécifique avec le producteur délégué, Solang Production, pour un montant de 39 707,20 € TTC, ainsi que les frais de

déplacement et d'hébergement des deux enseignants, la réalisation des cartons d'invitation pour l'exposition et l'organisation du vernissage, pour un montant prévisionnel de 6 000 € TTC.

Ce partenariat permettra ainsi un rayonnement de la Panacée au-delà de Montpellier, grâce à l'implication d'artistes d'autres territoires ;

Compte tenu de l'intérêt majeur du projet, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat avec l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts Tours-Angers-Le Mans et avec l'Ecole Nationale Supérieure de la Photographie d'Arles dans le cadre du budget ci-annexé;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013

**Répartition des dépenses prévisionnelles
entre l'ENSP, l'EPCC esba TALM et La Panacée**

Dépenses

	Prise en charge EPCC esba TALM	Prise en charge ENSP	Prise en charge La Panacée	Total
Transport				
étudiants	5 000 €	4 800 €		4 800 €
Intervenant pédagogique ENSP		120 €		120 €
2 enseignants			3 000 €	3 000 €
Logement des étudiants	1 212 €			1 212 €
Frais de production de l'exposition			39 707,20 €	39 707,20 €
Communication (cartons d'invitation)				
conception graphique			1 000 €	1 000 €
impression			1 000 €	1 000 €
Vernissage			1 000 €	1 000 €

Recettes

	Prise en charge EPCC esba TALM	Prise en charge ENSP	Prise en charge La Panacée	Total
Apports financiers	6 212 €	4 920 €	45 707,20 €	56 839,20 €

CONVENTION DE PARTENARIAT ARTISTIQUE ET CULTUREL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

LA PANACÉE - Art et Culture Contemporaine

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787 N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté par **Philippe SAUREL**, adjoint au Maire délégué à la Culture,

Ci-après, dénommé, "LA PANACÉE", d'une part

ET :

L' Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles

1§, rue des Arènes, BP 149, 13631 ARLES Cedex

Téléphone : 04 90 99 33 33

Numéro SIRET: 191 333 426 000 10

Représentée par son directeur **M. Rémy FENZY**

Ci-après, dénommée l'« ENSP » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET

L'ENSP et la Ville de Montpellier décident de s'associer dans le cadre de l'exposition Art by Telephone Recalled au sein du Centre de culture contemporaine La Panacée du 7 février 2014 au 15 septembre 2014.

5 séminaires/workshops impliquant les étudiants concernés par cette exposition se dérouleront également à La Panacée aux dates suivantes : 21 et 22 novembre 2013, 12 et 13 décembre 2013, 23 et 24 janvier 2014, 6 et 7 février 2014, 13 et 14 mars 2014.

Les étudiants participeront à ces séminaires de recherche afin de proposer une interprétation d'une série d'œuvres de la programmation. D'autre part, la période de fin janvier 2014 sera dédiée à la fois à la session du séminaire du 23-24 janvier, ainsi qu'à la mise en place des œuvres de l'exposition en vue de leur réactivation.

L'exposition sera en accès gratuit et ouverte du mercredi au dimanche aux heures d'ouverture de La Panacée.

Le vernissage aura lieu le vendredi 7 février à 18h à La Panacée.

Les dates de montage et de démontage de l'exposition seront convenues ultérieurement entre les deux parties.

Les séminaires se dérouleront en journée.

La convention a pour objet de définir les responsabilités des parties dans la mise en œuvre du projet.

Article 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES PRENANTES

L'ENSP prendra à sa charge :

- Le transport des étudiants de l'ENSP à Montpellier pendant les séminaires et la période de montage de l'exposition

La Panacée prendra à sa charge :

- La mise à disposition d'une salle pendant le déroulement des séminaires
- La mise à disposition d'une salle pour y installer les œuvres interprétées par les étudiants lors du montage et pour la durée de l'exposition
- Le gardiennage/la surveillance des œuvres et l'accueil du public, pendant la durée de l'exposition
- La communication relative aux séminaires et à l'exposition, notamment la conception et l'impression des cartons d'invitation pour l'exposition et leur prise en charge financière, et la réalisation d'un communiqué de presse.
- Le vernissage de l'exposition : organisation pratique et prise en charge financière.

Chacune des parties s'engage à apporter les moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet. L'ENSP et La Panacée ont estimé les dépenses prévisionnelles de l'opération et se sont accordées sur une répartition des frais tels que figurant dans le tableau en annexe.

Les frais de production de l'exposition seront pris en charge par La Panacée via la société de production Solang (voir contrat de production déléguée)

Article 3 – COMMUNICATION

La Panacée et l'ENSP s'engagent à accompagner toute communication sur le projet de la mention indiquée ci-dessous ainsi que des logos des institutions citées:

Art by telephone...Recalled est réalisée par La Panacée en partenariat avec l'Ecole supérieure des beaux-arts Tours Angers Le Mans – Site d'Angers, l'Ecole Nationale Supérieure de la photographie d'Arles, et le Museum of Contemporary Art of Chicago et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication.

Article 4 – RESPONSABILITES

La Panacée déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de cette résidence dans son lieu.

L'ENSP déclare avoir souscrit, auprès d'une compagnie d'assurance agréée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel, toute assurance nécessaire à l'exercice de son activité et notamment une garantie responsabilité civile couvrant les dommages corporels (dans la limite de 6 100 000 euros par sinistre pour la responsabilité civile du fait des activités de l'établissement, et 4 600 000 euros par sinistre pour la responsabilité civile des étudiants) et couvrant les dommages matériels sans pouvoir engager la compagnie d'assurance de l'ENSP au-delà des limites contractuelles.

L'ENSP s'engage à ce que les étudiants concernés soient titulaires d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à leurs biens et à des tiers.

La Panacée et ses assureurs renoncent à tout recours contre l'ENSP et ses assureurs pour tous les dommages causés sur le bâtiment. (On entend par bâtiment le lieu d'accueil des séminaires et de l'exposition, ainsi que ses aménagements.) Par réciprocité, l'ENSP et ses assureurs renoncent à tout recours contre La Panacée et ses assureurs.

Article 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à signature des parties et jusqu'au démontage de l'exposition. Si l'une des deux parties souhaite l'annuler, elle doit en informer l'autre partie dans les plus brefs délais.

Article 6 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent à utiliser toutes les possibilités de voies amiables. En cas d'échec, elles s'en remettent à l'appréciation des Tribunaux compétents.

Fait à Arles en 2 exemplaires le

L'ENSP

M. Rémy FENZY, Directeur

La Panacée

M. Philippe Saurel, adjoint au Maire délégué à la Culture

CONVENTION DE PARTENARIAT ARTISTIQUE ET CULTUREL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

VILLE DE MONTPELLIER – LA PANACEE

LA PANACÉE - Art et Culture Contemporaine

Adresse : 14 rue de l'Ecole de Pharmacie 34000 Montpellier

Adresse administrative et postale : 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

N° SIRET : 213 401 722 01787 N° APE : 8411Z

Tel 04 67 34 59 16 / Tel 04 34 88 75 30

Représenté par **Philippe SAUREL**, adjoint au Maire délégué à la Culture,

Ci-après, dénommé, "LA PANACÉE", d'une part

ET :

L'EPCC ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS TOURS ANGERS LE MANS (EPCC esba TALM),

Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC)

Adresse de l'EPCC : 75, rue Bressigny - 49 100 ANGERS

Téléphone : 02 41 24 13 50

Numéro SIRET: 200 025 914 00017

Représenté par **M. François Landais**, Directeur par intérim de l'établissement

Ci-après, dénommé « L'EPCC esba TALM » d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET

L'EPCC esba TALM et la Ville de Montpellier décident de s'associer dans le cadre de l'exposition Art by Telephone Recalled au sein du Centre de culture contemporaine La Panacée du 7 février 2014 au 15 septembre 2014.

5 séminaires/workshops impliquant les étudiants concernés par cette exposition se dérouleront également à La Panacée aux dates suivantes : 21 et 22 novembre 2013, 12 et 13 décembre 2013, 23 et 24 janvier 2014, 6 et 7 février 2014, 13 et 14 mars 2014

Les étudiants participeront à ces séminaires de recherche afin de proposer une interprétation d'une série d'œuvres de la programmation. D'autre part, la période de fin janvier 2014 sera dédiée à la fois à la session du séminaire du 23-24 janvier, ainsi qu'à la mise en place des œuvres de l'exposition en vue de leur réactivation.

L'exposition sera en accès gratuit et ouverte du mercredi au dimanche aux heures d'ouverture de La Panacée.

Le vernissage aura lieu le vendredi 7 février à 18h à La Panacée.

Les dates de montage et de démontage de l'exposition seront convenues ultérieurement entre les deux parties.

Les séminaires se dérouleront en journée.

La convention a pour objet de définir les responsabilités des parties dans la mise en œuvre du projet.

Article 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES PRENANTES

L'EPCC esba TALM prendra à sa charge :

- Le transport et le logement des étudiants de l'EPCC esba TALM à Montpellier pendant les séminaires et la période de montage de l'exposition

La Panacée prendra à sa charge :

- La mise à disposition d'une salle et/ou d'un atelier pendant le déroulement des séminaires
- La mise à disposition d'une salle pour y installer les œuvres interprétées par les étudiants lors du montage et pour la durée de l'exposition
- Le gardiennage/la surveillance des œuvres et l'accueil du public, pendant la durée de l'exposition
- Les frais de production de l'exposition et les frais des intervenants aux séminaires
- Les frais de déplacement des deux enseignants de l'EPCC esba TALM porteurs du projet : Sébastien Pluot et Fabien Vallos : remboursement de leurs billets de train aux conditions fixées par la Ville de Montpellier (2nde classe) sur la période de novembre 2013 à juillet 2014

- Le logement des deux enseignants sur place à La Panacée ou à l'hôtel à Montpellier lors de leurs déplacements
- La communication relative aux séminaires et à l'exposition, notamment la conception et l'impression des cartons d'invitation pour l'exposition et leur prise en charge financière, et la réalisation d'un communiqué de presse.
- Le vernissage de l'exposition : organisation pratique et prise en charge financière.

Chacune des parties s'engage à apporter les moyens financiers nécessaires à la réalisation du projet. L'EPCC esba TALM et La Panacée ont estimé les dépenses prévisionnelles de l'opération et se sont accordées sur une répartition des frais tels que figurant dans le tableau en annexe.

Article 3 – COMMUNICATION

La Panacée et l'EPCC esba TALM s'engagent à accompagner toute communication sur le projet de la mention indiquée ci-dessous ainsi que des logos des institutions citées:

Art by telephone...Recalled est réalisée par La Panacée en partenariat avec l'Ecole supérieure des beaux-arts Tours Angers Le Mans – Site d'Angers, l'Ecole Nationale Supérieure de la photographie d'Arles et le Museum of Contemporary Art of Chicago et avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication.

Article 4 – RESPONSABILITES

La Panacée déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'accueil de cette résidence dans son lieu.

L'EPCC esba TALM déclare avoir souscrit, auprès d'une compagnie d'assurance agréée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel, toute assurance nécessaire à l'exercice de son activité et notamment une garantie responsabilité civile couvrant les dommages corporels (dans la limite de 6 100 000 euros par sinistre pour la responsabilité civile du fait des activités de l'établissement, et 4 600 000 euros par sinistre pour la responsabilité civile des étudiants) et couvrant les dommages matériels sans pouvoir engager la compagnie d'assurance de l'EPCC esba TALM au-delà des limites contractuelles.

L'EPCC esba TALM s'engage à ce que les étudiants concernés soient titulaires d'une assurance responsabilité civile et d'une police d'assurance garantissant les dommages qui pourraient être causés à leurs biens et à des tiers.

La Panacée et ses assureurs renoncent à tout recours contre l'EPCC esba TALM et ses assureurs pour tous les dommages causés sur le bâtiment. (On entend par bâtiment le lieu d'accueil des séminaires et de l'exposition, ainsi que ses aménagements.) Par réciprocité, l'EPCC esba TALM et ses assureurs renoncent à tout recours contre La Panacée et ses assureurs.

Article 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à signature des parties et jusqu'au démontage de l'exposition. Si l'une des deux parties souhaite l'annuler, elle doit en informer l'autre partie dans les plus brefs délais. La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé.

Article 6 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent à utiliser toutes les possibilités de voies amiables. En cas d'échec, elles s'en remettent à l'appréciation des Tribunaux compétents.

Fait à Angers en 2 exemplaires le

L'EPCC esba TALM

M. François Landais, Directeur par intérim

La Panacée

M. Philippe Saurel, adjoint au Maire délégué à la Culture

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Lieux d'art de la Ville de Montpellier Programmation 2014

Philippe SAUREL rapporte :

Les lieux d'expositions temporaires gérés par la Direction de la Culture et du Patrimoine sont au nombre de quatre :

- le Pavillon populaire, dédié à la photographie ;
- le Carré Sainte-Anne, consacré à l'art contemporain ;
- l'Espace Dominique Bagouet, voué à la découverte des figures artistiques régionales ;
- la Galerie Saint-Ravy, prêtée à des artistes locaux et en particulier à des projets émergents.

Le centre de culture contemporaine de la Panacée, qui favorise la transdisciplinarité en présentant des expositions et des manifestations dans les trois champs des arts visuels, des nouvelles formes d'écritures et du numérique, vient compléter ces offres depuis son ouverture en juin 2013

Le Pavillon Populaire, installé sur l'Esplanade Charles-De-Gaulle, est un lieu que la Ville de Montpellier dédie entièrement à la photographie. Il s'agit d'un équipement professionnel de monstration ouvert gratuitement au grand public qui affiche une programmation de haut niveau, en présentant des œuvres d'artistes de notoriété nationale et internationale. Avec une moyenne de quatre expositions par an, le Pavillon Populaire a réussi à fidéliser un public nombreux (plus de 100 000 visiteurs par an) et à créer une forte attente. Depuis 2010, il est placé sous la direction artistique de Gilles Mora et sur le principe de l'invitation régulière de commissaires internationaux.

Après quelques mois de travaux de rénovation de sa chaufferie et d'amélioration des espaces d'accueil du public, le Pavillon populaire présentera en 2014 :

- Une exposition de **Linda McCartney**, intitulée *It's not only rock n'roll*, du 21 février au 4 mai 2014. Événement exceptionnel, cette rétrospective de la photographe et musicienne décédée est adaptée par Gilles Mora en lien avec la famille McCartney.

Du 17 mai au 1^{er} juin 2014, ce sont les sélections des photographies contemporaines des « Boutographies – rencontres européennes de la photographie à Montpellier » qui seront accueillies au sein du Pavillon populaire.

- Du 27 juin au 26 octobre 2014, c'est le photographe français **Patrick Tosani** qui présentera ses travaux récents de très grands formats, sous le commissariat de François Cheval, expert invité.
- A l'automne, à partir du 28 novembre 2014, le Pavillon Populaire présentera **Aaron Siskind : rétrospective**, soit une première mondiale pour cette exposition conçue par Gilles Mora en coproduction avec le *Center of Creative Photography* de l'Université de Tucson (Arizona) autour de ce grand photographe américain moderne représentant l'expressionnisme abstrait en photographie.

Au **Carré Sainte-Anne**, dont la programmation est proposée par un comité d'experts entériné par délibération du 26 juillet 2010 et piloté par Numa Hambursin, c'est une programmation d'envergure nationale et internationale orientée vers l'art contemporain qui est établie. Le fruit de cette réflexion collective donne lieu depuis le mois d'avril 2011 à une ambitieuse série d'expositions.

En 2014 sont prévus les expositions suivantes au Carré Sainte-Anne :

- **L'œil et le cœur 2**, du 24 janvier au 27 avril 2014.
Après le succès du premier opus, cette exposition explorant des collections d'art de Montpelliérains sera resserrée autour de 4 collectionneurs importants de notre ville. Commissariat : Numa Hambursin.
- **Robert Combas** du 6 juin au 21 septembre 2014
Il s'agit peut-être de l'artiste français contemporain le plus populaire actuellement. Très investi dans ce projet, surtout depuis sa visite de l'ancienne église Sainte-Anne, il a l'envie de créer avec son exposition personnelle un grand événement de portée nationale.
- **Abdelkader Benchamma** du 10 octobre au 30 novembre 2014
Ce jeune artiste représente incontestablement la figure montante et désormais reconnue de l'art contemporain à Montpellier. Ce sera l'occasion pour lui de faire ses preuves dans une véritable exposition d'envergure au Carré Sainte-Anne, et dans un moment charnière de sa carrière.

En dehors de cette programmation validée par le comité artistique, des salons de vente d'artisanat ou d'œuvres d'art pourront se tenir ponctuellement au Carré Sainte-Anne, notamment le dernier mois de l'année, dans le respect de la réglementation en vigueur pour l'occupation du domaine public à des fins commerciales.

L'Espace Dominique Bagouet, situé sur l'esplanade Charles-De-Gaulle, a rouvert ses portes au public sous une nouvelle forme en décembre 2012. Il est dédié à l'exploration des figures du patrimoine artistique régional des 19^{ème} et 20^{ème} siècles. Placé sous la direction artistique de Numa Hambursin, sa programmation proposera également des ouvertures régulières à des artistes contemporains régionaux.

En 2014, L'espace Dominique Bagouet accueillera :

- Une exposition d'**André Blondel**, du 7 février au 13 avril 2014.
Ce projet autour du peintre Blondel, artiste à la vie éphémère qui a marqué la région, entre dans la lignée patrimoniale de nos précédentes expositions.
- Du 17 avril au 18 mai 2014, nous aurons rendez-vous pour une incursion dans le monde de l'art contemporain régional avec une exposition de la jeune et prometteuse artiste **Anne Jallais**.
- Du 6 juin au 7 septembre 2014 : **Le chemin de croix Kijno-Combas**
Pour entrer en résonance avec l'exposition personnelle de Robert Combas au Carré Sainte-Anne qui aura lieu au même moment.
- Du 19 septembre au 19 octobre 2014, en lien avec les Journées Européennes du Patrimoine qui auront lieu les 20 et 21 septembre, l'Espace Dominique Bagouet accueillera « **Les Carlier** », une exposition

préparée par la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon sur une dynastie d'architectes montpelliérains.

- Du 7 novembre 2014 au 11 janvier 2015, c'est le **patrimoine des universités montpelliéraines** et en particulier de l'UM2 qui sera mis à l'honneur à l'Espace Bagouet, avec pour but de créer une scénographie originale pour mettre en valeur ce patrimoine unique et découvrir des chefs-d'œuvre de nos artistes historiques (Eugène Castelnau, Ernest Michel, Max Leenhardt...)

La Galerie Saint-Ravy est une salle d'exposition située en cœur de ville, aux splendides voûtes ornées de clés typiques. Quinze à vingt expositions par an y sont proposées. La programmation mêle des manifestations organisées par des partenaires de la Ville, telle que la Comédie du Livre ou le festival à 100 %, à des expositions d'artistes locaux, en particulier de jeunes créateurs. Ceux-ci sont choisis sur projets par une commission annuelle, composée de professionnels de l'art, en respectant les règles de l'appel à candidature préalablement diffusé en local.

Une fois les artistes ou associations bénéficiaires sélectionnés, la salle est mise gratuitement à leur disposition pour une durée de deux semaines, avec une relative autonomie. Seize projets ont été sélectionnés en octobre 2013 par le jury pour la programmation 2014 de la Galerie Saint-Ravy dont une majorité de projets d'artistes montpelliérains émergents (comme détaillé sur le planning joint).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la programmation telle que proposée pour l'année 2014 sur les lieux d'art de la Ville de Montpellier
- D'autoriser l'invitation de personnes tierces (journalistes, personnalités, professionnels) à l'occasion de l'organisation de ces expositions.
- De prélever toutes les dépenses liées sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Projets et Structures Attribution d'une subvention aux associations Illusion et Macadam et C'est Rare Film Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Illusion et Macadam a pour objet la mutualisation de compétences culturelles et d'accompagnement à la structuration de projet artistique. Production et diffusion d'œuvres artistiques, production d'événements, informations, ressources, ingénierie et conseils font partie de ses champs d'activités.

Depuis de nombreuses années elle accompagne l'association « La Méridionale des spectacles » pour la réalisation du Festival à 100%. C'est donc tout naturellement qu'elle s'est substituée à cette association quand il a été question de projeter ce festival vers une ambition et un professionnalisme renforcés, elle en est aujourd'hui le producteur.

« Le Festival Montpellier à 100% », est une manifestation fortement soutenue depuis sa création par la Ville, ce festival musical s'est déroulé sous chapiteau lors de son lancement, en 2001, sur le site de Grammont et, depuis 2007, s'est recentré sur le cœur de ville dans des lieux adaptés mais aussi dans des lieux décalés.

Ce festival de musique actuelle totalement atypique, développe une programmation originale s'appuyant sur des artistes émergents tant au plan national qu'international et procure aux artistes locaux une excellente visibilité artistique tout en pratiquant une politique tarifaire exemplaire. Outre la musique on y retrouve des installations vidéo contemporaines, des expositions, des performances, des ateliers, des conférences et des workshops.

Cette manifestation qui assume ses partis pris rencontre un véritable succès auprès du public montpellierain parmi lequel les étudiants et les jeunes actifs tiennent une place importante.

L'édition 2014, qui se déroulera du 18 au 23 février sera plus dense et proposera au grand public comme aux professionnels non seulement du spectacle vivant, mais aussi du numérique, de l'art contemporain ainsi qu'une réflexion sur le vivre ensemble ou sur les transformations qui redéfinissent le secteur culturel. En faisant le lien

entre les différents acteurs de l'innovation et d'une économie sociale et culturelle. Pour cette manifestation l'association Illusion et Macadam demande une subvention de 45 000 euros.

Ce festival s'inscrit parfaitement dans la politique de la Ville en faveur des cultures urbaines et contemporaines, du développement des groupes musicaux et du soutien aux musiciens et artistes émergents. Aussi, il est proposé d'attribuer une subvention d'un montant de 40 000 € à l'association Illusion et Macadam pour le Festival Montpellier à 100%.

Depuis 2007, l'association **C'est Rare Film**, porte une attention particulière à l'expression cinématographique sous toutes ses formes en organisant notamment des rencontres intitulées "Semaine du Cinéma Suisse". Cette manifestation qui se déroule sur trois jours est organisée en lien avec des institutions culturelles suisses et françaises. Des équipes de cinéastes de la suisse romande, alémanique et italienne, animent des temps d'échanges de grande qualité et permettent au public d'attribuer un prix "Coup de Cœur".

Le public de plus en plus nombreux chaque année a atteint les 850 spectateurs en 2013 (pour 10 séances programmées). D'importants efforts sont déployés pour assurer une bonne couverture médiatique du festival et des efforts considérables sont faits auprès de la presse locale qui accompagne avec beaucoup d'intérêt cette manifestation de plus en plus prisée par le public montpelliérain.

Pour l'année 2014, la 7^{ème} édition se déroulera fin janvier, du 19 au 21, soit un mois plus tôt qu'à l'accoutumée, avec comme objectif de tisser des liens avec les scolaires et les étudiants.

Pour cette édition l'association C'est rare Film sollicite la Ville pour une subvention de 2 500 euros. Considérant que la promotion de ce festival entre dans le champ de sa politique culturelle en matière de diversité cinématographique et en particulier en ce qui concerne le travail d'éducation à l'image mené tout au long de l'année par l'association, la ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention de 2 000 euro à l'association C'est Rare Film. En outre la Ville met la salle Rabelais à disposition durant les 3 jours du festival. Cette mise à disposition d'un montant de 150 euros est calculée sur le forfait de base puisque la manifestation ne génère pas de recettes.

Code	Association	Nature	Montant
4191	Illusion et Macadam	P	40 000 €
5154	C'est Rare Film	P	2 000 €
	Total général		42 000 €

Crédits inscrits au chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement et de la convention type;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014, nature 6574, pour un montant total de 42 000 € ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- D'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet : Montant
attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de..... euros pour le projet.

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de..... euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2013 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2013 de la structure,
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Nom de la structure : CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

**Direction de la Culture et du
Patrimoine Mairie de Montpellier**
1, place Georges Frêche 34267
Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),..., représentant(e) légal de la structure
CA...!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2014 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du 16/12/2013, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2014 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2014.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Lieux culturels Attribution d'une subvention à l'association Music Events Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Music Events gère un lieu de fabrique culturelle en lien étroit avec la population gitane du quartier : La Chapelle Gély, une ancienne chapelle désacralisée implantée au cœur de la cité Gély.

Ce lieu de plus de 1000 m² a été acheté par la Ville au diocèse en 2007 pour un montant de 90 000 € ; de 2007 à 2010 divers travaux ont été effectués pour un montant de 750 000 €.

Les locaux ont été mis à disposition de l'association Music Events à titre gracieux. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 44 550 €. Une convention de mise à disposition de ces locaux est en cours jusqu'au 31 décembre 2014.

La Chapelle Gély expérimente, depuis 14 ans, des configurations, des contenus servant la mise en lien entre spectateurs et artistes, habitants et lieu artistique d'avant-garde.

Elle développe de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée. La culture en lien avec son territoire et sa population est un levier essentiel pour changer les comportements, pour dépasser les clivages et de cultiver la mixité des cultures et le respect des différences.

Depuis le 1^{er} juillet 2013, l'association s'est dotée d'un nouveau bureau dont le principal objectif est de faire évoluer le projet tant dans son contenu artistique que dans son implication dans le territoire. Sous la présidence de Claudine Moïse et sous la direction artistique d'Etienne Schwarcz, le nouveau projet artistique de la Chapelle Gély s'inscrit sur une durée de 4 ans, de 2013 à 2017.

La Chapelle Gély met le [corps] au centre de ses expériences artistiques et humaines, le "corps" comme outil, un paysage et un réceptacle pour celui qui imagine mais aussi celui qui est là et qui vit un moment construit et partagé. Le Spectacle est alors partagé au cœur d'un [espace], les spectateurs construisent avec les créateurs

l'événement, ce moment de vie engagé, ce temps inventé ensemble. La Chapelle s'inscrit dans un [territoire] qui doit inspirer une façon de concevoir et de créer.

Le lieu articule ses actions autour de 3 pôles :

- Musique nomades
- Écritures sonores contemporaines
- Écritures numériques

Ces 3 pôles déclinent 3 projets de transmission :

- Projets éducatifs
- « Taktik » : projet éducatif innovant
- Projets de territoires

Pour mettre en œuvre ce projet, l'association Music Events (qui emploie 9 salariés représentant 4 Équivalents Temps-Plein) initie et accompagne différentes activités qui ont pour objectif de « dé-ghettoïser » ce quartier classé Zone Urbaine Sensible depuis 2009.

Elle mène également de manière importante des actions de médiation culturelle éducative portant sur l'environnement et la revalorisation des espaces-verts en lien direct avec la population du quartier et des élèves de l'école primaire Frédéric Bazille et du collège Font-Carrade. En mobilisant les enfants du quartier il s'agit de lutter contre le vandalisme et de responsabiliser les habitants.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Music Events a sollicité une subvention de 125 000 euros pour le fonctionnement.

Considérant que les activités de l'association Music Events développées à La Chapelle Gély s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle d'intégration de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Music Events une subvention pour le fonctionnement d'un montant de 125 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2014 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Music Events.

Compte de résultat simplifié exercice 2012 et budget prévisionnel 2014					
Charges			Produits		
	CR 2012	BP 2014		CR 2012	BP 2014
Achats	37 747	53 100	Produits exploitation	61 177	29 080
Services extérieurs	25 460	38 450	Subventions	175 200	210 200
Impôts et Taxes	4 655	4 700	<i>DRAC</i>	-	-
Salaires et charges	143 727	158 660	<i>Ministère de la Recherche</i>	-	5 000
Autres Charges	2 611	2 500	<i>Ville</i>	125 000	130 000
Charges de gestion	-	-	<i>Région</i>	20 000	30 000
Dotations aux amortissements	4 645	-	<i>CG34</i>	20 200	20 200
Charges exceptionnelles	23	-	<i>Agglo</i>	10 000	20 000
-	-	-	<i>Réserve parlementaire</i>		5 000
-	-	-	Autres financements		18 130
-	-	-	<i>Fondation de France</i>	-	10 000
-	-	-	<i>Autres fondations</i>	-	5 130
-	-	-	<i>Laboratoires</i>	-	3 000
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	1 427	-
Total	218 868	257 410	Total	237 804	257 410
Excédent :	18 936		-	-	-

Contribution en nature

Mise à disposition des locaux Mairie « la Chapelle Gély » : **44 550 €**

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2326	Music Events	F	125 000 €
	Total		125 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

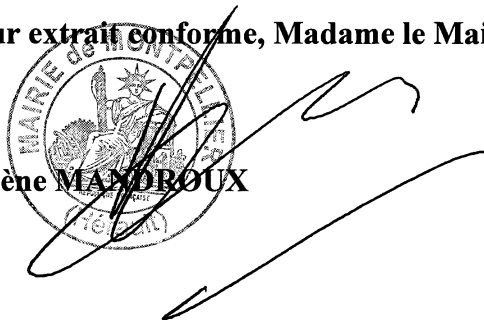
- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus pour un montant de 125 000 euros, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



La Chapelle Gely

Lieu de fabrique artistique - Montpellier

BUDGET PREVISIONNEL DE FONCTIONNEMENT - 2014

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
	53 100 €	<u>Produits d'exploitation</u>	29 080 €
606400 Cessions	34 400 €	705100 Bar	6 600 €
606100 EDF/GDF	12 500 €	705200 Billetterie	20 000 €
606300 Fourn. & pts équip.	2 000 €		
606400 Fourn. Admin.	1 600 €	706000 Ateliers	1 500 €
606500 Fourn. Régie & techn.	1 800 €	706100 Billetteries JAM	680 €
606510 Fourn. Informatique	800 €	708100 Adhésions	300 €
<u>Services extérieurs</u>	4 200 €	<u>Autres produits Exploitation</u>	
613400 Location véhicule	600 €	<u>Subventions</u>	228 330 €
615000 Entret. & répar.	900 €		
616000 Assurances	2 500 €	741100 Ville de Montpellier	125 000 €
618100 Doc. générale	200 €	741200 Ville de Montpellier PE	5 000 €
<u>Autres services extérieurs</u>	34 250 €	741300 Région LR	20 000 €
622600 Honoraires	6 300 €	<u>Résidences & diffusion artistes</u>	
623000 Publicité	1 200 €	741400 Région LR - FEDER	10 000 €
625100 Voyages & déplac.	7 200 €	741500 Agglo	20 000 €
625700 Réceptions	2 000 €	741600 CG 34 - DEF	20 200 €
625800 Bar	2 200 €	<u>Lien à la parentalité</u>	
626100 Frais postaux	1 000 €		
626200 Téléphone	1 500 €	741700 Réserve parlementaire.	5 000 €
627000 Serv. Banc.	350 €		
628100 Cotisations	100 €	741800 Fondation de France	10 000 €
628500 Gardien. & sécur.	1 000 €	741910 Autres fondations	5 130 €
628100 ARDEC	2 400 €	741920 Ministère de la recherche & laboratoires	5 000 € 3 000 €
628200 Communication	7 500 €		
628300 Informatique	1 500 €		
<u>Impôts, taxes & vers. assimilés</u>	4 700 €		
631100 Taxes s/sal.	2 400 €		
633000 Part. employ. Form. Profess.	2 300 €		
<u>Salaires & traitements</u>	99 380 €		
641000 Sal. Brut Pers. Permanent	72 900 €		
641200 Sal. Brut Pers. Intermittent	26 480 €		
<u>Techniciens & chargés de mission</u>			
<u>Charges de Personnel</u>	59 280 €		
642000 Charges Sociales Sal. Perm.	32 800 €		
642100 Charges Sociales Sal. Interm.	26 480 €		
<u>Autres charges</u>	2 500 €		
651000 Droits d'auteur	2 500 €		
Ville de Montpellier	44 500 €	Ville de Montpellier	44 500 €
Mise à disposition Locaux		Mise à disposition Locaux	
TOTAUX	257 410 €	TOTAUX	257 410 €

Association MUSIC EVENTS
La Chapelle

170, Rue Joachim du Bellay
34070- Montpellier

N° Siret : 384 033 494 00020

MUSIC EVENTS - La Chapelle
170, Rue Joachim Du Bellay
34070 MONTPELLIER
Tél 04 67 42 08 95
Administration@lachapelle-gely.com
04 67 42 08 95

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2013.

D'une part,

Et :

L'association Music Events représentée par Claudine Moïse Présidente, élue par le bureau le 1^{er} juillet 2013.

D'autre part,

Préambule :

L'association Music Events gère le lieu La Chapelle Gély. Elle développe tout au long de l'année au sein du quartier Gély, classé Zone Urbaine Sensible, de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles en lien étroit avec la population s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Music Events a sollicité une subvention de 125 000 euros pour le fonctionnement de « La Chapelle » dont le budget s'élève à 257 410 euros. Considérant que le projet de l'association Music Events contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations en particulier au regard de la population gitane et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Music Events une subvention de 125 000 euros pour la gestion des activités développés à La Chapelle Gély.

Article 3 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville met gracieusement à disposition de l'association Music Events les locaux de La Chapelle Gély, d'une surface totale de 1090 m². Cette mise à disposition est établie par une convention en date du 30 août 2007, renouvelée en 2013 pour une durée de 1 an et prenant fin le 31 décembre 2014.

La gratuité de la location des locaux est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 44 550 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante. Depuis son acquisition en août 2007, la Ville de Montpellier y a réalisé d'importants travaux de sécurité, de rénovations, d'embellissement pour un confort accru des artistes et des spectateurs.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, est conditionné par la réception des pièces suivantes:

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifiés par la présidente ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n° 4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n° 5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n° 6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2014 - 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Music Events s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation allouée,
- à autoriser toute personne mandatée par le maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Music Events s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Music Events s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Music Events n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

* Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants,
la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi
et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2013.

D'une part,

Et :

L'association Music Events représentée par Claudine Moïse Présidente, élue par le bureau le 1^{er} juillet 2013.

D'autre part,

Préambule :

L'association Music Events gère le lieu La Chapelle Gély. Elle développe tout au long de l'année au sein du quartier Gély, classé Zone Urbaine Sensible, de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles en lien étroit avec la population s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Music Events a sollicité une subvention de 125 000 euros pour le fonctionnement de « La Chapelle » dont le budget s'élève à 257 410 euros. Considérant que le projet de l'association Music Events contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations en particulier au regard de la population gitane et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Music Events une subvention de 125 000 euros pour la gestion des activités développés à La Chapelle Gély.

Article 3 : Participation de la ville : mise à disposition de locaux

La Ville met gracieusement à disposition de l'association Music Events les locaux de La Chapelle Gély, d'une surface totale de 1090 m². Cette mise à disposition est établie par une convention en date du 30 août 2007, renouvelée en 2013 pour une durée de 1 an et prenant fin le 31 décembre 2014.

La gratuité de la location des locaux est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 44 550 € qui devra être reportée, à la fois au compte administratif de la Ville de Montpellier et à la fois dans les comptes annuels de l'association occupante. Depuis son acquisition en août 2007, la Ville de Montpellier y a réalisé d'importants travaux de sécurité, de rénovations, d'embellissement pour un confort accru des artistes et des spectateurs.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que le RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, est conditionné par la réception des pièces suivantes:

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifiés par la présidente ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n° 4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2014 ;
- Pièce n° 5 : le rapport d'activité de la saison 2013 - 2014 ;
- Pièce n° 6 : le projet artistique pour la première partie de la saison 2014 - 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Music Events s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 88 84,
- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation allouée,
- à autoriser toute personne mandatée par le maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Modalités de contrôle

L'association Music Events s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 7 : Devoir d'information

L'association Music Events s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 9 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Music Events n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

* Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Lieux culturels Attribution de subventions à l'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée Convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association La Vista - Théâtre de la Méditerranée porte depuis quatorze ans la même ambition : être un lieu ouvert à la diversité culturelle, à tous les publics, être un tremplin unique pour la création et la diffusion de spectacles vivants, un lieu de résidence d'artistes, d'accueil des écoles, de collaborations étroites avec les Maisons Pour Tous du quartier, et au-delà, un centre de découverte du spectacle et de son univers. Ce lieu est accessible aux montpelliérains et en particulier aux habitants du quartier Figuerolles dans lequel le théâtre est implanté.

Sur la saison 2012/2013 le théâtre a accueilli 16 797 spectateurs, pour les spectacles tout public et jeune public dont 3 629 spectateurs sur le « Pass Vista ». 80% des spectacles présentés étaient des créations. La programmation du lieu s'articule autour de spectacles tout public et spectacles jeune public. Le lieu comprend ; une salle de spectacle et deux salles indépendantes mises à disposition pour des résidences, des répétitions, des stages et des ateliers. 12 compagnies ont été accueillies en résidence sur une durée de 356 jours. L'équipe comprend 5 permanents sur différents temps de présence.

Ce lieu totalement intégré dans la friche artistique de la cour Vergne, contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes.

Désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le théâtre La Vista développe également à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire, un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente-quatre structures socio-éducatives. Ainsi grâce à la carte Vista les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée a sollicité une subvention de 65 000 euros en fonctionnement (N° subvention) et une subvention de 15 000 euros en projet.

Considérant que les objectifs poursuivis par La Vista - Théâtre de la Méditerranée s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle de la Ville il est proposé d'attribuer à cette association une subvention de 50 000 euros pour son fonctionnement et de 15 000 euros pour le dispositif « Pass Vista » et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec ladite association. Le budget étant également joint en annexe.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget Prévisionnel 2014 de l'association La Vista, théâtre de la Méditerranée.

Compte de résultat simplifié exercice 2012 et budget prévisionnel 2014					
Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats	9 534	14 400	Marge brute / Ventes	47 366	87 000
Services extérieurs	58 564	57 200	Autres produits	6	-
Salaires et charges	138 729	166 400	Subventions	151 854	167 800
Impôts et Taxes	2 342	1 700	DRAC et Préfecture	17 500	17 500
Dotations amortissements	16 897	7 300	Ville	66 086	80 000
Autres charges	3 366	46 200	Région LR	35 000	35 000
-	-	-	Conseil Général	26 000	25 000
-	-	-	Préfecture ACSE	8 000	8 000
-	-	-	CAF	-	3 000
-	-	-	- TVA s/ Subventions	732	700
-	-	-	Produits de gestion courante		400
-	-	-	Transferts de charges		31 500
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	16 108	6 500
Total	229 432	293 200	Total	215 328	293 200
			Déficit	14 104	

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	F	50 000 €
4472	La Vista - Théâtre de la Méditerranée	P	15 000 €
	TOTAL		65 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération,
- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus pour un montant total de 65 000 euros, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 de la Ville, sur les imputations citées ci-dessus, nature 6574 ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

Théâtre de la Vista
42 rue Adam de Craponne

34000 Montpellier

BUDGET PREVISIONNEL 2014

CHARGES	prév 2014	PRODUITS	Prév 2013
Achats	14 400	Ventes: prév saison 2012	87 000
Fournitures non-stockées, eau, énergie	6 500	Recettes billetteries	75 000
Fournit. entretien et petit matériel théâtre	2 400	Locations immobilières	12 000
Fournit. entretien et petit matériel régie	2 000		
Fournitures administratives	1 500		
Achats prestations artistiques	2 000		
Services extérieurs	33 900	Subventions	167 800
Sous-traitance administrative	4 400	fonctionnement	
Locations immobilières	19 000	Région LR	35 000
locations mobilières	200	DRAC LR	15 000
réparations	1 000	Conseil Général Hérault	15 000
Maintenance	500	Ville de Montpellier	65 000
Contrats sécurité	2 000		
Primes d'assurance	2 000	action du Pass Vista	
Honoraires	4 800	Préfecture ACSE	8 000
		DRAC politique ville	2 500
Autres services ext.	23 300	VILLE Pass Vista	15 000
Publicités, publications	15 000	CAF	3 000
Voyages et déplacements	1 000	CG Cohésion sociale	10 000
Missions	800	TVA s/ subventions	-700
Réceptions	4 000		
Services bancaires	100		
Télécommunications	1 400		
Frais postaux	800		
divers	200		
Impôts, taxes	1 700		
Part employeur à formation professionnelle	1 700		
Autre impôts et taxes	0		
Charges de personnel	166 400		
Rémunération du personnel	125 700		
Charges sociales	40 700		
Congés payés	0		
Charges s/ congés payés	0		
Prime précarité	0		
Charges s/ prime précarité	0		
Charges diverses de gestion	46 200	Produits de gestion courante	400
Charges diverses de gestion	400	Produits de gestion courante	400
Droits d'auteur et de reproduction	2 800	Cotisations	0
Reversement compagnies co-réalisation	43 000		
Charges financières	0	Produits financiers	
Charges d'intérêts	0		
Charges financières			
Charges exceptionnelles	0	Produits exceptionnels	6 500
		Q-P subv.invest.au résultat	6 500
Dotations Immobilisations corporelles	7 300	Transfert de Charges	31 500
	7 300	ASP	14 000
Impôts sur le bénéfice		Adulte relais	17 500
TOTAUX	293 200	TOTAUX	293 200

la Présidente

la Trésorière

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :

Code bénéficiaire : 4472



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2013.

D'une part,

Et :

L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée représentée par Guine Eliette, présidente, élue par le Bureau le 29 mars 2010.

D'autre part,

Préambule

L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée gère le lieu « Théâtre de la Vista ». Ce théâtre contribue par sa programmation et ses actions à tisser un lien indispensable entre les habitants et les artistes de la Ville. Un lieu ouvert à la diversité culturelle et à tous les publics. Lieu de création, de diffusion de spectacles vivants et de résidence d'artistes, il accueille très régulièrement un public scolaire et collabore étroitement avec les Maisons Pour Tous du quartier.

La programmation du lieu s'articule autour de spectacles tout public et spectacles jeune public. Le lieu comprend ; une salle de spectacle et deux salles indépendantes mis à disposition pour des résidences, des répétitions, des stages et des ateliers.

Par ailleurs, désirant proposer à un large public l'accès à ses spectacles, le Théâtre La Vista développe à travers le « Pass Vista » une politique tarifaire exemplaire (2 euros la place), un véritable projet d'insertion par la culture visant à créer du lien entre le théâtre, les artistes et les habitants des quartiers sensibles à travers trente deux structures socio-éducatives. Ainsi grâce à la carte Vista les habitants peuvent voir un spectacle pour 2 € seulement.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association a sollicité une subvention de 65 000 euros pour le fonctionnement du théâtre de la Vista dont le budget s'élève à 293 000 euros et une subvention de 15 000 euros sur le projet « Pass Vista » dont le budget s'élève à 78 240 euros.

Considérant que le projet de l'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée contribue au développement de sa politique en matière d'accès à la culture de toutes les populations et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée une subvention de 50 000 euros pour le fonctionnement du lieu La Vista – Théâtre de la méditerranée et une subvention de 15 000 euros pour le dispositif « Pass Vista ».

Article 3 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour le dispositif « Pass Vista »

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux ; (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2013 certifié par la Présidente, ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2013 certifiés par la Présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2014 – 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à L'association.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de L'association

L'association La Vista – Théâtre de la Méditerranée s'engage :

- à utiliser les subventions conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

A fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation allouée,

A autoriser toute personne mandatée par le maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 5 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- la subvention concernant le projet n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- la subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association

Madame le Maire,

La Présidente

* Signer et parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée ;

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Lieux culturels Association Maison de la Poésie Attribution de subventions et convention de partenariat Exercice 2014

Philippe SAUREL rapporte :

L'association La Maison de la Poésie a pour objectif le rayonnement, la diffusion, la valorisation auprès des publics, de *l'expérience et de la création poétiques*, sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montpellier et, plus largement, en Région Languedoc Roussillon.

Membre de la Fédération Européenne des Maisons de la Poésie, elle se doit :

- de créer les synergies nécessaires à la réalisation de ses ambitions entre les différents acteurs de la poésie – créateurs, éditeurs, comédiens, lecteurs et grand public ;
- de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ;
- de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ;
- de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ;
- d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes, et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ;
- de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visible *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques au plus contemporaines*, de les accueillir et valoriser au sein de sa programmation annuelle ;
- de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

Structure référente en terme de poésie au niveau régionale, cette association bénéficie du soutien financier de la totalité des partenaires publics : Centre National du Livre, Région Languedoc-Roussillon, Conseil Général de l'Hérault, Agglomération de Montpellier et, plus fortement encore, de celui de la Ville de Montpellier.

En 2014, l'association La Maison de la Poésie organisera l'édition montpelliéraine de la 16^{ème} manifestation nationale du Printemps des Poètes (8-23 mars 2014) en prenant en charge la pleine responsabilité de l'organisation et de la programmation de l'édition montpelliéraine du Printemps des poètes. Sa proposition de programmation s'inscrira dans le cadre général fixé par la structure nationale « Le Printemps des Poètes » : la

poésie au cœur des arts. Pour ce faire, la Maison de la Poésie s'engage à travailler avec un certain nombre de lieux et de centres d'art de Montpellier et à mobiliser fortement les acteurs locaux de la poésie.

La Maison de la Poésie se voit depuis 2010 accueillie gracieusement par la Ville de Montpellier, grâce à la mise à disposition de locaux situés Moulin de l'Evêque, 78 avenue du Pirée, mise à disposition dont on peut estimer qu'elle représente une aide en nature s'élevant à 12 000 euros annuels. Situés à l'entrée de ville, en provenance de l'aéroport, de l'autoroute et des plages, ces locaux contribuent aussi à doter la Maison de la Poésie d'une visibilité exceptionnelle.

Pour la mise en œuvre de ses activités l'association Maison de la poésie a demandé 16 000 euros pour le fonctionnement et 10 000 euros pour le Printemps des poètes.

Présentation simplifiée du compte de Résultat 2012 et du budget Prévisionnel 2014 de l'association Maison de la Poésie.

Charges	CR 2012	BP 2014	Produits	CR 2012	BP 2014
Achats	7 268	12 902	Recettes	1 000	2 000
Services extérieurs	11 703	18 895	Subventions	27 707	54 000
Salaires et charges de personnel	6 135	24 653	Ville	15 000	26 000
Autres charges	283	1 550	Conseil Général	1 000	1 500
Dotations amortissements	174	-	Agglomération	3 000	10 000
-----	-	-	CNL	3 000	4 000
-----	-	-	Région	3 707	10 000
-----	-	-	DRAC	0	2 500
-----	-	-	ENAD MTP	2 000	
-----	-	-	Cotisations et autres	940	2 000
-----	-	-	Autres produits	23	
Totaux	25 563	58 000	Totaux	29 670	58 000
Excédent	4 107	-	Déficit	-	-

Contribution en nature

Mise à disposition du local 78 avenue du Pirée : 12 000 euros.

Considérant que les objectifs poursuivis par l'association Maison de la Poésie s'inscrivent pleinement dans la politique de la Ville en matière de diffusion de la poésie, de défense du livre, de l'écrit et de la lecture, il est proposé de lui attribuer deux subventions: 10 000 euros pour son fonctionnement et 5 000 euros pour l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes 2014, et de passer avec l'association une convention de partenariat jointe en annexe. Le budget prévisionnel global de l'association Maison de la Poésie est également joint en annexe.

Tableau d'attribution

Code association	Nom Association	Nature	Montant
3988	Maison de la Poésie	F	10 000 €
3988	Maison de la Poésie	P	5 000 €
	TOTAL		15 000 €

Crédits inscrits au chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- d'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constitue une aide en nature et dire que le montant valorisé de cette aide sera ainsi inscrit au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus sous réserve de signature de la convention de partenariat ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2014 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 15 000 € ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANBROUX

Publiée le : 17/12/2013



Association Maison de la poésie
13, rue des Olivettes
34160 CASTRIES

BUDGET PREVISIONNEL GLOBAL 2014

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
Achats	12 902	Ventes	2 000
Fournitures administratives	500	Prestations animations	2 000
Prestations artistiques	12 402		
Services extérieurs	3 050	Subventions	54 000
Sous traitance administrative	1 150		
Assurances	200		
Documentation	1 700		
Autres services ext.	15 845		
Frais de communication	3 600		
Voyages, déplacements, missions	6 540		
Réceptions	2 880		
Frais postaux et téléphones	2 600		
Services bancaires	225		
Charges de personnel	24 653	Cotisations	2 000
Salaires bruts artistiques + charges	18 030		
Salaires bruts Administration + charges	3 123		
Salaires bruts Coordination + charges	3 500		
Charges diverses de gestion	1 550		
Droits d'auteurs (sac)	1 550		
Contributions volontaires	12 000	Contributions volontaires	12 000
Mise à disposition locaux	12 000	Participation Ville de Montpellier	12 000
TOTAUX	70 000	TOTAUX	70 000



Pr. P. P. P.
Annie K. K.
[Signature]

[Signature]

5/6

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



code bénéficiaire : 3988

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2013.

D'une part

Et :

L'association Maison de la Poésie représentée par monsieur Jean Joubert, Président, reconduit par le Conseil d'Administration, le 20 octobre 2010.

D'autre part

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

La défense et la promotion de l'activité poétique sous toutes ses formes, des plus classiques au plus contemporaines, la valorisation de la création montpelliéraine en terme de poésie, la promotion de la lecture auprès de tous les publics, ont toujours été des éléments essentiels de la politique de la Ville en matière de culture.

Ces objectifs sont aussi ceux de l'association Maison de la Poésie. Celle-ci a pour fonction de favoriser la diffusion des projets ayant la parole poétique pour centre et raison d'être ; de servir de lieu-ressource, de lieu d'accueil et de conseil ; de programmer à l'année rencontres, lectures, tables rondes, manifestations contribuant à rendre audible la poésie et à l'inscrire dans la quotidienneté de la vie des Montpelliérains, et au-delà ; d'être l'interlocutrice constante, et le relais local, de l'association Printemps des Poètes, et d'assurer la diffusion de ses actions sur Montpellier et sa région ; de contribuer à favoriser l'émergence et à rendre visible *toutes les formes de l'activité poétique, des plus classiques au plus contemporaines*, de les accueillir et valoriser au sein de sa programmation annuelle ; de travailler à la sensibilisation des plus jeunes, en particulier en milieu scolaire, à la poésie.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'établiront les relations entre les partenaires pour l'année 2014, ainsi que les objectifs de la manifestation du Printemps des Poètes et le rôle d'organisation de la Maison de la Poésie.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Maison de la Poésie développe à l'année un certain nombre d'actions : accueil des poètes et tenue de moments de rencontre et d'échange ; mise à disposition d'une bibliothèque ; accueil de lycéens lors d'ateliers ; organisation d'un cycle de lectures poétiques, « Le plaisir du texte » ; organisation de rencontres consacrées à des poètes disparus, « Retrouvailles » ; en lien avec le festival Sonorités, « Expériences » donne à entendre les nouvelles formes de poésie sonore et visuelle ; organisation, en lien avec l'Agglomération et son réseau des médiathèques, de grandes rencontres de poésie. Elle participe d'autre part annuellement à La Comédie du Livre, manifestation organisée par la Ville de Montpellier, en proposant une ou plusieurs rencontres autour de la poésie du pays invité.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association bénéficiaire Maison de la Poésie a sollicité auprès de la Ville une subvention de fonctionnement de 16 000 euros et une subvention de 10 000 euros pour l'organisation de la 16^{ème} édition montpelliéraine du Printemps des Poètes 2014.

Considérant que ces projets contribuent au développement de sa politique culturelle en matière de promotion de la poésie, que le rôle de la Maison de la Poésie est essentiel au bon déroulement du Printemps des Poètes et qu'il présente un fort intérêt local, par sa fonction de lieu d'accueil et de lieu-ressource pour les différents acteurs de la poésie montpelliéraine, la Ville de Montpellier a décidé d'apporter son soutien financier.

Article 2 : Subvention et participation

Pour l'année 2014, la Ville de Montpellier accorde à l'association Maison de la Poésie une subvention de fonctionnement de 10 000 euros pour son fonctionnement et une subvention de 5 000 euros dédiée à l'organisation du Printemps des Poètes 2014.

Mise à disposition d'un local : valorisation

La Ville de Montpellier met gracieusement à disposition de l'association Maison de la Poésie des locaux situés Moulin de l'Evêque, 18 avenue du Pirée dont la valeur est estimée à 12 000 euros annuellement. Et l'aide effective de la Ville de Montpellier à la Maison de la Poésie à 27 000 euros par an.

Article 3 : Missions de l'association Maison de la Poésie

Mise en œuvre des activités annuelles de l'association

L'association s'engage à développer à l'année et sur le territoire de la Ville de Montpellier une programmation d'animations et de rencontres valorisant la poésie, essayant de rendre compte de la grande variété de ses formes, associant acteurs montpelliérains, régionaux, nationaux et internationaux de la parole et de la création poétiques.

Elle s'engage à faire vivre le lieu que la Ville lui met à disposition, à continuer à en faire un lieu important de rencontres et de lectures, un lieu d'accueil pour les poètes et les amateurs de poésie, un lieu ressource pour poètes, comédiens et amateurs.

Elle s'engage à fédérer autour d'elle toutes celles et ceux qui, à Montpellier et dans la Région, rendent vivantes l'activité poétique.

Elle s'engage à tisser liens et partenariats, sur l'ensemble du territoire régional, comme au niveau national, avec les festivals, lieux et acteurs de la poésie.

Organisation du Printemps des Poètes

Dans le cadre de l'organisation de l'édition montpelliéraine du Printemps des Poètes, l'association Maison de la Poésie a pour missions :

- de produire une programmation ambitieuse et variée représentant la diversité de la création poétique contemporaine ;
- de veiller à la présence de poètes et comédiens montpelliérains au sein de cette programmation ;
- d'assurer, pendant l'événement, une médiation auprès des différents publics que cet événement touche ;
- d'associer au Printemps des Poètes les différents acteurs culturels (libraires, associations, institutions...) susceptibles d'y participer ;
- de valoriser le soutien de la Ville de Montpellier à l'opération, par le financement qu'elle apporte et le prêt annuel du lieu ;
- d'assurer un rôle de relais et de référent local de l'association Le Printemps des Poètes, qui organise et coordonne la manifestation au plan national

Article 4 : Communication et participation de la Ville

La Ville et l'association s'engagent, pour l'ensemble des activités de la Maison de la Poésie à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

Tous les documents de communication devront faire apparaître les logos de :

- la Ville de Montpellier
- l'association Maison de la Poésie.

Sur le Printemps des poètes :

Un accompagnement en communication sera apporté par la Ville de Montpellier à l'association Maison de la Poésie dans le cadre de l'organisation du Printemps des Poètes ;
d'autre part, la Ville de Montpellier apportera assistance technique en son et lumière, si nécessaire, à l'association, dans le cadre de l'organisation du Printemps des Poètes.

Article 5 : Modalités de paiement des subventions

A – Versement pour la manifestation « Le Printemps des poètes »

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) ainsi que du RIB de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : Le compte de résultat 2013 certifié par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public.
- Pièce n°3: Le rapport d'activité 2013 ;
- Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet sur la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°5 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet, justifiées par un état des factures acquittées.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

B – Versement pour le fonctionnement

Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en trois fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du RIB de l'association.

Un deuxième versement égal à 30% du montant de la subvention, conditionné par la réception des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : les comptes de résultats 2013 certifiés par la présidente, ou le Commissaire aux comptes accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2013.

Le solde de la subvention soit 20% sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09.2014 ;
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2013 – 2014 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2014 – 2015.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association Maison de la Poésie s'engage :

- à utiliser les subventions conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les comptes de l'année 2014 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2014 ;
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86

Article 7 : Modalités de contrôle

L'association s'engage à fournir à la Ville, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 8 : Devoir d'information

L'association s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 10 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2014.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention concernant la manifestation n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La subvention concernant le fonctionnement n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux*

À Montpellier, le

** Signer et parapher chaque page*

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire,

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, la subvention suivante est engageable :

SDC 10 rue des Ecoles Pie, chez Bilan Patrimoine (parties communes)	1.044,00 €
Total :	1.044,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 1.044,00 € correspondant à 1 immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Avenant au contrat Enfance- Jeunesse 2011-2014

Françoise PRUNIER rapporte :

Par délibération du 16 décembre 2011, le Conseil Municipal a autorisé la signature du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) entre la Ville et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2014. Cette politique partenariale ininterrompue depuis 1986 entre la CAF et la Ville a permis d'accompagner le développement de l'accueil des enfants à Montpellier et témoigne de la priorité municipale en matière de Petite Enfance.

➤ Pour le Volet Enfance

Le Contrat Enfance Jeunesse prévoyait la création de 211 places dans les établissements municipaux, 84 places associatives et 9 réservations de berceaux.

Pour l'accueil municipal, un ajustement limité des places proposées initialement au C.E.J. est nécessaire pour tenir compte de l'évolution de la demande et des possibilités d'accueil. Ainsi, le projet d'extension de capacité de la crèche « la Galineta » est majoré d'une place et l'agrément de la crèche « Cambon » est réduit de trois places.

Pour l'accueil proposé par les gestionnaires associatifs, de nouvelles places, non prévues au CEJ, vont être créées d'ici l'échéance du contrat. Ces projets, qui permettent de développer l'offre d'accueil sur le territoire Montpellierain ont été retenus par la Ville et la CAF. Le financement municipal se fait sous la forme de prestation de service d'un montant de 1,70 € par heure facturée. Dans l'objectif de pouvoir les accompagner financièrement, ils doivent faire l'objet d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse.

Il s'agit :

1) Du multi accueil « Les Enfants »

Cette nouvelle structure associative, gérée par l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse, occupe les locaux d'une surface de 180 m², construits et mis à disposition par la Ville, dans le quartier Pompignane. Cet établissement initialement prévu pour 10 places offrira 15 places soit 5 places supplémentaires dans le cadre de cet avenant.

2) Extension du multi accueil « Les Lutins »

L'Association Culturelle Sociale du Polygone gère cet établissement de 45 places, situé dans le quartier du Millénaire. Il est acté au titre de cet avenant l'agrément de 12 places supplémentaires ouvertes depuis le 1^{er} mars 2013.

3) Extension de la crèche associative « Les Bambins du Lez »

L'association « les Bambins du Lez » souhaite augmenter la capacité d'accueil de la crèche actuelle qui passera ainsi de 32 à 40 places. La Ville et la CAF actent cette création de 8 places supplémentaires au titre de cet avenant.

4) Extension de la crèche associative « L'Arbre à chouette »

L'association Présence Verte Services a augmenté la capacité d'accueil de sa crèche « l'Arbre à Chouette » de 4 places supplémentaires en mai 2013. Parallèlement, la crèche propose d'ouvrir 7 places supplémentaires aux familles montpelliéraines à partir du 1^{er} janvier 2014. Avec cet avenant, la Ville et la CAF financeront 11 places sur les 29 que compte cet établissement.

Pour l'accueil proposé par les crèches d'entreprises, il est enregistré à l'avenant CEJ, la désignation de FCP Crèche en tant que gestionnaire de la crèche l'Etoile Filante, en remplacement du précédent titulaire du lot 3, suite au renouvellement du marché de réservation de berceaux acté au conseil municipal du 22 juillet 2013.

➤ **Pour le Volet Jeunesse**

La Ville de Montpellier a adopté le Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, avec pour principal objectif de développer les places en ALSH par le soutien aux projets associatifs. Ce contrat prévoyait la création de 210 places en maternelle et 176 places en élémentaire.

Depuis la signature du Contrat Enfance Jeunesse, de nouveaux projets ont été initiés qui correspondent directement à cet objectif et qui ont vocation à s'inscrire dans le cadre du partenariat financier conclu entre la Ville et la CAF.

C'est pourquoi, il est proposé de signer un avenant au CEJ pour y intégrer les projets suivants :

1) Création de 10 places d'accueil au sein de l'ALSH géré par l'association « les Enfants d'Hélène »

Cet ALSH, situé au sein du groupe scolaire ARMSTRONG/BON bénéficie, compte tenu de son projet d'accueil à destination des enfants porteurs de handicap, d'une prestation spécifique de 6 € par journée.

2) Création d'un ALSH de 24 places élémentaires et de 24 places maternelles géré par l'association UFOLEP

Ce nouveau ALSH se situe au sein du groupe scolaire BEETHOVEN.

Au titre de l'avenant du CEJ, les associations de loisirs associatives bénéficient d'un financement à hauteur de 3,05 € par journée enfant pour les maternelles, de 2,29 € par journée enfant pour les élémentaires et de 3,81 € par journée enfant à l'extérieur (mini camps). Par exception, le montant est porté à 6 € par journée enfant pour les projets spécifiques et expérimentaux.

L'intégration au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014 de ces nouvelles actions, sous la forme d'un avenant, permet à la Ville de soutenir financièrement ces structures par le versement d'une prestation de service.

Cet avenant prévoit également, comme pour le CEJ, une participation financière de la CAF à hauteur de 55% du financement municipal avec un plafonnement des dépenses pour l'ensemble de ces actions.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le principe de la signature d'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, avec la participation financière de la CAF telle que citée ci dessus ;
- d'approuver les termes des conventions de partenariat qui prévoient les modalités de financement de ces actions;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013

Direction de l'Education

Mairie de Montpellier
1, Place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2
Téléphone 04.67.34.70.00
Fax 04.99.58.87.57

Montpellier, le

Affaire suivie par :



Convention de financement municipal

Pour les Accueils de Loisirs Sans Hébergement associatifs

I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les rapports entre la Ville de Montpellier et l'Association gestionnaire d'un ALSH (maternel ou élémentaire) faisant l'objet d'un financement municipal et inscrit dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse. L'activité d'accueil du centre ALSH est exercée dans un esprit de service public, conformément à la réglementation relative à la protection des mineurs placés en dehors du domicile familial, en vigueur dans les Accueils de Loisirs Sans Hébergement. (Décret du 29 Janvier 1960).

II - DEFINITION ET DESCRIPTION DU SERVICE

Nom du Centre :

Adresse du Centre :

Nom et adresse de l'Association gestionnaire :

L'Association est habilitée à gérer ce service en vertu de l'agrément délivré par l'autorité de tutelle.

Le Centre dispose d'un agrément délivré par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale à hauteur de enfants.

Par ailleurs, le Contrat Enfance Jeunesse prévoit un financement municipal à hauteur de enfants.

Le Centre accueille des enfants âgés de : ... à ... ans

Périodes d'ouverture

Petites vacances	Juillet	Août	Mercredi

Horaires :

Locaux et charges :

- Les locaux appartiennent à :
- Il sont gérés par :
- Ils se situent à :

III - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Dans le cadre prévu par le Contrat Enfance Jeunesse, la Ville s'engage à attribuer à l'association des prestations de fonctionnement pour l'accueil des enfants dont les parents sont domiciliés à Montpellier.

Pour l'année **2014** cette prestation, aux termes de la Délibération du Conseil Municipal du décembre 2013 est la suivante :

☐ Modalités de financement municipal liées à la présence des enfants montpellierains :

- **3.05** euros pour les ALSH maternels accueillant les enfants de 2 à 5 ans.

- **2.29** euros pour les ALSH accueillant les enfants de 6 à 12 ans révolus.

- **3.81** euros pour les journées à l'extérieur (camps légers) à raison de 20 jours par an et par enfant.

☐ Modalités de financement municipal particulier pour une action pilote spécifique liée au CEJ :

.....

Ces prestations sont versées au vu d'un état de fréquentation mensuel fourni par l'association et envoyé à la Direction de l'Education, dans les délais qui lui sont fixés.

En cas d'extension de la capacité d'accueil (après accord des autorités de tutelle), et sur demande écrite de l'Association, la convention pourra être étendue par décision du Conseil Municipal dans le cadre de l'adoption ou de la modification du Contrat Enfance Jeunesse.

IV - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Le conventionnement est soumis à la production d'un dossier comportant :

- les statuts de l'Association
- la déclaration au Journal Officiel
- les noms et coordonnées des membres du bureau
- les avis et agréments des autorités de tutelle
- la photocopie du diplôme du Directeur du Centre
- la liste des animateurs encadrant les enfants

- le budget prévisionnel et le compte d'exploitation
- le rapport d'activité et le projet pédagogique du Centre
- le document officiel justifiant de l'occupation des locaux où fonctionne le Centre (bail, convention, acte de propriété, etc...)
- la grille de tarification définissant la participation financière des familles et tenant compte des revenus des familles

A la demande de la Ville, l'Association doit présenter ses cahiers de compte et fournir les pièces comptables.

Les copies d'agrément et d'avis délivrés par les organismes de tutelles seront joint au premier état de présence de l'année en cours.

Ce dossier est renouvelable chaque année.

L'Association s'engage à une stricte application des normes et réglementations en vigueur relatives aux Accueil collectifs de mineurs, notamment, par la qualification exigée pour le personnel d'encadrement ainsi que pour les animateurs, qu'ils soient salariés ou bénévoles.

L'Association s'engage à respecter le statut défini par la loi de 1901.

Elle sollicite l'habilitation de chaque séjour auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale.

L'organisation de l'animation se fait en application de l'article II de la présente convention.

L'Association prend en charge :

- La gestion administrative et financière du personnel et des locaux, excepté lorsque ceux-ci sont Municipaux.
- L'entretien ainsi que les charges d'eaux, d'électricité et de chauffage, sauf pour les locaux Municipaux.
- L'inscription des enfants.
- Les impôts.
- L'assurance responsabilité civile et individuelle des enfants, du personnel, des activités.
- L'assurance couvrant l'incendie, les dégâts des eaux, et d'une manière générale les risques locatifs. Toutefois, si l'Association occupe des locaux appartenant à la Ville, celle-ci pourra accorder à l'Association le bénéfice de la renonciation à recours pour les dommages éventuels au bâtiment. L'Association renonçant au recours contre la Ville pour les dommages éventuels pouvant affecter ses biens propres.

L'Association devra employer le personnel supplémentaire nécessaire, compte tenu du nombre d'enfants ou de l'importance de l'action pédagogique entreprise. Elle en assure toutes les dépenses : rémunérations et charges qui en découlent.

Au terme de l'exercice :

- L'Association devra présenter à la Ville un compte rendu administratif et financier de ses activités afin de lui permettre de vérifier la bonne utilisation des subventions accordées.

Communication :

- Tout document, en relation avec l'activité de l'A.L.S.H. édité par l'Association portera le logo de la Ville de Montpellier en complément de son propre logo.



Avenant Contrat enfance et jeunesse

Commune de MONTPELLIER

Entre :

La commune de Montpellier

représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire
dont le siège est situé : 1 place Georges Frêche,
34267 Montpellier Cedex 2

Ci-après désigné « le(s) partenaire(s) ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault,

représentée par Monsieur Thierry MATHIEU, Directeur
dont le siège est situé : 139 Avenue de Lodève
34943 MONTPELLIER Cedex 9

Ci-après désignée « la Caf ».

Il est convenu que la convention « contrat enfance jeunesse » signée le 19/12/2011
est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 1

Le présent avenant intègre des actions nouvelles dans le champ de l'enfance ou/et de la jeunesse.

Le détail de ces actions figure en annexes 1, 2 et 3 du présent avenant.

Article 2

L'article 5-2 intitulé « Mode de calcul de la Psej et révision des droits » de la convention initiale est remplacé par l'article suivant pour les actions nouvelles résultant du présent avenant.

« Le mode de calcul de la Psej et la révision des droits »

Le financement de la Psej est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2013.

La Psej distingue deux types d'actions : les actions nouvelles développées dans le cadre du contrat « enfance et jeunesse » et les actions antérieures, précédemment financées au titre de la dernière année du contrat « enfance et jeunesse » et reconduites dans le présent Cej.

Pour les actions nouvelles (cf. annexes 1 à 3), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé. Pour les actions nouvelles instaurées dans le cadre de la présente convention du fait du présent avenant, ce montant est déterminé selon les formules ci-après :

- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,1351 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,
- (montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Une même action inscrite dans la présente convention est réalisée par plusieurs des partenaires à celle-ci. En conséquence, le montant forfaitaire précité est calculé par action et est réparti entre chacun de ces partenaires selon un pourcentage prédéterminé. Ce pourcentage figure expressément dans la fiche projet de l'action concernée en annexe 3 de la présente convention.

Le montant annuel forfaitaire de la Psej est versé en fonction :

- du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- de la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- de la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- d'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- de non respect d'une clause ;
- de réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de la Psej. »

Article 3

L'annexe 5.1 intitulée « liste des pièces justificatives » des conditions générales de la convention initiale est remplacée par l'annexe suivante :

« **Annexe 5.1 : liste des pièces justificatives** » du présent avenant.

Article 4 : Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale, et ses annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 5 : Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant, annexes comprises, prend effet à compter du 01/01/2013.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des signataires.

Fait à Montpellier....., le/...../2013,
en 3 exemplaires

La Caisse d'allocations
familiales de l'Hérault
Le Directeur,

La commune de Montpellier
Le Maire,

Thierry MATHIEU

Hélène MANDROUX

Annexe 1 :

Tableau financier récapitulatif

AVENANT AU CEJ 2013 - 2014 MAIRIE DE MONTPELLIER*Sous réserve de validation par l'agence comptable*

		Evaluation Psej Prévisionnelle	
Action Enfance	Nombre de places	2013	2014
Eaje l'Etoile filante	6	0,00 €	12 920,54 €
Eaje l'Arbre à chouette	4 puis 7	9 863,61 €	26 275,44 €
Eaje les Lutins	12	18 261,81 €	22 641,67 €
Eaje les Enfantines	15	6 775,58 €	40 594,93 €
Eaje la Galinéta	1	0,00 €	0,00 €
Eaje les Bambins du lez	8	0,00 €	11 527,14 €
TOTAL	53	34 901,00 €	113 959,72 €

		Evaluation Psej Prévisionnelle	
Action Jeunesse	Nombre de places	2013	2014
Alsh les Enfants d'Hélène	10	1 333,95 €	1 220,10 €
Alsh les Grisettes Ufolep	48	0,00 €	5 075,02 €
TOTAL	58	1 333,95 €	6 295,12 €

Annexe 2 :

Situation de l'offre et perspectives de développement

- 2.1 Les thématiques retenues et le plan d'action**
- 2.2 Tableau « actions du contrat année précédant la signature de la convention »
Tableau « programme d'actions »**

PROGRAMME D' ACTIONS

> VOLET ENFANCE :

1) Extension de la crèche municipale « la Galineta »

La crèche « la Galineta » est située dans le quartier Cévennes où sont recensées de nombreuses demandes émanant de population en situation précaire. Il est essentiel de favoriser un retour à l'emploi pour ces familles et de maintenir, dans le cadre de l'accueil des enfants, une véritable mixité sociale. Pour cela, lors de la préparation du CEJ 2011-2014, l'augmentation de 15 places d'accueil avait été actée. La superficie des locaux le permettant, 16 places supplémentaires seront finalement créées, au lieu des 15 initialement prévues, dès la rentrée 2014. La crèche « la Galineta » proposera ainsi 68 places aux enfants du quartier.

2) Modification de l'agrément du Service d'Accueil Familial « Adélaïde Cambon »

L'agrément du multi accueil « Adélaïde Cambon » est actuellement de 52 places en accueil collectif et 9 places en accueil familial. Toutefois, le service Enfance a constaté que dans le quartier, la demande d'accueil familial est bien moins importante que prévu. C'est pourquoi, l'agrément de l'accueil familial est passé de 9 places à 6 à compter du 1^{er} juillet 2013. Cette modification doit être portée au CEJ.

3) Création du multi accueil « Les Enfantines »

Cette nouvelle structure associative, gérée par l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse, occupe les locaux d'une surface de 180 m², construits et mis à disposition par la Ville, dans le quartier Pompignane. Il est à noter que cet établissement de 15 placesse substitue au projet de création de 10 places, soit 5 places supplémentaires, qui était prévu au CEJ et qui devait occuper ces mêmes locaux mais avec un autre gestionnaire qui s'est désisté.

4) Extension du multi accueil « Les Lutins »

L'Association Culturelle Sociale du Polygone qui gère cet établissement, situé dans le quartier Millénaire, a augmenté son agrément de 12 places supplémentaires avec une ouverture au 1^{er} mars 2013. Au titre du CEJ 2011-2014, la Ville et la CAF participent déjà au financement des 45 places existantes.

5) Extension de la crèche associative « Les Bambins du Lez »

L'association « les Bambins du Lez » souhaite augmenter la capacité d'accueil de la crèche actuelle qui passera ainsi de 32 à 40 places. Ce projet nécessite une extension du bâtiment actuel qui sera construite sur une parcelle appartenant à l'école attenante. Ce terrain, non utilisé par les enfants, devra faire l'objet d'un déclassement afin d'être mis à disposition de l'Association.

6) Extension de la crèche associative « L'Arbre à chouette »

L'association Présence Verte Services a augmenté la capacité d'accueil de sa crèche « l'Arbre à Chouette » de 4 places supplémentaires en mai 2013. Parallèlement, la crèche propose d'ouvrir 7 places supplémentaires aux familles montpelliéraines à partir du 1^{er} janvier 2014 (places jusqu'alors dévolues aux enfants du personnel de l'association). Avec cet avenant, la Ville et la CAF financeront 19 places sur 29 au lieu des 8 initialement prévues.

7) Réservations de berceaux : crèche « l'Etoile Filante »

En août 2013, la Ville a renouvelé le marché de réservation de berceaux auprès des crèches d'entreprises. A l'issue de cet appel d'offres, le lot n° 3 « autres quartiers de la Ville » a été attribué à l'entreprise FCP Crèche en tant que gestionnaire de la crèche « l'Etoile Filante » située dans le quartier Millénaire. Cette nouvelle action de réservation de berceaux doit faire

l'objet d'un avenant au CEJ dans la mesure où elle se substitue à celle qui était prévue au CEJ initial avec un autre gestionnaire.

➤ **VOLET JEUNESSE :**

La Ville de Montpellier a adopté le Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, avec pour principal objectif de développer les places en ALSH par le soutien aux projets associatifs.

Depuis la signature du Contrat Enfance Jeunesse, de nouveaux projets ont été initiés qui correspondent directement à cet objectif et qui ont vocation à s'inscrire dans le cadre du partenariat financier conclu entre la Ville et la CAF.

C'est pourquoi, il est proposé de signer un avenant au CEJ pour y intégrer les projets suivants :

1) Création de 10 places d'accueil au sein de l'ALSH géré par l'association « les Enfants d'Hélène »

Cet ALSH se situe au sein du groupe scolaire ARMSTRONG/BON.

2) Création d'un ALSH de 24 places élémentaires et de 24 places maternelles géré par l'association UFOLEP

Ce nouveau ALSH se situe au sein du groupe scolaire BEETHOVEN.

Comme précisé au CEJ, les associations de loisirs associatives bénéficient d'un financement à hauteur d'un montant de 3,05 € par journée enfant pour les maternelles, de 2,29 € par journée enfant pour les élémentaires et de 3,81 € par journée enfant à l'extérieur (mini camps). A titre dérogatoire, le montant est porté à 6 € par journée enfant pour les projets spécifiques et expérimentaux.

Annexe 3 :

Fiche(s) détaillée(s) par action

(Toute action bénéficiant d'un financement au titre du Cej, y compris uniquement au titre de la dégressivité (action inéligible maintenue), doit faire l'objet d'une fiche « annexe 3 »).

Intitulé de l'action :

Augmentation capacité d'accueil Galineta

Gestionnaire :

MAIRIE DE MONTPELLIER

Adresse :

Type de projet :

Création ☐

Développement ☒

Données d'activité	2013	2014
Nombre de places	52	68
Nbre de jours d'ouverture par an	223	224
Nbre d'heures d'ouverture par jour	11	11
Nbre d'heures d'ouverture par an	2453	2464
Capacité d'accueil théorique	127556	167552
* Capacité d'accueil modulée	0	142 384
Nombre d'actes payés	105000	115770
Taux de fréquentation	82,32%	69,09%

**(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "EAJE BIS")*

Données financières	2013	2014
Charges de personnel	717 853,24	784 785,04
Autres charges	66 664,17	67 997,45
Total des charges	784 517,41	852 782,49
Participation des familles	127 155,00	140 408,77
Psu*	339 045,00	373 610,03
Subvention collectivité	318 317,41	338 763,69
Autres		
Total des recettes	784 517,41	852 782,49
Prix de revient	7,47 €	7,37 €

* Prix plafond / heure : 6,73 €

Taux de la Prestation de service : 66%

Prestation de service horaire : 4,44 €

Date, signature, cachet

EAJE

Fiche projet Volet Enfance

Intitulé de l'action : CRECHE LES ENFANTINES
Gestionnaire : Association Languedocienne Pour la Jeunesse
Adresse : 2256 route de Mende 34090 MONTPELLIER

Type de projet :

Création ☒

Développement ☐

Données d'activité	2013	2014
Nombre de places	15	15
Nbre de jours d'ouverture par an	83	227
Nbre d'heures d'ouverture par jour	12	12
Nbre d'heures d'ouverture par an	996	2724
Capacité d'accueil théorique	14940	40860
* Capacité d'accueil modulée	13 778	37 682
Nombre d'actes payés	13000	35560
Taux de fréquentation	18,10 %	8,10 %

*(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "EAJE BIS")

Données financières	2013	2014
Charges de personnel	84 615,00	231 419,00
Autres charges	18 392,00	50 300,00
Total des charges	103 007,00	281 719,00
Participation des familles		
Psu*	57 720,00	157 886,40
Subvention collectivité	20 000,00	90 000,00
Autres	25 287,00	33 832,60
Total des recettes	103 007,00	281 719,00
Différence	0,00	0,00

* Prix plafond / heure : 6,73 €

Taux de la Prestation de service : 66%

Prestation de service horaire : 4,44 €

Date, signature, cachet le 15 mai 2013

A.L.P.J « L'Abri Languedocien »
 Le directeur
 Jean-Michel CARRERES



Fiche projet

Le projet de création ou de développement

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

➔ **Intitulé du projet : Crèche « Les Enfantines »**

➔ **Type de projet :** Création ☒ Développement ☐

➔ **Commune d'implantation : MONTPELLIER**

➔ **Date d'ouverture ou de début de l'activité : 28 août 2013**

➔ **Porteurs du projet : Association Languedocienne Pour la Jeunesse**
collectivité, association, entreprise...

➔ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : DUGARIN Sylvie / CARRERES Jean-Michel
Fonction : Directrice « Enfantines »/ Directeur ALPJ
Téléphone : 04 67 63 72 22 / 04 37 63 44 41
Courriel : lesenfantines@alpj.org

➔ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Au printemps 2012, notre association a été sollicitée par la municipalité de Montpellier pour développer l'offre d'accueil «petite enfance» notamment sur des horaires élargis ou atypiques afin de mieux répondre aux besoins des familles. Ce projet entre pleinement dans le champ de compétences de l'Association Languedocienne pour la Jeunesse qui développe, depuis de nombreuses années, des actions destinées à accueillir l'enfance et la petite enfance. A ce jour l'ALPJ gère un foyer d'accueil de 29 places pour mineures ou jeunes majeures enceintes et/ou accompagnées d'enfants, des mesures d'accompagnement et de soutien à la parentalité, une crèche multi-accueil de 36 places, une micro-crèche de 10 places et un centre de loisirs sans hébergement.

➔ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

Nous souhaitons créer un établissement multi-accueil collectif ouvert sur le quartier mais aussi à la disposition de toutes les familles de la ville et notamment de celles qui ont besoin d'un accueil sur des horaires élargis. Cette réponse est essentiellement à l'intention des familles qui travaillent et dont les horaires sont difficilement compatibles avec les plages classiques d'ouverture des crèches.

L'établissement pourra accueillir jusqu'à quinze enfants sur une plage horaire de 7 H à 19H00 du lundi au vendredi à l'exception du mois d'août et de la semaine de Noël/jour de l'an, **soit 47 semaines d'ouverture.**

Horaires de semaines : amplitude horaire 12heures

Plages Horaires	7 – 13H00	13H00-13H30	13H30 – 19H00
Nbre d'enfants	15 enfants		
Encadrement	1 aux. puer. 2 cap petite enfance	2 aux. puer. 2 cap petite enfance	1 aux. puer. 2 cap petite enfance
Renfort repas	De 10H à 16H30		
Direction	0.5 ETP de direction (EJE + CAFERUIS)°		
Continuité Direction	0.5 ETP EJE		

Qualification	Nombre pers	ETP
Aux puer	2	1.8
CAP petite enfance	4	3.44
EJE	1	0.5
EJE CAFERUIS	1	0.5
Services généraux	1	0.93

L'encadrement des enfants

Le taux de personnel permanent diplômé (EJE ou Auxiliaire de puériculture) est de 43% des ETP. Le personnel non diplômé au regard de l'arrêté du 26 décembre 2000 est au moins titulaire d'un CAP petite enfance.

➔ Le projet éducatif :

Les orientations éducatives...

L'établissement aura pour mission l'accueil des enfants et mènera des actions destinées à favoriser leur développement et leur épanouissement.

➤ La vie quotidienne

- La petite taille de la structure permettra l'accueil individualisé des familles, l'accompagnement à la parentalité dans le contexte particulier des horaires élargis.
- Les repas de midi sont livrés par un prestataire extérieur, en liaison froide, et réchauffés sur place.

➤ Propositions éducatives

- L'équipe éducative organisera un programme d'animation (ateliers, jeux) adapté au rythme et au développement des enfants.
- Intervention hebdomadaire de l'association CONTELICOT sur le thème de la lecture enfantine auprès des enfants en associant les familles.
- Sorties avec renfort d'équipe dans le quartier ex : le marché / équipement sportif et de loisir de proximité / EHPAD pour des rencontres intergénérationnelles / médiathèque ZOLA (livre et musique),...
- Intervention des familles si compétences particulières à partager ex photo, nature.
- Bénévolat et partenariat à développer pour ateliers, sorties, participation familiale.
- Signature de la charte d'accueil du jeune enfant porteur de handicap ou maladie chronique

➤ Le soutien de l'équipe éducative

- Intervention mensuelle de l'association FILIGRANE pour l'analyse des pratiques avec de l'équipe.

➔ Financement :

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☒ Autre :

EAJE

Fiche projet Volet Enfance

Intitulé de l'action :

Augmentation de la capacité d'accueil

Gestionnaire :

ACSP "Les LUTINS"

Adresse :

1025, rue Henri Becquerel 34000 Montpellier

CAF HERAULT

6 SEP. 2013

SERVICES D'ACTION SOCIALE

Type de projet :

Création ☐

Développement ☒

Données d'activité	2013	2014
Nombre de places	57	57
Nbre de jours d'ouverture par an	221	221
Nbre d'heures d'ouverture par jour	11	11
Nbre d'heures d'ouverture par an	2431	2431
Capacité d'accueil théorique	138567	138567
* Capacité d'accueil modulée	133 023	0
Nombre d'actes payés	115586	120000
Taux de fréquentation	83,42%	86,60%

*(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "EAJE BIS")

Données financières	2013	2014
Charges de personnel	486 257,00	490 000,00
Autres charges	214 189,00	220 700,00
Total des charges	700 446,00	710 700,00
Participation des familles	197 898,00	198 000,00
Psu*	315 303,84	334 800,00
Subvention collectivité	172 062,00	173 000,00
Autres	15 182,16	4 900,00
Total des recettes	700 446,00	710 700,00
Prix de revient	6,98 €	5,92 €

* Prix plafond / heure : 6,73 €

Taux de la Prestation de service : 66%

Prestation de service horaire : 4,44 €

Date, signature, cachet

2/09/2013


**ETS. MULTI ACCUEIL
 LES LUTINS**
 Parc Club Millenaire - Bât 5
 1025, rue Henri Becquerel
 34000 MONTPELLIER
 ☎ 04 67 20 26 00

Fiche projet **Le projet de création ou de développement** (Compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

➔ **Intitulé du projet :** Augmenter notre capacité d'accueil de 12 places pour répondre à la demande de la population de notre secteur :

- 6 places pour palier aux demandes
- 6 places pour l'accueil d'enfants de familles en difficultés d'emploi, sociale ou autre

➔ **Type de projet :** Création ☐ Développement ☒

➔ **Commune d'implantation :** Montpellier

➔ **Date d'ouverture ou de début de l'activité :** 1 mars 2013

➔ **Porteurs du projet :**
 Association culturelle et sociale du polygone

➔ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : IHAMOUCHE Farida
Fonction : Directrice
Téléphone : 04.67.20.26.00
Courriel : creche.leslutins34@orange.fr

➔ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Sur notre zone il y a un nombre important de crèches d'entreprises qui ne sont pas accessibles à la population du secteur et nous avons une liste d'attente à laquelle nous ne pouvons répondre.

Après plusieurs années de fonctionnement dans le quartier du millénaire nous avons pu constater une évolution dans les différents besoins d'accueil. Auparavant nous accueillions en majorité des enfants dont la plupart avait un rythme bien réglé et constant dont au moins un parent travaillait, mais depuis plusieurs années les demandes autour d'un accueil flexible ou épisodique sont en progression constante avec une certaine urgence dans les demandes. Ces requêtes viennent en grandes parties des familles engagées dans un parcours d'insertion professionnelle et sociale.

La liste d'attente qui était de 40 enfants lors de notre dernier courrier est actuellement de 50. Ces enfants viennent des quartiers Millénaire, Port Marianne, Centre Ville, Prés d'arène, Croix d'argent, Celleneuve.

→ Projet détaillé :

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

Nous aimerions pouvoir aider ces parents à conjuguer insertion et parentalité.

L'idée directrice est de pouvoir offrir à ce public un temps de garde adapté qui leur permettrait par exemple d'aller à un entretien d'embauche, un rendez-vous pôle emploi, de suivre une formation...etc.

Pour l'accueil de ces enfants nous devons aménager le local qui prolonge le notre dont le propriétaire est notre bailleur actuel. Celui-ci est au courant de notre projet, il veut bien patienter le temps de la mise en place du projet et finance les travaux à hauteur de 20000€ + prise en charge de la réhabilitation système évacuation, aération.

Les 6 places pour l'accueil d'enfants de familles en difficultés d'emploi, sociale ou autre, seraient réservées à des familles orientées par le pôle départemental de la solidarité (agence de la mer).

Elles seront suivies par des actions ponctuelles de la Croix Rouge qui sera notre partenaire à compter de janvier 2013.

Ces places peuvent représenter un ensemble de famille important selon les créneaux horaires demandés.

Pour encadrer ses enfants nous allons devoir réorganiser les groupes d'enfants, le planning de fonctionnement du personnel et embaucher du personnel supplémentaire :

- Une auxiliaire de puériculture à 35 heures
- Une personne diplômée CAP Petite Enfance à 35 heures
- Une apprentie EJE à 35 heures
- Une aide éducatrice non diplômée à 20 heures
- Une éducatrice qui était à 32 heures passera à 35 heures
- Une personne diplômée CAP Petite qui était à 28 heures passera à 35 heures

→ Financement :

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil Général	<input checked="" type="checkbox"/>
Bailleur	<input checked="" type="checkbox"/>
Mairie	<input checked="" type="checkbox"/>

EAJE les Infantines

Fiche projet- Volet enfance

Les données quantitatives et financières de l'action

- Intitulé de l'action : Restructuration et extension des locs
Gestionnaire: Association Les Bambins du Lez
- Type de projet :
Développement de 8 places

Données d'activité	2013	2014
Nombre de places		40
Nbre de jours d'ouverture par an		226
Nbre d'heures d'ouverture par jour		10
Nbre d'heures d'ouverture par an		
Capacité d'accueil théorique		
Capacité d'accueil modulée		
Nombre d'actes payés		74 800

(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "EAJE BIS")

Données financières	2013	2014
Charges de personnel		431 235,00
Autres charges		181 475,00
Participation des familles		145 000,00
Pau*		
Subvention collectivité		140 000,00
Autres		120 242,80

* Prix plafond / heure : 8,73 €
Taux de la Prestation de service : 60%
Prestation de service horaire : 4,44 €

Date, signature, cachet

Le 24/09/13
ASSOCIATION LES BAMBINS DU LEZ
SARLÉ LEMAITRE
100 000 42 04 85

Fiche projet Le projet de création ou de développement (compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet :** Restructuration et extension des locaux de l'établissement

→ **Type de projet :** Création ☐ Développement ☒

→ **Commune d'implantation :** Montpellier

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité :** Septembre 2014

→ **Porteurs du projet :** Multi-accueil les Bambins du Lez – 196 rue des Paradisiens 34000 MONTPELLIER
collectivité, association, entreprise...

→ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : FELIX Béatrice
Fonction : Directrice
Téléphone : 04.67.72.84.83
Courriel : bambinsdulez@wanadoo.fr

→ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

La crèche les Bambins du Lez a fêté cet été ses 25 ans. Les locaux qu'elle occupe actuellement ont été construits il y a 10 ans sur un terrain municipal suite à une expulsion, afin d'accueillir 26 enfants. Le contexte difficile nous a permis d'obtenir un accueil de 6 places supplémentaires par une extension.

A ce jour, la crèche accueille 32 enfants, elle ne répond plus aux exigences actuelles et nécessite de ce fait une restructuration. Suite aux contrôles effectués par le conseil général (PMI) et les organismes de contrôle (Bureau VERITAS et AMETRA) qui ont confirmé cet état de fait, nous avons donc envisagé ce projet que nous vous présentons.

D'autre part, la demande importante de places de crèche reçue quotidiennement ainsi que l'étude des besoins effectuée sur le quartier révèle un besoin évident de places d'accueil.

Notre situation financière favorable ces dernières années nous permet d'envisager un projet.

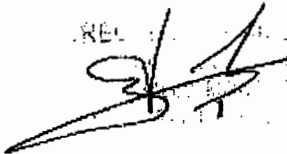
Nous avons donc réfléchi à une réhabilitation des locaux concernant les 32 places actuelles avec une augmentation de 8 places supplémentaires portant la capacité d'accueil de l'établissement à 40 places.

→ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

Les locaux trop exigus pour les enfants et le personnel, la non conformité des locaux et la demande constante de places des parents du quartier, nous ont amenés à une réflexion et à une proposition afin de répondre aux attentes de chacun, à savoir :

- Réhabilitation des locaux existants, mise aux normes et restructuration
- Extension par construction d'un nouvel espace

REL
 le 23/9/13

1- Réhabilitation des locaux existants, mise aux normes, restructuration

La crèche d'une superficie de 224m² accueille 32 enfants. Les normes demandent 10m² par enfant. Il faudrait 320m². Il nous manque donc 96m².

Les locaux sont répartis en 3 secteurs accueillant : 8 bébés, 10 moyens et 14 grands.

La restructuration nous amène à repenser à la fois aux nouvelles surfaces des locaux, à l'aménagement et aux différents groupes.

Travaux à effectuer :

- Secteur bébés** → Agrandissement du lieu de vie de 22,7m² à 24,7m² (Normes : 24 à 32m²)
→ Réduction du dortoir des bébés de 20,9m² à 18,9m² (Normes : 14m²)
→ Déplacement de la biberonnerie.
- Secteur moyens** → Agrandissement du lieu de vie de 25,41 à 35,21m² (Normes : 30 à 40m²)
en utilisant le dortoir et la biberonnerie
→ Agrandissement du dortoir des moyens de 10,10 à 15,7m² (Normes : 16m²)
→ Réaménagement de la salle de change en supprimant une table de change.
- Secteur grands** → Diminution de l'effectif, de 14 enfants à 12 enfants suite à la création d'un secteur très grands
→ Création d'un dortoir de 22m². Actuellement il n'existe pas de dortoir, les enfants dorment dans leur lieu de vie dès la fin du repas
→ Création d'un petit dortoir permettant d'isoler un enfant malade
→ Réaménagement de la salle de change en supprimant une table de change, en déplaçant les deux toilettes enfants afin de créer un cloisonnement.
- Locaux annexes** → Création d'un bureau de 7,38m² pour le secrétariat à la place du vestiaire de 4,44m² pour 15 salariés et de la lingerie de 5,61m² pour 32 enfants qui étaient très insuffisants (Remarque de Madame le Maire de la ville de Montpellier)
→ Agrandissement de la cuisine de 10,48m² à 12,46m²
→ Création d'un accueil dans le hall de 4,05m² pour l'arrivée des enfants.
- Jardin** → Création d'un espace bébés : barrières, sol souple
→ Mise aux normes du sol sous le jeu extérieur.

2- Extension par construction d'un nouvel espace

Ce nouvel espace de 138 m² permettra à la crèche d'obtenir une surface totale de 362 m² pour accueillir 40 enfants. Les normes sont entre 320 m² et 400 m².

Cet espace sera dédié d'une part au nouveau groupe d'enfants, d'autre part au personnel afin d'améliorer les conditions de travail et aux locaux annexes pour permettre à l'ensemble de la crèche de répondre aux normes.

- Secteur très grands** → Création d'un lieu pour accueillir un groupe de 10 enfants âgés de 3 à 4 ans.
→ Espace de vie : 30 m²
→ Dortoir : 18,2 m²
→ Change : 6,6 m²
- Locaux annexes** → Local du personnel : 14,4 m²
→ Vestiaire du personnel : 6,7 m²
→ Sanitaires : 3,9 m²
→ Buanderie : 6,4 m²
→ Hall + dégagement : 17,1 m²
- Jardin** → Aménagement extérieur : terrasse

DIRECTEUR DES BAMBINS DE L'É.
Le 28/9/13
2

→ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :
La Caf ☒ Autre : Conseil Général

RE

123/54
123/54
123/54
123/54
123/54

Intitulé de l'action : **Augmentation de la capacité d'accueil**
 Gestionnaire : **Présence verte Services**
 Adresse : **L'Arbre à chouette**

Type de projet :

Création ☐

Développement ☒

Données d'activité	2013	2014
Nombre de places	29	29
Nbre de jours d'ouverture par an	230	233
Nbre d'heures d'ouverture par jour	11	11
Nbre d'heures d'ouverture par an	2530	2563
Capacité d'accueil théorique	73370	74327
Capacité d'accueil modulée	0	0
Nombre d'actes payés	57530	60950
Taux de fréquentation	78,41%	82,00%

*(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "EAJE BIS")

Données financières	2013	2014
Charges de personnel	291 538.00	296 500.00
Autres charges	112 230.00	113 700.00
Total des charges	403 768.00	410 200.00
Participation des familles	89 657.00	94 716.00
Psu*	165 776.20	175 902.00
Subvention collectivité	148 334.80	139 582.00
Autres		
Total des recettes	403 768.00	410 200.00
Prix de revient	7,02 €	6,73 €

* Prix plafond / heure : 6,73 €

Taux de la Prestation de service : 66%

Prestation de service horaire : 4,44 €

Date, signature, cachet

le 14.11.13



PRÉSENCE VERTE SERVICES

44 Avenue St Lazare - CS59003
 34567 MONTPELLIER cedex2
 Tél. 04 99 74 37 00 - Fax 04 99 74 37 10

Fiche projet **Le projet de création ou de développement** (compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet** : Augmentation de places

→ **Type de projet** : Création ☐ Développement ☒

→ **Commune d'implantation** : MONTPELLIER

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité** : 16 AVRIL 2013

→ **Porteurs du projet** :

Crèche l'Arbre à chouette – Présence verte services

→ **Référent à contacter** :

Nom et prénom : LAURENT Martine
Fonction : Directeur général
Téléphone : 04 99 74 37 00
Courriel : laurent.martine@presenceadomicile34.com

→ **Origine du projet** :

A l'origine, la crèche multi-accueil l'Arbre à chouette a été conçue pour les salariés de l'association Présence verte services. Toutefois, le nombre de place demandé par les salariés étant relativement bas, la crèche a ouvert ses portes à d'autres familles.

En février 2012 nous avons ouvert avec 25 places. Plus tard, une forte demande de la part des familles a contribué à contacter la protection maternelle et infantile pour solliciter leur attention dans le but d'avoir un agrément pour des places supplémentaires. La taille des locaux le permettant, la crèche multi accueil est passée de 25 à 29 places. **Par ailleurs, les places de présence verte service n'ayant pas considérablement augmenté, notre demande porte actuellement sur la prise en charge de ces quatre places par la Caf et la mairie de Montpellier.**

→ Projet détaillé :

L'augmentation du nombre de place permet à la crèche l'Arbre à chouette de proposer quatre places supplémentaires à des familles dans le besoin. Cette augmentation permettra aussi, nous l'espérons, de retrouver un certain équilibre financier dans les années à venir.

→ Financement :

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☐ Autre :

Ce projet fait effectivement l'objet, comme c'est relaté plus haut, d'une demande de financement de la part de la Caf et de la Mairie de Montpellier.

Fiche projet- Volet enfance

Les données quantitatives et financières de l'action

- **Intitulé de l'action :**
 Gestionnaire: Clinipôle
 Etablissement L'étoile filante
 → **Type de projet :**
 Réservation de 6 berceaux par la ville de Montpellier

Données d'activité	2013	2014
Nombre de places	20	35
Nbre de jours d'ouverture par an	245	245
Nbre d'heures d'ouverture par jour	13,5	13,5
Nbre d'heures d'ouverture par an	3307,5	3307,5
Capacité d'accueil théorique	66150	115762,5
* Capacité d'accueil modulée	58 800	102 532
Nombre d'actes payés	50 043	71 773
Taux de couverture	76,31%	67,03%

(Si agrément modulé, merci de compléter la fiche "EAJE BIS")

Données financières	2013	2014
Charges de personnel	227 102,00	286 000,00
Autres charges	323 516,50	391 475,00
Total des charges	550 618,50	677 475,00
Participation des familles	63 780,00	111 534,00
Psu*	158 410,92	207 138,12
Subvention collectivité Mairie de Montpellier	16 000,00	48 000,00
Autres	312 427,58	310 802,88
Total des recettes	530 618,50	677 475,00
Excédent / déficit	-20 000,00	0,00

* Prix plafond / heure : 6,73 €
 Taux de la Prestation de service : 66%
 Prestation de service horaire : 4,44 €

Date, signature, cachet

24/01/13
CRECHE
"L'ETOILE FILANTE"
 418 Rue du Mar de Verchant
 34000 MONTPELLIER

Fiche de suivi d'action

Intitulé de l'action : extension de la capacité de l'accueil de loisirs

Gestionnaire : Les enfants d'Hélène

Adresse : 55 rue St Just
34000 MONTPELLIER

Type de projet : augmentation capacité d'accueil

Création ☐

Développement ☒

Données d'activité	2013	2014
Nbre d'actes ouvrant droit (en heures/enfants)	19 901	18 211
Capacité d'accueil théorique (en heures/enfants) *	24 200	24 200
Taux de fréquentation	82,23 %	82,15 %

* Pour compléter les données d'activité prévisionnelles vous devez utiliser les "fiches bis projet Cej"

Données financières	2013	2014
Charges de personnel	44 119,40	55 718,00
Autres charges	7 913,16	7 200,00
Total des charges	52 032,56	62 918,00
Participation des familles	6 297	5 762
Prestation de service Caf	9 750	8 923
Subvention communale	14 925	13 658
Autres	21 059	34 574
Total des recettes	52 032,56	62 918,00
Prix de revient	2,61	3,45

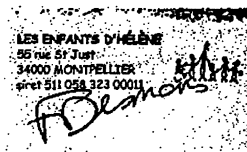
* Prix plafond / heure : 1,64 €

Taux de la Prestation de service : 30 %

Prestation de service / heure : 0,49 €

Date, signature, cachet

10 mai 2013



Fiche projet **Le projet de création ou de développement**

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet** : extension de la capacité de l'accueil de loisirs

→ **Type de projet** : Création ☐ Développement ☒

→ **Commune d'implantation** : MONTPELLIER

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité** : 01/01/2013

→ **Porteurs du projet** : Association Les Enfants d'Hélène
collectivité, association, entreprise...

Nom et prénom : Desmons Fabienne
Fonction : présidente
Téléphone : 06 87 46 84 22
Courriel : lesenfantsdhelene@yahoo.fr

→ **Référent à contacter** :
Fabienne Desmons

→ **Origine du projet** :

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Le centre de loisirs Les Enfants d'Hélène accueille environ 40% d'enfants en situation de handicap, pour 60% d'enfants sans handicap, permettant ainsi la mixité qui est au coeur du projet initial. La liste d'attente des familles ayant un enfant handicapé ne cessant de s'allonger, nous souhaitons augmenter la capacité d'accueil ; passer de 21 à 31 enfants permettrait d'accueillir 4 ou 5 enfants handicapés supplémentaires, soit environ un tiers de la liste d'attente (à ce jour).

→ **Projet détaillé** :

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

Le centre propose, grâce à l'augmentation de la capacité d'accueil, d'accueillir 4 ou 5 enfants en situation de handicap supplémentaires ; cette augmentation nécessitera l'embauche de 2 ou 3 animateurs de plus ; en effet, passer de 20 à 30 enfants ne représente pas seulement une augmentation « mathématique » : certains enfants, pour lesquels la collectivité reste difficile, ou qui sont particulièrement fatigables, auront besoin d'un accompagnement encore plus soutenu qu'actuellement (un animateur pour 5 enfants actuellement). Il faudra donc abaisser le ratio actuel de 5 enfants par animateur à, peut-être 4 enfants par animateur (voire encore moins si la sévérité des handicaps des enfants accueillis le nécessite).

→ **Financement** :

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :
La Caf ☒ Autre : Mairie de Montpellier

ALSH BEETHOVEN

Fiche projet Volet Jeunesse

→ Intitulé de l'action : **ALSH MIXTE GRISETTES**
 Gestionnaire : **UFOLEP**

→ Type de projet :
 Création ☒ Développement ☐

Données d'activité	2013	2014
Nbre d'actes ouvrant droit (en heures/enfants)		24 522
Capacité d'accueil théorique (en heures/enfants) *		37 656
Taux de fréquentation	DIV/0	65,12%

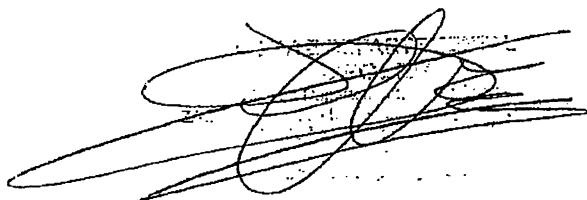
* Pour compléter les données d'activité prévisionnelles vous devez utiliser les "fiches bis projet Cej"

Données financières	2013	2014
Charges de personnel		42 720,00
Autres charges		21 031,78
Total des charges	0,00	63 751,78
Participation des familles		37 224,00
Prestation de service Caf	0,00	12 015,78
Subvention communale		8 460,00
Autres		6 052,00
Total des recettes	0,00	63 751,78
Prix de revient	DIV/0	2,60

* Prix plafond / heure : 1,64 €
 Taux de la Prestation de service : 30 %
 Prestation de service / heure : 0,49 €

Date, signature, cachet

le 29.11.2013.



Fiche projet Le projet de création ou de développement (Compléter une fiche par projet)

Tout projet de création ou de développement est soumis aux conditions particulières que sont les enveloppes financières limitatives et le classement des communes effectué à partir de critères nationaux.

→ **Intitulé du projet : ALSH GRISETTES**

→ **Type de projet :** Création ☒ Développement ☐

→ **Commune d'implantation : MONTPELLIER**

→ **Date d'ouverture ou de début de l'activité : Janvier 2014**

→ **Porteurs du projet :**

Comité Départemental UFOLEP 34

→ **Référent à contacter :**

Nom et prénom : VOISIN DELPHINE
Fonction : Coordinatrice ALSH UFOLEP
Téléphone : 04 67 67 41 65
Courriel : d.voisin.ufolep34@live.fr

→ **Origine du projet :**

Les éléments qui ont initié le projet (étude de besoin).

Le souhait de développer de nouveaux ALSH dans d'autres quartiers de la ville de Montpellier afin d'impulser une dynamique d'éducation populaire autour de la pratique sportive et de l'éveil corporel pour les enfants de 3 à 11 ans

L'absence de structure d'accueil de loisirs dans ce nouveau quartier de Montpellier

→ **Projet détaillé :**

Service proposé, locaux, personnel, partenariat ...

- Accueil de loisirs pour les enfants de 3 à 6 ans dans les locaux de l'école Ludwig Van Beethoven de la ville de Montpellier et pour les 7/11 ans dans les locaux des HLM Nouveau Logis Méridional du Mas de Bagnères en partenariat avec le Centre social espace famille CROIX D'ARGENT

24 places groupes maternel 3/6 ans

24 places groupes primaires 6 /11 ans

- ouverture tous les mercredis et vacances scolaires de 8h à 18h

→ **Financement :**

Ce projet fait-il l'objet d'une demande d'aide financière (investissement) auprès de :

La Caf ☒ Autre :

Annexe 5.1 : Liste des pièces justificatives

I – Pièces justificatives relatives au(x) signataire(s)

I.1 – Collectivités territoriales – Etablissements publics

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un SIVU / SIVOM / EPCI / Communauté de communes et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
Vocation	Numéro SIREN / SIRET	
Destinataire du paiement	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
	Relevé d'identité bancaire	

I.2 – Entreprises (pour les contrats enfance et jeunesse signés avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité (opportunité de signer)	Extrait K bis du registre du commerce délivré et signé par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	
	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)	

I.3 – Associations – Mutuelles – Comités d'entreprise (pour les contrats enfance et jeunesse signés avec un employeur)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	Pour les associations : réceptionné de déclaration en Préfecture	Attestation de non changement de situation
	Pour les mutuelles : réceptionné de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.	
	Pour les comités d'entreprise : procès-verbal des dernières élections constitutives	
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly)	
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.	
Pérennité (opportunité de signer)	Compte de résultat et bilan relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau.

II - Pièces justificatives relatives au CEJ

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Engagement à réaliser l'opération	Pour les CEJ signé avec un employeur : Lettres d'intention des employeurs réservataires de places	Pour les CEJ signé avec un employeur : Lettres d'intention des employeurs réservataires de places
Diagnostic territorial	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 ci-dessus ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention)	Fiche diagnostic (cf. annexe 4 ci-dessus ; comprenant notamment un état détaillant les structures, activités ou actions existant au cours de l'année précédant la signature de la convention)
	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature du contrat	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature du contrat
Eléments financiers	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données financières (compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf
	Budget prévisionnel des structures, activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années couvertes par le contrat	Budget prévisionnel des structures, activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années couvertes par le contrat

Activité	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	Fiche projet indiquant les données d'activité des années du contrat (en vue de l'élaboration du schéma de développement)	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années du contrat (en vue de l'élaboration du schéma de développement)	<p><i>Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - relevé des données d'activités ou actions pour l'année précédant la signature du contrat <p><i>Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature du contrat, et bénéficiant de la pso :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les données nécessaires ont été déjà transmises à la caf 	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années du contrat (en vue de l'élaboration du schéma de développement)
----------	---	--	---	---	---	---

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité				
Activité	<p>Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent CEJ</p> <p>Production au 1er semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement, avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions, tarifs pratiqués et autorisation d'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service.</p>				

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TRODEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Action de soutien à la parentalité Convention entre la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault

Françoise PRUNIER rapporte :

Depuis 2001, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « la Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, en 2008, à un deuxième établissement, « L'Ile au trésor », puis en 2010 à la crèche « Edelweiss ».

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir, en 2013, 26 enfants répartis sur 4 places dans les établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2014, avec un nombre de places constant réparti sur les 3 établissements municipaux :

- 2 places à la Maison des Enfants ;
- 1 place à l'Ile au trésor ;
- 1 place à Edelweiss.

Les familles accueillies dans ce cadre peuvent bénéficier autant que nécessaire d'une tarification adaptée à leur capacité contributive, voire à titre exceptionnel et pendant une durée limitée, une gratuité.

Le budget prévisionnel global pour l'année 2014 de cette action se répartit comme suit :

- Ville de Montpellier : 37 801 €
- CAF : 21 656 €
- Familles : 918 €
- Conseil Général : 13 000 € qui font l'objet de la convention de partenariat financier jointe en annexe.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

Convention relative à une action de soutien à la parentalité Agence départementale de la solidarité Montpellier Centre-Ville

Entre

Le Département de l'Hérault, domicilié au 1000 rue d'Alco 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par Monsieur André Vezinhet, Président du Conseil général, en vertu de la délibération de la Commission Permanente en date du 16 décembre 2013.

Et

La Commune de Montpellier - 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2 représentée par son maire, Madame Hélène Mandroux, autorisée par délibération en date du 16 décembre 2013.
D'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Préambule :

Le Pôle des Solidarités applique une politique d'accompagnement à la parentalité en mobilisant les équipes des agences départementales sur des actions de prévention. Ces actions sont conduites en partenariat étroit avec les associations et les institutions implantées localement
Les particularités locales sont prises en compte et favorisent la mise en œuvre d'interventions appropriées en terme de public et de contenu.

En conséquence il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Commune de Montpellier et le Département souhaitent renouveler l'action partenariale de prévention, dans le respect de leur politique et leur champ de compétences réciproques.

Cette action a pour objectif d'apporter une aide à des familles confrontées à des difficultés relationnelles, et/ou éducatives, et/ou sociales afin qu'elles puissent assumer leurs fonctions parentales.

Pour ce faire leurs enfants âgés de 6 mois à 4 ans seront accueillis pour une action socio-éducative pluri-partenaire sur l'ensemble de la famille.

La Commune de Montpellier met à disposition de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville, quatre places par demi-journée réservées en multi-accueil, que les enfants soient présents ou non. Ces quatre places sont réparties entre trois établissements municipaux :

- deux places par demi-journée à la halte-garderie « la Maison des enfants » – rue Embouque d'Or,
- une place par demi-journée à la halte-garderie « l'île aux trésors » -16 rue Ferdinand Fabre,
- une place par demi-journée à la crèche « Edelweiss » 21 rue général Riu.

ARTICLE 2 : Modalités d'exécution de la convention

Après évaluation de la situation familiale par les travailleurs sociaux de l'agence, le référent social propose, en comité technique, d'orienter la famille vers un des établissements participant à l'action, et accompagne la famille dans cette démarche.

Si la famille accepte, elle signe un engagement pour 3 mois renouvelable qui précise :

- l'objectif de l'accueil (socialisation de l'enfant, diversification de la stimulation de l'enfant qu'elle soit psychomotrice ou relationnelle, réajustement de la relation mère-enfant)
- les modalités de l'accueil et le suivi (fréquence, durée, jours)
- l'acceptation du règlement intérieur de la structure.
- Le tarif mensuel incombant à la famille (la gratuité sera exceptionnellement accordée à la famille)

Les travailleurs médico-sociaux de l'agence pourront faire appel, s'ils le jugent pertinent, à un service d'interprétariat pour faciliter la communication avec les familles concernant les objectifs, modalités d'accueil et acceptation du règlement intérieur.

Les structures d'accueil recevront ou mettront à disposition un téléphone pour l'interprète.

Le suivi médico-social des enfants est assuré par les travailleurs sociaux référents des familles et l'équipe de protection maternelle et infantile de l'agence départementale de la solidarité qui assure le lien avec les directrices des structures d'accueil.

ARTICLE 3 : Suivi de l'action

Le suivi de l'action est assuré par un comité technique composé des acteurs référents de l'action :

- Département de l'Hérault : médecin de Pmi et travailleurs sociaux de l'agence départementale
- Commune de Montpellier : directrice de structure et coordinatrice.

Ce comité assure la coordination inter-équipes de l'action et veille au bon déroulement des processus d'accueil afin de procéder aux éventuels ajustements. Il se réunit une fois par mois, il présente un bilan au comité de pilotage à partir d'outils d'évaluation.

Le comité de pilotage est composé de :

- 4 représentants de la Commune de Montpellier, (responsable du service enfance, coordinatrice des crèches, puéricultrices directrices des établissements concernés)
- 4 représentants du Département (un représentant de la Direction de la protection maternelle infantile et de la santé, adjoint santé, médecin PMI, puéricultrice de l'agence départementale de la solidarité Ecusson cœur de ville)

Il se réunira à la fin de l'action en vue d'évaluer les résultats du dispositif et d'émettre un avis sur la reconduction éventuelle de l'action.

Le bilan de fin d'action sera transmis à la Direction de la Protection maternelle infantile et de la santé avant le 31 décembre de l'année en cours et la demande de reconduction devra intervenir deux mois avant la date d'échéance de l'action.

ARTICLE 4 : Financement de l'action

Le budget prévisionnel global de l'action s'élève à 73 375 € pour l'année 2014.

Le cofinancement est assuré par :

C.N.A.F.	21 656 €
Commune de Montpellier	37 801 €
Participation de Familles	918 €

L'engagement financier du Département est de 13 000 € pour l'année 2014.

Le Département s'engage à verser la somme 13 000 € pour l'année 2014 à la Commune de Montpellier sur présentation du titre de recette émis au cours du 2^e semestre et avant le 15 novembre de l'exercice comptable sur le compte suivant :

Trésorerie Municipale de Montpellier

Etablissement : Banque de France

Code établissement : 30001

Code guichet : 00572

N° de compte : E3400000000 Clé 10

Le comptable assignataire est : Monsieur Le Payeur Départemental de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Durée de l'action

La présente convention est conclue pour un an à compter du 1er janvier 2014.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 : Litiges

Les parties s'engagent à transiger à l'amiable.

A défaut, la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 7 : Responsabilité

La Commune est tenue de souscrire une **assurance** couvrant les dommages causés du fait des personnes accueillies et les dommages causés aux personnes placées sous sa responsabilité au cours des prestations dont il a la charge.

Elle s'engage à recueillir l'accord des parents des enfants qui participeront aux ateliers.

A Montpellier, le

Le Maire de la Ville de Montpellier

Le Président du Conseil Général de l'Hérault,

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché public de prestation de service Réservation de berceaux auprès de crèches d'entreprises Attribué après relance du lot 2 « Quartier Croix d'Argent » à la Mutualité Française Hérault

Françoise PRUNIER rapporte :

Pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles, la Ville multiplie les initiatives contribuant au développement de l'offre d'accueil :

- ouverture de nouveaux établissements municipaux (crèche Adélaïde Cambon à Port Marianne, crèche Joséphine Baker à Ovalie, extension de la crèche Galineta et délocalisation-extension de la crèche Sophie Lagreze en 2015) ;
- ouverture d'un sixième Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) dans le quartier Cévennes en novembre 2013 ;
- Accompagnement financier des gestionnaires associatifs dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (prestation de service Ville).

C'est dans ce contexte de diversification et de développement de l'offre que s'inscrit la réservation de berceaux dans les crèches d'entreprises installées à Montpellier.

A la suite d'un appel d'offres pour la réservation de berceaux, seuls trois lots sur les quatre proposés ont pu être attribués par délibération du 22 juillet 2013. Le lot n°2 « Quartier Croix d'Argent », déclaré infructueux, a donc été relancé.

Après analyse des offres, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 26 novembre 2013, propose d'attribuer le lot n°2 « Quartier Croix d'Argent » à l'entreprise Mutualité Française Hérault au prix unitaire annuel de 9500 €. Aux termes de ce présent marché, la Ville pourra alors réserver un maximum de 8 places au sein de la crèche « Les petites Mayas » située dans le quartier Croix d'Argent. Les places seront attribuées, par le comité municipal d'attribution, à des familles inscrites sur la liste d'attente municipale.

Par ailleurs, la crèche « Les petites Mayas », actuellement en cours d'ouverture, devra fournir l'autorisation d'ouverture délivrée par la D.P.M.I.S. du Conseil général avant la notification du marché.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) et, à ce titre, bénéficie d'un cofinancement de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF), à hauteur de 55% du coût total.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de ce marché ;
- De proposer au Conseil Municipal d'attribuer le lot 2 du marché de réservation de berceaux à l'entreprise Mutualité Française Hérault (crèche « Les Petites Mayas ») ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013 |



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salles à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, vous avez validé lors du dernier Conseil Municipal du 25 novembre, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il vous est demandé aujourd'hui de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il vous est donc proposé de vous prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2013/2014, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1115 €.

Les associations concernées sont : **Musyc'All (220€)** , **Les Mains enchantées (110€)**, **Terra Unita (110€)**, **Voix de garage (110€)**, **Cie Lunatypique (455€)**, **Association des étudiants vietnamiens à Montpellier (110€)**.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3095 €.

Les associations concernées sont : **Essor (220€)**, **Kamala (110€)**, **Octopus expression(220€)**, **Surdi 34 (55€)**, **Good News Gospel 34 (330€)** , **Lycée TURGOT (275€)** , **AEVM (220€)** , **Justice Hirondelle (55€)** , **secours populaire (220€)**, **comité de la quartier de la chamberte (110€)**, **Association nationale des PTT Anciens combattants et victimes de guerre Hérault (55€)**, **CID international (330€)**, **RC Le Masson (100€)**, **Comité de quartier Croix d'Argent (105€)**, **Quartier commerçants Mas Drevon (105€)**, **Ecole Judo Montpellier (105€)**, **Association Nationale retraité PTT(210€)** , **SPA (50€)**, **Secours Populaire Fédération de l'hérault (220€)**.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

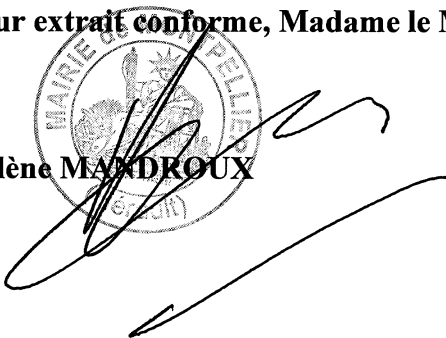
- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					annuelle		
Maison pour tous :		Georges-Brassens	Pour la période de :	2013/2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Musyc'All	Création amateur de comédie musicale	Atelier de comédie musicale	Lancement de l'activité sur Brassens avec un tarif d'adhésion de 80€	mercredi de 18h30 à 21h	2h et 20 personnes incluses	220 €
Maison pour tous :		Fanfonne Guillaume	Pour la période de :	2013/2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Les Mains enchantées	Atelier artistique : arts plastiques et expression théâtrale (marionnettes)	Création de marionnettes + création d'un spectacle	Travail social : accueil d'enfants en difficultés sociales et personnelles mixité des publics	mardi 17h30-19h 1 fois par mois (8 dates)	1h30 et 10 personnes incluses	110 €
	Terra unita	Promouvoir la création dans le domaine des arts plastiques	Bijoux et objets de décoration avec laine cardée	Travail social : accueil d'adultes handicapés mixité des publics	vendredi 17h-18h30 1 fois par 15ne (14 dates)	1h30 et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :	2013/2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Voix de garage	Favoriser le lien social par le partage du chant improvisé.	Atelier de technique vocale visant à se perfectionner avec l'aide d'un intervenant. Technique pouvant être réinvestit sur les ateliers hebdomadaires du jeudi.	ouverture vers les personnes qui ne sont pas disponibles en semaine. L'association prend en charge les frais liés à l'intervenant.	1 samedi matin/ mois	1h et 10 personnes incluses	110 €
Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :	2013/2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Cie Lunatypique	Compagnie de cirque	résidence d'artistes pour répéter ses spectacles	ils nous proposent des échanges artistiques, par le biais de spectacle notamment.	Ils sont à définir, il sera modulé en concertation chaque mois en fonction de leur besoin et de nos possibilités.	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous :		Albert-Dubout	Pour la période de :	2013/2014			
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association des étudiants vietnamiens à Montpellier	Aide pour les étudiants vietnamiens habitant Montpellier	Cours de Français Langues étrangères (FLE)	Action caritative (cours gratuits)	Dimanche de 13h30 à 15h	1h30 et 10 personnes incluses	110 €
TOTAL							1 115 €

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					Ponctuelle		
Maison pour tous :		VOLTAIRE	Pour la période de :		Déc à juin 2014		
Pour Conseil municipal du :		lundi 16 décembre 2013					
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Essor	Actions socioculturelles	Représentation de la création "T'as pas tout vu" par le troupe des SMILEYS* (jeunes issus du petit bard / MPT F.Villon)	aide à la création théâtrale de jeunes de quartier.	24/01/2014 de 14h à 23h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Kamala	danse indienne	Stage danse bollywood	gratuité demandée pour soutenir une offre d'animation sur les vacances scolaires	05/01/2014 de 10h à 12h et de 13h à 15h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
	Octopus expression	théâtre	Représentation de fin d'année	Soutien à une action culturelle locale de théâtre amateur	07/06/2014 de 10h à 21h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Surdi 34	sourds et mal entendants	AG	Accueil de l'AG de cette association qui bénéficie de la gratuité annuelle	25/01/2014 de 15h à 17h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		ROSA LEE-PARKS	Pour la période de :		Déc à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Good News Gospel 34	Chorale de Gospel	Reunion de l'association	REUNION DES MEMBRES DU BUREAU ET CONSEIL D ADMINISTRATION - cette association intervient dans la Mpt et propose régulièrement des animations musicales pour nos différents événements	20 janvier, 3 février, 16 juin	Week-end réunions et assemblées	330 €
	Lycée TURGOT	Etablissement scolaire	Projet intergénérationnel	Projet réunissant les personnes de la Maison de retraite Malbosq et les enfants d'une classe de l'école Jeanne d'Arc	mardi 28 janvier	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
	AEVM	Accueil des étudiants vietnamien à Montpellier	Nouvel an vietnamien, fête du Têt	Soutien à une action culturelle	samedi 1er février 2014	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Lycée TURGOT	Lycée professionnel	Bac Professionnel avec des options de services à la personne et petite enfance	Répétitions d'une classe de lycéens	07/01, 14/01, 21/01	Demi-journée salle pour - 60 personnes	165 €
Maison pour tous :		MARCEL PAGNOL	Pour la période de :		Déc à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Secours populaire	Action sociale	braderie de vêtements	vente de vetements pour les plus démunis	dimanche 02 février de 9h à 19h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
	Comité de quartier de la chamberte	Association des habitants du quartier	loto	collaboration sur différents évènements	dimanche 26 janvier de 14h à 19h	Demi-journée salle pour + 60 personnes	110 €
	Association nationale des PTT Anciens combattants et victimes de guerre Hérault	Actions et rencontres des retraités du PTT et anciens combattants	Réunion suivie de la galette des rois offertes aux anciens combattants de l'hérault	Reunion récurrente à la Maion pour tous. La gratuité a toujours été accordée	11 /01/2014 de 15h à 19h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
Maison pour tous :		A.DUBOUT	Pour la période de :		Déc à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Justice Hirondelle	Association de quartier	Assemblée Générale	Contribution au projet MPT	Samedi 25 janvier de 17h30 à 20h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	55 €
	CID International	Promouvoir la solidarité internationale. Projet de développement de formation éducation au Pérou	Stage de langue espagnole		Les samedis : 18/01; 15/02 ; 22/03; 19/04 ; 17/05 ; 14/06 ; de 14h à 18h	Demi-journée salle pour - 60 personnes	330 €
Maison pour tous :		A.CAMUS	Pour la période de :		Déc à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	RC Le Masson	Club de football du quartier	Noël du club	aide au club du quartier	deux demi-journées en déc	Demi-journée salle pour + 60 personnes	100 €
	Comité de quartier Croix d'Argent	Comité de quartier Croix d'Argent	Loto annuel	actions de proximité	19/01/2014	journée salle pour + 60 personnes	105 €
	Quartier commerçants Mas Drevon	Quartier commerçants Mas Drevon	Loto annuel	valorisation de l'action commerçante du quartier Mas Drevon	09/02/2014	journée salle pour + 60 personnes	105 €
	Ecole Judo Montpellier	judo	tournoi de judo	Rencontre sportive avec les enfants du quartier	01/02/2014	journée salle pour + 60 personnes	105 €
	Association Nationale retraité PTT	actions et rencontres des retraités de la poste et télécommunication	Loto annuel		22/02 et 8/03	2 journées salle pour + 60 personnes	210 €
	SPA	protection des animaux	Assemblée générale		28/03/2014	Week-end réunions et assemblées	50 €
Maison pour tous :		CHOPIN	Pour la période de :		Déc à juin 2014		
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Secours Populaire Fédération de l'hérault	Actions solidaires	Braderie	Vente de vetements pour les plus démunis	Samedi 21 décembre de 7h30 à 19h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €
						TOTAL	3 095 €

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Nouvel Hôtel de Ville Mandat Ville/SERM

Quitus du mandat de maîtrise d'ouvrage confié à la SERM Protocole transactionnel avec l'entreprise Labastère

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2002, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du futur bâtiment de l'Hôtel de Ville de Montpellier. Cette délibération faisait suite à l'approbation, le 24 septembre 2002, par le Conseil Municipal, du dossier de concours qui comprenait en particulier le programme et le coût prévisionnel de l'opération.

La convention de mandat a été signée le 08 janvier 2003.

Par délibération du 26 juillet 2007, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°1 de la convention de mandat autorisant la SERM à confier la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS), après mise en concurrence, à un prestataire extérieur, ceci après la suppression de cette mission dans la convention du mandat.

Le 27 juillet 2009, par un deuxième avenant, le Conseil Municipal a approuvé l'intégration, dans la convention de mandat Ville / SERM, des frais d'étude par l'agence AIK, pour la mise en valeur nocturne du bâtiment. Cet avenant mentionne également l'intégration des frais de concertation et de communication auprès des montpelliérains aux frais divers de la convention de mandat.

L'avenant n°3 du 25 juillet 2011 a ratifié l'intégration dans le mandat de frais supplémentaires liés à l'étude et la réalisation des cloisons séparatives des bureaux avec les circulations ainsi que l'extension de la capacité d'accueil de la salle du Conseil Municipal de 65 à 102 places. Cet avenant prend en compte également la modification de l'échéancier de versement de la rémunération du mandataire pour tenir compte de l'évolution du bilan de l'opération et de sa durée. Il intègre enfin la conduite par la SERM, en son nom et

pour son compte, des procédures de demande de contrat de rachat, de fourniture d'énergie, et la gestion des dossiers de demande de subventions relatifs à l'installation de production d'électricité à partir de capteurs photovoltaïques.

Le bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2011 s'élève à 132 496 868 euros TTC (valeur janvier 2012).

Conformément à l'article 16 de la convention de mandat, la SERM a transmis pour quitus en date du 30 novembre 2013 la reddition définitive des comptes de l'opération.

Après contrôle et récolement des pièces transmises, il apparaît que le bilan actualisé de l'opération arrêté à la somme de 132 220 688 euros TTC est en baisse par rapport au bilan approuvé de 132 496 868 euros TTC pour l'exercice 2011.

Par ailleurs, au montant de dépense de l'opération doit être déduit le montant des recettes à hauteur de 650 301 euros TTC (subventions, produits divers dont pénalités définitives des entreprises), conduisant à un montant de dépense final pour la Ville de 131 570 387 euros TTC, la rémunération du mandataire représentant la somme de 4 196 862 euros TTC.

Ce bilan actualisé tient compte principalement des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestations de service et de maîtrise d'œuvre, du montant définitif de la rémunération du mandataire, des recettes de l'opération.

Il intègre également le règlement d'un protocole transactionnel (joint en annexe) soldant le règlement financier du marché de l'entreprise Labastère contre renonciation à recours, à hauteur de 773 472,02 euros TTC (comprenant la rémunération des travaux supplémentaires pour 433 436,28 euros HT, l'intégration de révision pour 32 941,25 euros HT, la TVA pour 91 409,99 euros, et la restitution des pénalités de retard pour 215 684,50 euros TTC) ainsi que des provisions liées aux éléments transférés à la collectivité.

Les éléments transférés à la Ville consistent en la poursuite des contentieux techniques à l'encontre des entreprises Labastère (dysfonctionnement des brise-soleil) et Sodifra (malfaçons sur les parquets et pupitres de la salle du Conseil, et contentieux contractuel pour l'entreprise SODIFRA suite aux réserves au décompte général).

Sont incluses également dans les éléments transférés une somme due au sous-traitant Uhaina Aluprésenté par l'entreprise Labastère titulaire du lot 6a (Vétage menuiseries extérieures brise-soleil), ainsi que la régularisation de la prime définitive de la police Dommage Ouvrage / Constructeur Non Réalisateur / Contrat Collectif de Responsabilité Décennale contractée avec le groupement GRAS SAVOYE/AXA lorsque son montant sera connu (régularisation entre la prime prévisionnelle versée et la prime définitive). Il est important de noter que ces éléments transférés à la ville sont neutres budgétairement puisque les dépenses prévues étaient couvertes par des provisions.

Le récapitulatif des décomptes généraux s'établit par grands chapitres ainsi :

TOTAL DEPENSES TTC	
Bilan actualisé (avant transfert)	132 220 688 €
Montant transféré à la Ville (Sodifra / Uhaina Alu)	171 299 €
Bilan du quitus de mandat	132 049 389 €
TOTAL RECETTES TTC	
Total recettes	650 301 €
<i>Produits financiers</i>	271 707 €
<i>Subventions</i>	352 356 €
<i>Retenue de Garantie définitive Sodifra</i>	26 238 €

REMBOURSEMENT DU MANDAT TTC	
Remboursement total de mandat <i>(quitus mandat déduit des recettes)</i>	131 399 088 €
Remboursement de mandat au 30/11/2013	129 984 158 €
Solde restant à verser au mandataire	1 414 930 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

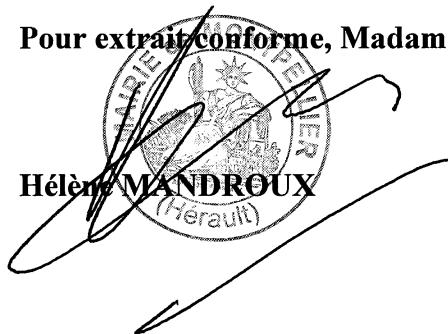
- D'approuver la reddition définitive des comptes du mandat,
- De donner quitus de sa mission à la SERM,
- D'accepter la poursuite des contentieux en cours par les services de la Ville,
- D'autoriser le paiement à la SERM du solde de sa rémunération du à l'achèvement de la mission,
- D'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué, à signer le protocole de quitus avec la SERM, et plus généralement tout document relatif à cette affaire
- D'autoriser Madame le Maire à signer le protocole transactionnel joint en annexe avec l'entreprise Labastère, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



PROCOTOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La Commune de Montpellier, dont le siège est à 1 place Georges FRECHE – 34000 MONTPELLIER
Représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX
Dûment habilitée à cet effet par délibération du 17 décembre 2013, suivant annexe 1.

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), Société Anonyme au capital de 5.894.000 € (RCS MONTPELLIER B 462 800 160), dont le siège est à HOTEL DE VILLE – 1 place Georges Frêche – 34000 MONTPELLIER – bureaux Etoile Richter – 45 place Ernest Granier – 34960 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par son Président, Monsieur Thierry LAGET,
Dûment habilité à signer le marché et l'ensemble des pièces du marché en tant que maître d'ouvrage délégué de l'opération conformément à la délibération du 19 décembre 2002 suivant annexe 2.

Ci-après dénommées le « MAITRE DE L'OUVRAGE ».

D'UNE PART

ET :

La société LABASTERE 64, Société par actions simplifiées au capital social de 2 100 000,00 € inscrite au RCS de Bayonne sous le numéro B 494 177 249 dont le siège social est situé Zone Industrielle Saint Etienne 64100 BAYONNE agissant poursuites et diligences de son représentant légal Thierry MENDIBOURE.

Ci-après dénommés « L'ENTREPRISE OU LABASTERE ».

D'AUTRE PART

I. IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIV

Il est précisé que l'exposé préalable ci-après développé fait partie intégrante de la transaction.

1. PRÉAMBULE

1.1. La SERM, en sa qualité de mandataire de la Commune de MONTPELLIER a signé un marché de travaux n° 155 E 07.03 avec le groupement LABASTERE SA (mandataire) /DL PYRENNES pour la réalisation du lot 6 du marché de construction du nouvel hôtel de ville, pour un montant total HT de 15 919 400 € options comprises, en date du 22 octobre 2007.

La Commune de MONTPELLIER et la SERM seront ci-après évoquées sous le vocable commun de MAITRE DE L'OUVRAGE.

1.2. Le marché a fait l'objet de plusieurs modifications par :

1.2.1. Un avenant n°1 du 13 mars 2008 ayant pour objet la substitution de l'entreprise LABASTERE SA par la société LABASTERE 64 suite à une cession.

1.2.2. Un avenant n°2 du 13 mars 2008 ayant pour objet la cession partielle des travaux de végétations et des brise-soleil fixes à l'entreprise LAUBEUF.

A cette date, l'exécution du lot 6 était donc décomposée en deux parties :

- menuiseries extérieures, brise-soleil – titulaire LABASTERE 64/DL PYRENEES
- végétations, brise-soleil fixes – titulaire LAUBEUF

1.3. Le 19 décembre 2011, par ordre de service n° 28, la SERM a notifié à l'entreprise une décision de réception avec réserves compte tenu de l'existence de prestations non réalisées.

1.4. Compte tenu du nombre important de brise-soleil à réparer, défauts déjà signalés et complémentaires apparus au cours de l'année de garantie à parfait achèvement, par un courrier recommandé du 26 septembre 2012, la SERM s'est opposée à la mainlevée de la garantie à première demande et a prolongé l'année de garantie de parfait achèvement au 30 septembre 2013 soit pour une année supplémentaire.

Concernant ces déficiences, une expertise judiciaire est en cours sur requête de l'entreprise.

Il est d'ores et déjà acté que le présent protocole ne porte en aucune façon sur le litige contractuel lié à la réalisation du marché. Chacune des parties se réservant le droit d'exercer les actions adéquates à l'issue de la procédure, suivant les conclusions de l'expert désigné judiciairement.

1.5. L'entreprise a adressé son projet de décompte final au maître d'œuvre en date du 10 février 2012.

1.6. Par un ordre de service n° 30 du 26 mars 2013, la SERM a notifié le décompte général à l'entreprise LABASTERE pour un montant des travaux de 7 828 947, 69 € HT avant révision.

Ce document faisait état du solde des travaux supplémentaires pour lesquels un accord avait pu être trouvé et tenait compte des pénalités de retard pour 215 684,50 € telles qu'elles auraient été signifiées à l'entreprise courant septembre 2012 et retenues sur l'état de solde du 26 mars 2013.

1.7. Le 16 mai 2013, l'entreprise a fait connaître son désaccord par un mémoire en réclamation largement étoffé.

A la lecture de celui-ci, l'entreprise sollicite la prise en compte de travaux supplémentaires mais également la prise en compte des diverses modifications de l'ouvrage et de l'allongement du planning de réalisation portant le montant du décompte à 9 149 005,18€ HT avant révision.

Compte tenu du désaccord existant sur le montant du décompte général et de la volonté des parties d'éviter un contentieux, les parties ont consenti à se rencontrer pour trouver un accord transactionnel afin de solder de manière définitive le règlement financier ce marché.

2. L'ACCORD DES PARTIES

2.1. Compte tenu de la situation de blocage dans laquelle elles se trouvaient, les parties se sont rapprochées dans le souci :

- d'une part, de s'éviter mutuellement une procédure longue et coûteuse eu égard à la complexité des problèmes posés ;
- d'autre part, définir, après une analyse commune, le montant des travaux à régler à la société LABASTERE 64 en contrepartie des prestations effectuées tout en tenant compte des aléas du chantier, afin de procéder au règlement définitif du solde.

2.2. Au terme de leurs discussions, elles sont parvenues, dans un esprit de conciliation, à fixer le montant de la réclamation de l'entreprise LABASTERE qui sera imputé au Décompte Général après examen détaillé et accord du maître d'ouvrage sur une partie de la réclamation visée précédemment ;

2.3. Les parties ont convenu, avant même le dispositif de la présente transaction, d'exposer sommairement leurs prétentions et leurs concessions réciproques.

3. LES PRÉTENTIONS ET CONCESSIONS RÉCIPROQUES DES PARTIES

Afin d'éviter tout litige ultérieur, les parties ont entendu arrêter les éléments du décompte du marché au jour de la transaction, lesdits éléments devant être repris dans le Décompte Général des travaux, au sens du CCAG « TRAVAUX ».

Elles ont donc convenu de renoncer ensuite, l'une et l'autre, à toutes prétentions financières antérieures ou trouvant leur origine antérieurement à la signature de la présente transaction relative au règlement financier du marché.

Pour l'établissement de ces éléments, il a tout d'abord été rappelé les points suivants :

Marché de base

7 504 400 € HT

Montant des travaux supplémentaires validés au stade du Décompte Général

324 547,69 € HT

Le maître de l'ouvrage a indiqué à l'entreprise qu'il y avait lieu d'imputer à son Décompte Général une somme de **215 684,50 €** au titre des pénalités, se décomposant de la manière suivante :

- Pénalités de retard : soit $1/6000^{\text{e}}$ du montant du marché par jour de retard : x 138 jours = **215 684,50 €**

Cette prétention a généré un vif débat entre les parties, le maître de l'ouvrage invoquant la gestion des deniers publics et l'application stricte du marché liant les parties. L'entreprise LABASTERE a contesté l'imputabilité des retards, estimant que le fait générateur du retard était imputable à son sous-traitant ; Une expertise judiciaire est en cours.

Il a été rappelé à l'entreprise LABASTERE qu'elle avait présenté une demande d'indemnisation au titre desdits faits générateurs à hauteur de 542 300€ HT.

Compte tenu du caractère global et définitif de la transaction, le maître de l'ouvrage a, en définitive, accepté le retrait desdites pénalités du Décompte Général en contrepartie du rejet de la demande de l'entreprise LABASTERE relative à l'allongement du planning.

Les parties ont alors examiné la demande de rémunération supplémentaire notifiée par l'entreprise LABASTERE dans son mémoire en réclamation du 16 mai dernier.

A cet effet, le maître de l'ouvrage estime que les demandes portant sur la rémunération des travaux supplémentaires sont fondées à hauteur de 89 500, 42 € HT dont une correction d'une erreur matérielle ayant conduit à l'oubli d'une somme de 60 000 € HT.

Compte tenu du caractère acceptable d'une partie des autres chefs de réclamation concernant la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage, au titre des concessions réciproques, accepte d'y faire droit à hauteur de 343 935,86 € HT.

Le montant total des travaux supplémentaires du présent protocole transactionnel s'élève à 433 436,28 € HT.

L'entreprise LABASTERE 64 pour sa part, accepte de retirer ses demandes au titre de l'allongement du planning en échange de la réintégration du montant retenu pour les pénalités, exposé précédemment.

Au terme de cet exposé qui fait partie intégrante de la présente transaction et a pleine valeur coercitive :

II. IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

ARTICLE 1

Les éléments de décompte fixés d'un commun accord entre les parties au jour de la présente transaction sont les suivants (cf annexe 3):

Montant total des travaux HT	8 486 289,35 €
TVA	1 663 312,71 €
TOTAL TTC	10 149 602,06 €

Compte tenu des acomptes déjà versés au cours de la réalisation du marché et à l'occasion de l'établissement du Décompte général, le solde restant à régler s'élève à :

773 472,02 € TTC

Le versement de cette somme emportera solde de tout compte entre les parties dans le cadre du règlement financier dudit marché.

En dehors de toute contradiction avec le présent protocole, les dispositions du marché conclu avec l'entreprise demeurent en vigueur.

ARTICLE 2

Les parties ont convenu de renoncer les unes comme les autres à toutes prétentions financières antérieures ou trouvant leur origine antérieurement à la signature de la présente transaction.

La présente transaction réglant tous les litiges existants entre les parties, en particulier tous litiges actuels ou à venir afférents au règlement financier du marché, les parties se désistent et renoncent à toute instance ou action à ce titre l'une envers l'autre.

ARTICLE 3

La présente transaction est régie par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

Fait à Montpellier,
Le 2 décembre 2013

En trois exemplaires originaux (deux pour le MAITRE DE L'OUVRAGE et un pour l'entreprise), y compris 3 annexes faisant partie intégrante de la présente transaction par les parties.

Le MAITRE DE L'OUVRAGE

(timbre et signature précédée de la mention
« bon pour transaction »)

LABASTERE 64

ès qualité de mandataire du GROUPEMENT
(timbre et signature précédée de la mention
« bon pour transaction »)

Le MANDATAIRE du MAITRE DE L'OUVRAGE

(timbre et signature précédée de la mention
« bon pour transaction »)

RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

ETABLI PAR LE MAITRE D'ŒUVRE A PARTIR DU PROJET
DE DECOMPTE FINAL PROPOSE PAR LE TITULAIRE

PIECE N° 1 DU DECOMPTE DEFINITIF

Marché n° : 155 T 07,03
Opération : HÔTEL DE VILLE
Maître de l'Ouvrage: SERM

ENTREPRISE TITULAIRE : LABASTERE

1. TRAVAUX	8 262 383,97
2. INDEMNITES	0,00
3. PENALITES ET RETENUES (autres que retenue de garantie)	0,00
4. INTERETS MORATOIRES	0,00
5. ACTUALISATION OU REVISION	223 905,38
6. TOTAL H.T.	8 486 289,35
7. T.V.A. AU TAUX DE : 19,6 %	1 663 312,71
8. PENALITES (non soumis à la TVA)	0,00
9. TOTAL TTC	10 149 602,06

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	LE TITULAIRE
ARRETE LE PRESENT DECOMPTE GENERAL AU MONTANT EN TTC DE : 10 149 602,06 €	LU ET APPROUVE LE TITULAIRE A LE (SIGNATURE ET CACHET)
A LE LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	



RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

OPERATION N°: 2155
INTITULE: Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier

ETAT DE SOLDE

Pièce n° 2 du Décompte Définitif

ENTREPRISE:	LABASTERE	MARCHE	Hors T.V.A.	T.V.A. incluse
sous-traitants:	UHAINA ALU EUROPOSE LABASTERE 34 ESTRUCTURA METALICA TRINQUIER COLT	Marché initial TS validés au DG notifié le 26/03/2013	7 504 400,00 324 547,69	8 975 262,40 388 159,04
Maître d'œuvre:	AJN EURL FONTES TERREL A. VERDIER	Montant de travaux supplémentaires accepté après réclamation de l'entreprise	433 436,28	518 389,79
Mandataire:	AJN			
		TOTAL	8 262 383,97	9 881 811,23

ENTREPRISE TITULAIRE ET SOUS-TRAITANTS (*)	MONTANT H.T.	TVA	MONTANT T.T.C.
LABASTERE 31	646 715,74	126 756,29	773 472,03
UHAINA ALU	0,00	0,00	0,00
LABASTERE 34	0,00	0,00	0,00
TRINQUIER	0,00	0,00	0,00
EUROPOSE	0,00	0,00	0,00
ESTRUCTURA METALICA	0,00	0,00	0,00
COLT	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DE L'ETAT DE SOLDE	646 715,74	126 756,29	773 472,03

<p>ANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR</p> <p>A LE</p> <p>Signature:</p>	
---	--

(*) en cas de nantissement ou cession de créance préciser la banque et l'entrepreneur

ETAT DE SOLDE

Pièce n° 3 du Décompte Définitif

Ce document est établi par le maître d'ouvrage et est joint au décompte définitif

RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

Nature des dépenses	DETAIL DE L'ETAT DE SOLDE		
	Montant accepté après réclamation de l'entreprise (1)	Décompte général notifié le 26 Mars 2013 (2)	Solde (1-2)
1 - TRAVAUX HT	8 262 383,97	7 828 947,69	433 436,28
2 - RETENUES ET PENALITES SOUMISES A TVA	0,00	0,00	0,00
3 - INDEMNITES SOUMISES A TVA	0,00	0,00	0,00
4 - REVISION OU ACTUALISATION HT	223 905,39	190 964,13	32 941,26
5 -SOUS TOTAL (1 à 4) HT	8 486 289,36	8 019 911,82	466 377,54
6 - T.V.A. (au taux en vigueur)	1 663 312,71	1 571 902,72	91 409,99
7 - MONTANT (5+6) T.T.C.	10 149 602,07	9 591 814,54	557 787,53
8 - RETENUES ET PENALITES NON SOUMISES A TVA	0,00	-215 684,50	215 684,50
9 - INDEMNITES NON SOUMISES A TVA	0,00	0,00	0,00
10 - INTERETS MORATOIRES	0,00	0,00	0,00
11 - RETENUE DE GARANTIE (le cas échéant)*	0,00	0,00	0,00
12 - MONTANT TOTAL T.T.C. DU SOLDE	10 149 602,07	9 376 130,04	773 472,03

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR
A LE Signature:

(*) Il est rappelé que dans le cas où une retenue de garantie serait appliquée, elle sera restituée à l'entreprise à l'issue de l'année garantie de parfait achèvement

RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

PIECE N° 4 DU DECOMPTE DEFINITIF(Hors Retenue de Garantie)

SOCIETE: SERM
OPERATION: CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER
MARCHE N°: 155 T 07,03
ENTREPRISE TITULAIRE: LABASTERE

ACOMPTES MENSUELS		Entrepreneur	Montant des Acomptes mensuels TTC
N°	Date		
Avance forfaitaire	1		2 615 652,00
	juin-09		183 288,28
	janv.-09		137 812,64
	févr.-09		157 831,35
	mars-09		205 626,55
	juin-09		409 326,60
	sept.-09		131 036,28
	oct.-09		429 356,05
	nov.-09		547 759,33
	déc.-09		337 733,44
	janv.-10		104 282,54
	févr.-10		421 028,24
	mars-10		645 838,22
	avr.-10		701 194,22
	mai-10		827 034,99
	juin-10		523 298,99
	juil.-10		1 880,81
	août-10		0,00
	nov.-10		10 786,74
	déc.-10		478 400,00
	mai-11		0,00
	juin-11		50 389,24
	nov.-11		429 180,17
Décompte général notifié	mars-13		27 392,31
(a) Total des Acomptes			9 376 128,99
(b) Solde(*)			773 473,07

(*) le solde est calculé à partir du décompte final - le total des acomptes réglés sans tenir compte de la retenue de garantie

TOTAL GENERAL (a+b) de	10 020 912,46 € TTC	Dont TVA de	1 642 223,11 € (2)
------------------------	---------------------	-------------	--------------------

Le présent décompte général arrêté au montant de : Dix million vingt mille neuf cents douze euros et quarante six centimes Toutes Taxes Comprises

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	LE TITULAIRE
A LE LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	LU ET APPROUVE LE TITULAIRE A LE (SIGNATURE ET CACHET)

(2) Montant de la TVA compris dans le total général.

ACOMPTE MENSUEL		Entrepreneur mandaté	Montant des Acomptes mensuels TTC
N°	Date		



**MANDAT DE REALISATION
DU NOUVEL HOTEL DE VILLE
DE MONTPELLIER**

**Protocole de quitus
Reddition des comptes**

Arrêtés au 31 décembre 2013

1. Présentation de l'opération

Par délibération du 19 décembre 2002, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier a confié à la SERM un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Cette délibération faisait suite au lancement du concours pour la désignation du maître d'œuvre (délibération du 25 février 2002) par la SERM dans le cadre d'un mandat d'études préalables.

Le dossier de concours a été approuvé par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier par délibération du 24 septembre 2002 précisant le programme et le coût prévisionnel de l'opération.

La convention de mandat a été notifiée à la SERM le 16 janvier 2003.

Le programme prévoyait :

- la réalisation d'environ 25 000 m² de SHON correspondant aux besoins des services administratifs et d'accueil du public, ainsi qu'aux espaces communs et aux locaux techniques,
- la réalisation de 700 places de stationnement, dont 560 sous le bâtiment de l'hôtel de ville et son parvis, et 140 réalisées provisoirement en surface sur une emprise à définir dans le périmètre de l'opération.

Le concours de Maîtrise d'œuvre lancé par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2002 s'est achevé par le choix du projet Jean Nouvel - François Fontes et l'approbation par délibération du 25 juillet 2003 du contrat de maîtrise d'œuvre au groupement suivant :

- | | |
|------------------------|---------------------------|
| • Ateliers Jean Nouvel | Architecte mandataire |
| • François Fontes | Architecte associé |
| • BET Technologies | Bureau d'Etudes TCE |
| • BET André Verdier | Bureau d'Etudes Structure |

Les études de maîtrise d'œuvre ont débuté au mois de septembre 2003 par un recalage de l'esquisse suivi du dossier d'Avant-Projet Sommaire au premier semestre 2004. L'avant-projet définitif remis en décembre 2004 ainsi que le coût prévisionnel des travaux a été approuvé au conseil Municipal du 1^{er} février 2005.

A cette étape, la programmation de la construction des parkings a été modifiée, d'une part, par délibération du 29 juillet 2004 relative à la convention publique d'aménagement de la ZAC Consuls de mer et d'autre part, par délibération du 1^{er} février 2005 relative à la présente opération.

Le dossier de demande de permis de construire a été déposé le 28 octobre 2005. Il a été obtenu le 27 novembre 2006.

Dans la continuité de l'approbation de l'avant-projet définitif, l'équipe de maîtrise d'œuvre a poursuivi les études pour remettre un dossier DCE début 2006. Ce dossier a fait l'objet d'une approbation pour une première part des lots au conseil municipal du 10 mai 2006.

Un avenant n°1 à la Convention de Mandat approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2007, reçue en Préfecture le 2 août 2007 et signé le 17 septembre 2007, modifiait la mission confiée à la SERM.

Un avenant n°2 à la Convention de Mandat approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009, reçue en préfecture le 5 août 2009 et signé le 28 juin 2010 :

- intégrait aux dépenses comprises dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'ouvrage, les frais d'études de travaux et autres frais liés à la mise en valeur nocturne du bâtiment,
- précisait les principaux postes de dépenses dits de frais divers compris dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'ouvrage.

Un avenant n°3 à la Convention de Mandat approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2011, reçue en Préfecture le 1^{er} août 2011 et signé le 1^{er} août 2011 :

- Complétait les éléments de dépenses à prendre en compte dans le coût de l'ouvrage,
- Complétait les missions de la SERM,
- Complétait la rémunération du mandataire en conséquence.

2. Intervenants principaux

Programmateurs : Cabinet DOURDIN

Maîtrise d'œuvre : Ateliers Jean NOUVEL (mandataire du groupement)

Contrôle technique : Groupement APAVE/SOCOTEC

Mission S.P.S. : **Monsieur BEDEAU - ARTEBA**

Mission O.P.C. : **Monsieur GAL - ARTEBA**

Entreprises et Fournisseurs (par lot) :

- A – Macro lot Structure : CASTEL & FROMAGET / BEC Construction LR / FRANCKI
- Fondations
- 5 – Etanchéité : SMAC
- 6a – Vetages menuiseries extérieures Brise soleil : LABASTERE 64
- 6b – Vetages menuiseries extérieures Brise soleil : LAUBEUF
- 7 – Façades vitrées – ventelles verres – Structure acier : LAUBEUF
- 8 – Système de maintenance : SECALT TRACTEL
- 9 – Cloisons – doublage – plâtrerie : SODAC
- 10 – Cloisons démontables : CLESTRA MECANOBLOC
- 11 – Faux plafonds suspendus : CUARTERO / CORTINA
- 12 – Faux plafonds suspendus métallique acoustique : ALYOS
- 13 – Menuiseries intérieures bois : BLACHERE
- 14 – Calade : LES COMPAGNONS PAVEURS
- 15 – Parquets – Platelage : SODIFRA AGENCEMENT
- 16 – Sols souples : GARCIA ET FILS

- 18 - Tapis inox : FONTBONNE et FILS (désigné en 2011)
- 19 - Peinture murs et sols : ATELIER MEDITERRANEEN
- 21 - Serrurerie – Métallerie – Miroiterie : FONTBONNE ET FILS SA
- 22 - Serrurerie fine : FONTBONNE ET FILS SA
- 23 - Occultations : CLEMENT ET FILS
- 24a - Aménagements Spécifiques : SODIFRA (désigné en 2011)
- 24b - Mobilier : RBC (désigné en 2011)
- 25 - Signalétique statique : ALP COM (désigné en 2011)
- 26 - Electricité courants forts : MULTITEC
- 27 - Photovoltaïques : APEX BP SOLAR
- 28 - Groupe électrogène : FAUCHE ENERGIE
- 29 - Electricité courants faibles : FONTANIE SAS /SOMITEG/JP ELEC
- 30 - Equipements audio visuels : I.E.C.
- 31 - Plomberie – Sanitaires :TUNZINI AZUR/CRYSTAL
- 32 - Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage : AXIMA SUEZ
- 33 - Appareils élévateurs : SCHINDLER
- 34 - Monte-charge : SCHINDLER
- 35 - Escaliers mécaniques : SCHINDLER

3. Bilan de l'opération

Le nouveau bilan prévisionnel des dépenses actualisé est évalué à 132 221 K€ TTC (valeur janvier 2013).

Ce bilan est en diminution par rapport au bilan approuvé au Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2011.

Ce bilan tient compte principalement

- des décomptes généraux définitifs des marchés de travaux, fournitures, prestation de service, maîtrise d'œuvre.
- du montant définitif de la rémunération du mandataire,
- des provisions liées aux éléments transférés à la collectivité.

4. Eléments transférés à la collectivité

4.1- Transfert de la créance d'Uhaina Alu

Par acte spécial de sous-traitance du 2 juin 2009, la SERM, a agréé le sous-traitant Uhaina Alu présenté par l'entreprise LABASTERE titulaire du lot 6a cité ci-dessus. Le montant maximum de la sous-traitance s'élevait à 59 800 € TTC.

Le décompte général notifié par la SERM le 26 mars 2013 à l'entreprise faisait état d'un solde dû à Uhaina Alu d'un montant de 27 392,31 € TTC.

Le virement effectué le 3 janvier 2013, à ladite entreprise a été rejeté (annexe 5) pour compte clôturé.

Après vérification, cette entreprise, toujours enregistrée au registre de commerce de Bondy, mais ayant fait l'objet de cession des parts, reste introuvable.

La créance de 27 392,31 € TTC est donc transférée à la Ville de Montpellier.

4.2- LABASTERE

Cette entreprise fait l'objet de deux contentieux distincts :

1 - Contentieux technique : dysfonctionnement des brise-soleil

En complément de la note (annexe 1) rédigée par notre conseil commun, Me Datavera, représentant le cabinet VPNG, une assignation en déclaration d'ordonnance commune devant le Tribunal de Commerce va être déposée par SCP VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER & ASSOCIES donnant assignation à la SARL TECHNISFHERE (sous-traitant maîtrise d'œuvre TERREL), la SAS R.F.R. (sous-traitant maîtrise d'œuvre AJN) et la SAS TERREL (maître d'œuvre cotraitant) pour une audience le jeudi 21 novembre 2013

La SERM s'est opposé à la mainlevée de la garantie à première demande fournie en remplacement de la retenue de garantie.

2 – Contentieux contractuel : réserves au décompte général

L'entreprise a émis des réserves à la notification du décompte général au travers d'une réclamation étayée, le nouveau montant du DG demandé par l'entreprise s'élevait à 9 159 915,88 € HT (hors révisions). Il a été décidé de résoudre ce litige, à l'amiable, par la signature d'un protocole transactionnel régie par les articles 2044 et suivants du Code Civil. Après négociations entre l'entreprise LABASTERE, le mandataire du maître d'ouvrage, les parties sont arrivées à un accord. Ce protocole s'établit comme suit :

- Validation des travaux supplémentaires dus au titre du marché pour un montant HT de 433 436,28 € HT (contre 788 668,19 € HT, demandés au titre de la réclamation)
- Abandon par l'entreprise de la demande d'indemnité au titre de la prolongation de délais d'un montant de 542 300,00 € HT
- restitution des pénalités de retard pour 215 684,50 € du fait de la double pénalisation de l'entreprise (abandon de l'indemnité de la prolongation de délai).

Le montant du décompte général des travaux tel que mentionné au protocole transactionnel s'élève à 8 262 383,97 € HT, montant révisions : 223 905,38 € soit un total HT de 8 486 289,35 € - TVA 19,6 % en sus.

4.3- SODIFRA

Cette entreprise fait l'objet des contentieux suivants :

1 - Contentieux technique : parquets bois – pupitre

En complément de la note (annexe 2) rédigée par notre conseil commun, Me Datavera, représentant le cabinet VPNG, et suite aux accédits des 6 et 8 novembre 2013 portant sur le litige « pupitre de la salle du conseil », un projet de dire n° 8 à l'expert désigné Monsieur Baduel est en cours d'envoi afin de diligenter un complément d'informations en laboratoire sur des analyses qui permettront de déterminer sur le pupitre « témoin » et sur les éléments sélectionnés aux ateliers de SODIFRA l'incidence de changement, techniquement injustifié, de colle et du nombre exact de couches de Néoprène appliquées sur le support MDF à partir de l'échantillon de pupitre.

2 – Contentieux contractuel : réserves au décompte général

Confère note (annexe 3) rédigée par notre conseil commun, Mes ARGUILLAT et MENEAU représentant le cabinet VPNG.

Les réserves portent notamment sur le calcul des pénalités de retard appliquées à l'entreprise dans le cadre de l'exécution de ses travaux et de la levée de ses réserves. Ces pénalités s'élèvent à 143 906,58 €.

Ce montant est donc en suspens dans l'attente de la résolution du litige.

3 – Réserves non levées concernant le plancher technique

Par courrier en date du 22 mai 2012, la SERM a mis en demeure l'entreprise SODIFRA de lever les réserves et l'a informé de la prolongation de l'année de garantie de parfait achèvement au 30 décembre 2012 (soit une durée supplémentaire de 3 mois).

Par courrier en date du 20 décembre 2012, la SERM a informé l'entreprise SODIFRA et la banque ayant délivré la garantie à première demande qu'elle allait faire lever les réserves relatives au plancher technique aux frais et risque de celle-ci et s'opposait ainsi à la mainlevée de la garantie.

Ces travaux de reprise ont été faits par l'entreprise DENCO pour un montant TTC de 26 237,78 €.

Par courrier du 26 mars 2013, la SERM a adressé à la CIC Sud-Ouest un dossier complet (mise en demeure, procès-verbal de réception avec réserves, décision de mise en régie, le marché et la facture de DENCO) pour demander le remboursement des frais engagés.

Par courrier 30 septembre 2013, en l'absence de suite donnée, la SERM a mis en demeure la CIC Sud-Ouest de procéder au remboursement sous quinze jours avant engagement d'une procédure judiciaire.

Le virement a été effectué le 14 octobre 2013 pour la somme de 26 237,78 € (annexe 4)

Le solde de la garantie à première demande a été levé compte-tenu du contentieux judiciaire visé ci-avant en point 1.

4.4- AUTRES

La SERM a contracté pour le compte de la ville de Montpellier, deux polices d'assurances construction : Tous risques Chantier (TRC) et Dommage Ouvrage / Constructeur Non réalisateur / Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (DO/CNR/CCRD).

En ce qui concerne la police TRC contractée avec GRAS SAVOYE/ZURICH a été soldée pour un montant de 405 686,51 € TTC.

En ce qui concerne la police DO/CNR/CCRD contractée avec GRAS SAVOYE/AXA, l'appel de prime d'un montant de 1 783 546,38 € TTC correspondant au montant du contrat a été réglé. Cet appel de prime est prévisionnel.

Conformément à l'article 7.1 de l'acte d'engagement la prime définitive est calculée par application du taux du contrat sur le montant final de l'opération. Le coût définitif de l'ouvrage (maîtrise d'œuvre/OPC, contrôle technique, travaux rentrant dans l'assiette de prime) a été remis au courtier GRAS SAVOYE en date du 24 octobre 2013. Celui-ci a été relayé à la compagnie d'assurance AXA en date du 5 novembre 2013.

Le montant de la prime définitif est à ce jour inconnu.

5. Comptes définitifs du mandat

Au 31 décembre 2013, l'ensemble des dépenses assurées pour le compte de la Ville de Montpellier est de 132 220 688 € TTC.

Celles-ci ont été financées par les remboursements du mandant à hauteur de 129 984 158 €, 271 707 € de produits financiers et 378 594 € de produits divers et subventions.

Le solde de trésorerie du mandat, soit 85 070 € se décompose de la manière suivante :

- ➔ 1 414 930 € de solde à devoir par la Ville au titre de la dernière situation de dépenses (n°88),
- ➔ 1 500 000 € dus par la Société sur l'avance consentie par la Ville.

Les derniers mouvements concernent des régularisations sur marchés et le contrôle définitif de la rémunération de la SERM à la reddition des comptes.

6. Décisions

Article 1 - La Ville de Montpellier constate l'achèvement total des missions de son mandataire, la SERM.

Article 2 - La Ville de Montpellier reconnaît les comptes qui lui sont présentés et donne quitus de sa mission à la SERM.

Article 3 – La Ville de Montpellier reconnaît que les diligences accomplies par la SERM concernant les contentieux en cours ont été conformes à sa mission et dans l'intérêt de son mandant. Elle accepte la poursuite de ces affaires par ses services.

Fait à Montpellier,
le
en 2 exemplaires

Pour la Ville de Montpellier,

Pour la Société,

Société : SERM

Opération : 02155 NOUVEL HOTEL DE VILLE

BILAN DE CLOTURE

Intitulé	A Nouveau au 31/12/2012	Période 01/2013 au 11/2013	01/12/2013 au 31/12/2013	Cumul Année 2013	Cumul Général
PRODUITS					
Remboursements par le Mandant	128 741 785,17	1 242 373,18		1 242 373,18	129 984 158,35
Subventions					
Produits financiers	271 347,21		360,00	360,00	271 707,21
Autres produits	359 294,11	19 283,23		19 283,23	378 577,34
TVA pour compte	16,39				16,39
Total PRODUITS	129 372 442,88	1 261 656,41	360,00	1 262 016,41	130 634 459,29
CHARGES					
CH.estimées - Fact. non parvenues					
Etudes	754 722,32				754 722,32
Acquisitions					
Travaux de VRD					
Travaux de Bâtiment	87 476 158,65	4 481 642,06	302 906,14	4 784 548,20	92 260 706,85
Honoraires sur travaux	10 012 676,95	809 553,93		809 553,93	10 922 230,88
Fonds de concours					
Frais financiers au CT	22 816,89				22 816,89
Autres frais financiers					
Rémunération du mandataire	3 912 887,87	240 773,50	43 201,00	283 974,50	4 196 862,37
Frais divers	2 698 636,19	24 017,61	10 570,25	34 587,86	2 733 224,05
Frais de commercialisation					
TVA sur dépenses	20 114 808,57	1 108 315,92	107 000,20	1 215 316,12	21 330 124,69
Total CHARGES	124 992 707,44	6 764 303,02	463 677,59	7 227 980,81	132 220 688,05
Produits - Charges	4 379 735,44	-5 502 646,61	-463 317,59	-5 965 964,20	-1 586 228,76
FINANCEMENT					
Emprunts					
Avances du Mandant	1 500 000,00				1 500 000,00
Avances autres opérations					
Avances Société					
Autres financements					
Total FINANCEMENT	1 500 000,00				1 500 000,00
TIERS					
Mandant	194 159,42	-194 159,42		-194 159,42	
Clients / autres débiteurs	-201 113,97	201 113,97		201 113,97	
Avances des clients					
Fournisseurs / autres créditeurs Classe 1					
Fournisseurs / autres créditeurs Classe 4	1 484 744,41	-1 280 921,26	-176 430,85	-1 457 352,11	27 392,30
Fournisseurs / autres créditeurs Classe 5					
Fournisseurs Retenues Garantie / Pénalités	288 173,64	73 895,92	-218 163,01	-144 267,09	143 906,55
Avances fourn., not., consign.	-4 771 132,73	4 771 132,73		4 771 132,73	
Total TIERS	-3 005 169,23	3 571 061,94	-394 593,86	3 176 468,08	171 298,85
Compte d'attente et divers					
Compte d'attente et divers					
Trésorerie Opération	2 874 566,21	-1 931 584,67	-857 911,45	-2 789 496,12	85 070,09



CR 02155 NOUVEL HOTEL DE VILLE
Réglié HT en K€ - Arrêté au 30/11/2013

Mandat de Réalisation:VILLE DE MONTPELLIER

Date de convention :16/11/2003

Date de fin convention :

	Bilan	Fin 2012	2013								2014	Bilan
	Approuvé	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jui-Sept	octobre	novembre	décembre	Année	Année	Nouveau	
CHARGES	132 496	127 991	1 545	983	141	95	384	910	4 058		132 049	
10 ETUDES	813	755									755	
14 TRAVAUX BÂTIMENT	92 527	89 952	1 260	54	53	81	118	571	2 138		92 090	
15 HONORAIRES sur TRAVAUX	10 760	10 006	3	748		8	9	148	916		10 923	
17 RÉMUNÉRATION	4 241	3 913	25	16	-2	1	201	43	284		4 197	
18 FRAIS DIVERS	2 791	2 698	8	4	1		12	13	38		2 737	
21 FRAIS FINANCIERS SUR CT	20	23									23	
19 TVA DEPENSES MANDAT	21 344	20 644	249	161	88	4	44	136	682		21 326	
PRODUITS	132 497	129 365		221	1 022	235	33	1 174	2 681		132 049	
41 PRÉFINANCEMENT MANDAT												
42 REMBOURSEMENT DE MANDAT	131 872	128 742		221	1 022			1 415	2 657		131 399	
56 PRODUITS FINANCIERS	268	271									272	
57 Remboursements divers												
58 PRODUITS DIVERS	357	352				235	33	-241	26		378	
RESULTAT DE LA GESTION												
AMORTISSEMENTS	20 500	19 000						1 500	1 500		20 500	
62 REMBOURSEMENT AVANCES	20 500	19 000						1 500	1 500		20 500	
MOBILISATIONS	20 500	20 500									20 500	
72 MOBILISATION AVANCES	20 500	20 500									20 500	
POTENTIEL FINANCIER												
TRESORERIE			1 329	587	1 448	1 588	1 257					



CR 02155 NOUVEL HOTEL DE VILLE
Réglié HT en K€ - Arrêté au 30/11/2013

Mandat de Réalisation: VILLE DE MONTPELLIER
Date de convention : 16/11/2003
Date de fin convention :

Intitulé	Fin 2012		2013					2014		Bilan	
	Approuvé	Année	Jan-Mars	Avr-Juin	Jul-Sept	octobre	novembre	décembre	Année	Année	Nouveau
CHARGES	132 496	127 991	1 845	343	141	910	384	4 058	171	132 221	132 221
10 ETUDES	813	755								755	
14 TRAVAUX BATIMENT	92 527	89 952	1 260	54	53	81	118	571		2 138	92 257
15 HONORAIRES SUR TRAVAUX	10 760	10 006	3	748		8	9	148		916	10 923
17 REMUNERATION	4 241	3 913	25	16	-2	1	201	43		284	4 197
18 FRAIS DIVERS	2 791	2 698	8	4	1		12	13		38	2 737
21 FRAIS FINANCIERS SUR CT	20	23									23
19 TVA DEPENSES MANDAT	21 344	20 644	249	161	88	4	44	136		682	21 330
PRODITS	132 497	128 365	221	221	1 022	235	33	1 174	171	2 604	132 221
41 PREFINANCEMENT MANDAT											
42 REMBOURSEMENT DE MANDAT	131 872	128 742		221	1 022			1 415		2 657	131 399
56 PRODITS FINANCIERS	268	271									272
57 Remboursements divers											
58 PRODITS DIVERS	357	352					33	-241		28	550
RECAPITULATIF			1 576	762	1 011	149	377	1 773	171	1 773	
63 AMORTISSEMENTS	20 500	19 000									
REMBOURSEMENT AVANCES	20 500	19 000						1 500		1 500	20 500
MORALISATION	20 500	20 500						1 500		1 500	20 500
72 MORALISATION AVANCES	20 500	20 500									
RECAPITULATIF			1 576	762	1 011	149	377	1 500		1 500	20 500
TOTAL			1 576	762	1 011	149	377	1 500		1 500	20 500

Contentieux LABASTERE

I. Faits et procédure

Suivant ordonnance du 04.10.2012, une expertise judiciaire a été ordonnée par le Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de la société LABASTERE, et ce, au contradictoire de la société COLT, au titre des désordres affectant les brise-soleils.

Un précédent contentieux les avait déjà opposé en ce que la SERM reprochant à la société LABASTERE la défectuosité et la non-conformité de certains BS, cette dernière avait initié un référé provision à l'encontre de COLT au motif de la livraison de BS non conformes au CCTP du fait de l'absence de position intermédiaire.

Le juge des référés du Tribunal de commerce de Bayonne s'était estimé incompétent pour trancher ce litige.

Concernant le volet expertise, la SERM et la Commune de Montpellier ont convenu d'intervenir volontairement et de solliciter une extension des chefs de mission confiés à l'expert ESTELLER.

Une ordonnance du 12.09.2013 a ainsi rendu communes et opposables l'expertise aux parties suivantes : AJN, SOCOTEC, APAVE et la Commune de Montpellier, la SERM en étendant les chefs de mission à l'examen des entiers préjudices subis par ces deux dernières, et, à la ventilation entre les BS défectueux avant et après réception.

A ce jour, deux réunions ont eu lieu, les 26.06 et 08.10.2013.

II. Expertise

L'expert attend les mises en cause qu'il a estimées opportunes pour poursuivre ses opérations :

- AJN a indiqué mettre en cause : AXIMA et son assureur ainsi que RFR ;
- LABASTERE a déposé une requête en omission de statuer devant le Tribunal de commerce au titre du chef de mission relatif aux interrupteurs ;
- la Commune de Montpellier et la SERM ont vocation à assigner TERREL, l'assureur de TGE voire celui de MULTITEC et TECHNISPHERE, mais aucune démarche en ce sens n'a, à ce jour, été faite.

Cela étant, une fois ces mises en cause effectuées, l'expert proposera un calendrier de ses investigations à venir qui comprendra notamment :

- 2.5 jours au titre de l'examen des BS hors GTC ;
- 2.5 jours au titre de l'examen des BS avec GTC ;
- l'examen systématique des entiers véris « *Colt* » déposés par LABASTERE sur un site dont le lieu reste à confirmer.

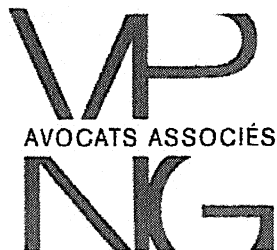
En l'état, il est essentiel afin de ne pas retarder plus avant la mesure en cours de procéder aux mises en cause de l'ensemble des intervenants défaillants à la procédure et dont la responsabilité pourrait être retenue au titre des désordres affectant les BS.

Enfin, la problématique de l'entretien a été abordée par l'expert qui s'est intéressé sur les éventuels contrats en cours, les préconisations émises dans les DOE ou autres pièces contractuelles, et, les précautions prises depuis la réception.

Certes, la notion d'entretien est délicate s'agissant de désordres apparus tant avant qu'après réception car cette notion ne doit pas se confondre avec celle de maintenance, ni surtout, de réparations.

Aussi, il apparaît essentiel d'exposer à l'expert les diligences effectuées à ce jour, et, en toutes hypothèses, d'indiquer, par voie de dire, que toutes les mesures seront prises suite au relevé contradictoire que va réaliser l'expert.

En effet, afin de mettre un terme à cette problématique, il est opportun d'indiquer à l'expert avant le début de ses investigations qu'un contrat va être prochainement passé au titre de l'entretien afin d'assurer celui des entiers BS que l'expert aura identifié comme opérationnels et conformes.



Annexe 1

AVOCATS ASSOCIÉS

Carole Vinsonneau-Paliès

Véronique Noy

Gilles Gauer

Guénaël Bequain de Coninck

Jean-Philippe Meneau

Régis Constans

AVOCATS

Helène Arendt

Anne-Sophie Datavera

Sandrine Bézard

Virginie Manzi

Dominique Rogers

Anne Lecard

Geneviève Lavit

Octavie Hamidi

Alexia Roland

Solène Arguillat

Aouatef Zouari

Marie Veyradier

Amandine Jan

Aude Noyer

Audrey Delahaye

SERM

Etoile Richter

45 Place Ernest Granier

34960 MONTPELLIER CEDEX 2

Par mail :

Montpellier, le 30 octobre 2013

Affaire : MONTPELLIER - SERM / LABASTERE - CONTESTATION DECOMPTE

Dossier N° : 0029329 JPM/SAR

Vos Réf. : DAJ - M.ISAERT

Monsieur le Directeur,

Vous nous saisissez des difficultés rencontrées dans le cadre du solde du marché conclu avec la société LABASTERE ayant pour objet le lot 6 : vêtages, menuiseries extérieures, brise soleil de l'opération de construction du nouvel Hôtel de Ville.

Il convient dans un premier temps de réaliser un point sur l'avancement de la procédure de solde du marché (I) avant de s'interroger sur les modalités de résolution du litige (II).

I- RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

La SERM, en sa qualité de mandataire de la ville de Montpellier a signé un marché de travaux n° 155 E 07.03 avec le groupement LABASTERE SA mandataire/DL PYRENNES pour la réalisation du lot 6 pour un montant total HT de 15 919 400 € options comprises, en date du 22 octobre 2007.

Ce marché est donc régi par les dispositions du CCAG Travaux de 1976.

11 bis, rue de la Loge
34000 Montpellier - France
Tél. 04 67 60 47 57 - Fax 04 67 60 72 13
contact@vpng.fr - www.vpng-avocats.fr

SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et associés
Siret 351 413 273 00027 - Membres d'une association
de gestion agréée, le règlement par chèque est autorisé

Par un premier avenant, notifié à l'entreprise le 13 mars 2008, il a été acté la substitution de l'entreprise LABASTERE SA par LABASTERE 64 suite à une cession.

Par un avenant n° 2, notifié à l'entreprise le 13 mars 2008, il a été acté la cession partielle des travaux de vêtages et des brise-soleil fixes à l'entreprise LAUBEUF. Le lot 6 était donc décomposé en deux parties :

- menuiseries extérieures, brise-soleil – titulaire LABASTERE 64/DL PYRENEES
- vêtages, brise-soleil fixes – titulaire LAUBEUF

Par acte spécial de sous-traitance, la SERM a agréé, en date du 10 novembre 2010, l'entreprise COLT pour la fabrication et la conception des brise-soleil pour un montant de 478 400 € TTC.

Des travaux supplémentaires évalués à environ 400 000€ ont été demandés à l'entreprise.

Le 19 décembre 2011, par ordre de service n° 28, la SERM a notifié à l'entreprise la décision de réception avec réserves compte tenu de l'existence de prestations non réalisées.

Par un courrier recommandé en date du 13 janvier 2012, l'entreprise LABASTERE 64 a retourné son ordre de service de réception avec réserves.

Suite à un état des lieux des brise-soleil effectué en présence de l'entreprise LABASTERE, maître d'œuvre et mandataire du maître d'ouvrage les 12 et 25 juillet 2012, il a été dressé un listing des dysfonctionnements.

Ce compte rendu faisait apparaître 84 brise-soleil hors service et 33 qui restaient à tester suite à un défaut d'alimentation et absence de télécommande.

Par un courrier recommandé du 13 août 2012, la SERM a mis en demeure l'entreprise de fournir le détail des réparations effectuées, de transmettre le planning des reprises des brise-soleil défectueux restants, de mettre en service l'alimentation des brise-soleil du niveau 8 qui n'avaient pu être testés et d'indiquer la méthodologie et les dates de reprises de l'anémomètre et liaison GTC.

Compte tenu du nombre important de brise-soleil à réparer et de l'existence d'autres défauts apparus au cours de l'année de garantie à parfait achèvement (notamment châssis), par un courrier recommandé du 26 septembre 2012, la SERM s'est opposée à la mainlevée de la garantie à première demande et a prolongé l'année de garantie de parfait achèvement au 30 septembre 2013 soit pour une année supplémentaire.

Concernant ces défauts, une expertise judiciaire est en cours sur requête de l'entreprise.

Pour les travaux supplémentaires, l'entreprise a refusé de conclure l'avenant que lui a proposé la SERM en raison d'un désaccord sur le montant, LABASTERE évaluant les travaux à 1 000 000€ au lieu des 400 000€ évalués par la SERM.

L'entreprise a adressé son projet de décompte final au maître d'œuvre et date du 10 février 2012.

Par un ordre de service n° 30 en date du 26 mars 2013, la SERM a notifié le décompte général.

Ce document fait état du solde des travaux dus et des pénalités de retard pour 215 684,50 € telles qu'elles auraient été signifiées à l'entreprise courant septembre 2012.

Le décompte général présente un solde de 27 393,37 € TTC du au sous traitant UHAINA ALU qui est en liquidation judiciaire.

Le 16 mai 2013, l'entreprise a fait savoir son désaccord par un mémoire en réclamation largement étoffé.

La SERM n'a, pour le moment, apporté aucune réponse à cette réclamation mais elle a saisi le maître d'œuvre de l'examen des chefs de contestation.

Celui-ci a fait part de ses observations à la SERM par un courrier du 16 juillet 2013 dans lequel il indique admettre les demandes à hauteur de 340 K€ en raison d'un oubli de 60K€ lors de l'établissement du décompte et de travaux supplémentaires acceptés.

A ce stade, il convient de s'interroger sur les sommes effectivement dues, et ce, quelle que soit l'issue de l'expertise, et de définir une ligne de conduite pour la résolution de ce litige.

II- LA RESOLUTION DU LITIGE

A. SUR LE PAIEMENT DU SOLDE DU MARCHE

1. Sur le principe

Il convient de distinguer très précisément les sommes dues à l'entreprise en raison de l'exécution des prestations et les sommes qui pourraient être dues par l'entreprise au titre des garanties en raison de la défectuosité de certaines prestations.

En application du CCAG travaux et du marché, la SERM doit le paiement des sommes prévues au marché au fur et à mesure de l'avancement des prestations.

En effet, l'article 13.11 du CCAG prévoit qu'à chaque échéance mensuelle, l'entrepreneur sollicite le règlement des prestations effectuées :

Avant la fin de chaque mois, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci.

Ce montant est établi à partir des "prix de base", c'est-à-dire des prix figurant dans le marché, y compris les rabais ou majorations qui peuvent y être indiqués, mais sans actualisation ni révision des prix et hors T.V.A.

Ainsi, les prestations sont réglées au fur et à mesure de leur réalisation par le biais des acomptes mensuels. Le contrôle opéré par le maître d'œuvre sur le décompte mensuel permet de déduire de la somme réclamée les éventuelles pénalités et retenues autres que la retenue de garantie (13.12).

Dès lors, le décompte final que doit présenter l'entrepreneur à l'issue des travaux en application des dispositions de l'article 13.3 du CCAG n'est qu'une reprise de la somme des différents décomptes mensuels augmentée de celui du dernier mois.

Ce document doit être remis au maître d'œuvre dans les 45 jours suivant la réception.

L'existence d'une contestation ou d'un différend relatif à la parfaite exécution des prestations ne libère pas le pouvoir adjudicateur de son obligation de procéder au règlement du marché.

Cela résulte en particulier de la jurisprudence du Conseil d'Etat, Deniau, énonçant de façon générale, au visa de l'article 13.42 du CCAG, « que ces stipulations ne prévoient

aucune suspension ou prolongation de ces délais du fait de l'introduction d'une action contentieuse par une des parties au contrat ; que, par suite, en relevant que la circonstance qu'une expertise ordonnée par le juge des référés du tribunal administratif de Nantes était en cours de réalisation n'empêchait pas le maître d'œuvre de notifier valablement le décompte général du marché à la société Deniau, la cour administrative d'appel de Nantes n'a commis aucune erreur de droit »

En effet, le maître d'ouvrage dispose du pouvoir de déduire du décompte mensuel et a fortiori du décompte général :

- les pénalités de retard,
- les éventuelles retenues,
- les prestations non effectuées,
- toute somme nécessaire à la levée des réserves si la retenue de garantie n'y suffit pas

Ainsi, d'une part, les sommes qui sont versées à l'issue de l'élaboration du décompte général tiennent compte des impacts financiers des éventuelles malfaçons et, d'autre part, les sommes qui peuvent être dues à raison de défectuosité non réparée avant la réception relèveront de condamnations pécuniaires indépendantes du solde du marché.

En effet, lorsque le décompte général est devenu définitif, les éventuelles malfaçons sont résolues soit par une reprise de la part de l'entreprise ou la réalisation de nouveaux travaux par un tiers aux frais de l'entreprise, soit par le versement d'une indemnité.

Dès lors, l'existence d'un litige et d'un contentieux judiciaire ne délivre pas le maître d'ouvrage de son obligation de règlement du solde du marché.

2. Sur l'étendue des obligations des parties du marché

Les obligations de l'entrepreneur

Le titulaire d'un marché a l'obligation d'exécuter l'ensemble des travaux ou prestations qui lui ont été commandés dans le délai imparti. Il doit mettre tout en œuvre pour exécuter le marché dans le respect des règles de l'art et conformément aux prescriptions imposées par l'administration.

L'entrepreneur a ainsi l'obligation de réaliser les travaux en respectant les délais d'exécution prescrits par le marché ou, à défaut, par le calendrier fixé ultérieurement par les parties.

En effet, hors le cas particulier de certaines circonstances imprévues, l'entrepreneur n'a pas la possibilité de suspendre son obligation d'exécution.

Notamment, la circonstance selon laquelle l'administration contractante commettrait une faute ou n'exécute pas ses propres obligations n'est pas de nature à justifier l'inexécution par le titulaire du marché de ses obligations.

Dans une telle hypothèse, l'entrepreneur devra s'adresser au juge administratif en vue d'obtenir une indemnisation sur le fondement de la responsabilité contractuelle ou, éventuellement, la résiliation du marché.

Les obligations du maître d'ouvrage

En contrepartie de cette obligation d'exécution, le titulaire du marché a droit non seulement au paiement intégral du prix, mais aussi, le cas échéant, au versement d'une indemnisation ayant vocation à réparer les préjudices subis par suite des modifications intervenues au cours de l'exécution du marché.

Doivent faire l'objet d'un règlement, toutes les prestations nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage conformément aux règles de l'art.

Vous m'avez indiqué que le marché avait fait l'objet de travaux supplémentaires, il convient donc de s'interroger sur leur intégration dans le décompte.

L'indemnisation des travaux supplémentaires doit être appréhendée différemment selon que les travaux en question ont fait l'objet d'un ordre de service (1) ou pas (2).

Les travaux ayant fait l'objet d'OS

Dans le cadre d'un marché forfaitaire, l'entrepreneur n'a droit à une rémunération supplémentaire que s'il est établi que les modifications ont été commandées et acceptées par le maître d'ouvrage.

Cela suppose la réunion de trois conditions :

- nécessité d'une autorisation de travaux supplémentaires, via un ordre de service écrit préalable à l'exécution des travaux ;
- caractère non équivoque de l'autorisation ;
- autorisation émanant du maître de l'ouvrage

Constitue un ordre de service tout document signé ou ordre écrit, par lequel l'administration ou le maître d'œuvre donne des instructions à l'entreprise titulaire du marché.

L'émission d'un ordre de service concernant des prestations supplémentaires contractualise ces dernières qui devront alors être traitées comme des prestations incluses au marché initial.

Pour leur règlement, il convient de se rapporter aux dispositions de l'article 14 du CCAG.

Les travaux n'ayant pas fait l'objet d'OS

Le traitement prévu par le CCAG-Travaux : le non-paiement en l'absence d'alerte sur le dépassement du montant du marché

L'augmentation du montant des travaux est envisagée à l'article 15 :

15 22. L'entrepreneur n'est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire que si la masse des travaux de cette espèce n'excède pas le dixième de la masse initiale des travaux.

Dès lors, L'entrepreneur peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent s'il établit que la masse cumulée des travaux de ladite espèce prescrits par ordre de service depuis la notification du marché ou depuis celle du dernier avenant intervenu, y compris l'ordre de service dont l'exécution est refusée, excède le dixième de la masse initiale des travaux.

Un tel refus d'exécuter opposé par l'entrepreneur n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à la personne responsable du marché dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les travaux. Copie de la lettre de refus est adressée au maître d'œuvre.

(...)

15.4. Lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par la personne responsable du marché. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu de la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le

maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

Le traitement par la jurisprudence : droit au paiement des travaux reconnus utiles

Il est de jurisprudence constante que seuls pourront donner droit au versement d'une indemnisation les travaux qualifiés d'indispensables à la bonne exécution de l'ouvrage et ceci même en l'absence d'un ordre de service.

Voir en ce sens : CE, 26 octobre 1988, Société Etanco, req. n° 58253, DA 1988 n° 551

Pour une application récente : CE, 4 juillet 2012, commune de Quinéville, req n° 343539 : *« Considérant qu'aux termes de l'article 15.4 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux alors en vigueur : " Lorsque la masse des travaux exécutés atteint la masse initiale, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par la personne responsable du marché (...)./ A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale ne sont pas payés (...) " ; que ces stipulations ne font pas obstacle à l'indemnisation de tels travaux réalisés sans ordre de service du maître de l'ouvrage, dès lors qu'ils sont indispensables à la réalisation de l'ouvrage dans les règles de l'art »*

Pour les marchés à prix forfaitaires, il appartiendra à l'entrepreneur de démontrer que les travaux ont été réalisés hors forfait.

Voir en ce sens : CE, 19 avril 1991, Société CRBI, req n° 80779

Outre le paiement des travaux utiles accomplis en sus des prévisions, l'entrepreneur peut obtenir réparation du préjudice qui lui est éventuellement causé par l'augmentation de la masse initiale des travaux dès que les seuils mentionnés à l'article 15.3 du CCAG sont atteints.

L'augmentation limite est fixée à 1/20 du montant contractuel pour un marché à prix forfaitaires.

L'indemnisation prévue ne peut cependant être accordée que si l'entrepreneur démontre l'existence d'un préjudice distinct de celui déjà couvert par le paiement des travaux supplémentaires.

Voir en ce sens : CE, 26 mai 1993, Saffache, req n° 75507

Cette indemnité doit être déterminée sur la base du prix de revient des travaux et n'a donc pas vocation à couvrir le manque à gagner ou l'éventuelle marge bénéficiaire du titulaire du marché.

Voir en ce sens : CAA Paris, 3 juillet 2007, Sté Bacotra, req n° 04PA02056 : *« Considérant, d'autre part, que l'entreprise peut demander à être indemnisée des travaux supplémentaires qui lui ont été commandés en cours de chantier ; que, s'agissant de travaux exécutés sans ordre de service mais sur ordre verbal du maître d'œuvre, l'entreprise peut prétendre au remboursement des dépenses utiles exposées déduction faite de son bénéfice ; que, par suite, en jugeant que la SOCIETE BACOTRA n'était pas en droit d'obtenir le paiement de travaux supplémentaires non prévus par le contrat, le tribunal administratif a commis une erreur de droit ; que le maître d'ouvrage ne conteste pas sérieusement la réalité et le montant des travaux supplémentaires, tels que chiffrés par l'entreprise dans son devis du 29 mars 1996 ; que, compte tenu de la somme de 146.690 francs HT déjà allouée à ce titre par l'office et déduction faite du bénéfice de l'entreprise évalué au taux de 10%, il y a lieu d'allouer à celle-ci une somme complémentaire de 36 600 francs TTC (5 579 euros) au titre desdits travaux supplémentaires ; que, conformément à la demande de l'entreprise, cette somme portera intérêts au taux du marché à compter du 10 octobre 1998 »*

En l'espèce, votre interrogation principale porte sur l'ordre de service relatif aux structures des prototypes.

L'annexe du CCAP prévoit que le CCTC est une pièce contractuellement supérieure au CCTP. Par suite, ce qu'il contient doit être prioritaire sur les prescriptions du CCTP.

Les prescriptions du CCTC indiquent que les prototypes de chaque lot sont à réaliser par l'entreprise titulaire du lot (article 2.1.2.2).

En l'absence de communication de l'annexe 4, il convient de se référer aux indications que vous m'avez fournies.

Ainsi si le CCTC prévoit que les prototypes ne sont pas à la charge de l'entreprise LABASTERE celles-ci a pu valablement émettre des réserves quant à l'OS.

En toute hypothèse, la réalisation de ces travaux a fait l'objet d'un OS, elle doit donc être traitée comme le marché initial et réglé.

B. SUR LA PROCEDURE DU DGD**1. Sur la contestation du décompte par la société LABASTERE**

Pour rappel, le cadre juridique de la contestation du décompte général est posé exclusivement par les dispositions des articles 50.2 et 50.3 du CCAG.

En effet, il est de jurisprudence constante que les contentieux relatifs aux DG ne sont pas des contentieux classiquement traités par le maître d'œuvre et la PRM mais par le maître d'ouvrage directement.

Le mémoire en réclamation de la société LABASTERE vous a été adressé le 16 mai dernier, soit dans le délai pour contester le DG notifié.

Vous disposiez d'un délai de trois mois à compter de cette réception pour vous positionner, à défaut, une décision implicite de rejet est automatiquement née.

C'est le cas à la date du 16 août dernier, en l'absence de notification d'une quelconque décision de votre part.

Si l'entreprise n'entend pas se plier à votre refus implicite, il lui appartient de saisir le Juge administratif.

En l'absence totale de décision expresse de rejet, le CCAG de 1976 n'enferme cette saisine du tribunal dans aucun délai, si ce n'est la prescription quadriennale.

Voir en ce sens : *CE, 23 septembre 1992, Sté générale d'entreprises, req n°43752*

Dans l'hypothèse où une décision serait notifiée, que ce soit dans le délai de 3 mois précité ou postérieurement à ce délai, cette notification fait courir un délai de saisine de 6 mois.

En l'espèce, en l'absence de décision de votre part, la société LABASTERE pourra saisir le Tribunal administratif au moment de son choix sans risquer la forclusion.

Classiquement, une éventuelle saisine du CCIRAL interromprait ce délai.

Il conviendra donc de notifier une décision afin d'enfermer les possibilités de recours dans le délai de 6 mois de l'article 50.32 du CCAG.

2. Sur la modification du décompte général

Vous m'avez indiqué que le décompte général, tel qu'il avait été notifié le 26 mars dernier, comportait des erreurs que vous souhaitiez corriger.

Malgré qu'il ne soit pas devenu définitif du fait de l'existence d'une contestation, le décompte général devient intangible.

En effet, sa seule signature par une autorité qualifiée lui confère un caractère irrévocable.

Cependant, ce caractère intangible du décompte général ne s'oppose pas à la possibilité d'une rectification sur le fondement de l'article 1269 du Code de Procédure Civile.

Ainsi, la révision du décompte sera possible dans les cas suivants :

- erreur matérielle ;
- omission ;
- faux ;
- double emploi.

Voir en ce sens : CAA Lyon, 27 septembre 2012, SAS Bati, n°11LY01810

Concernant la somme de 60 K€ que vous m'avez précisé avoir « oublié » lors de l'établissement du décompte général, il sera possible de l'intégrer en tant qu'omission.

Concernant les pénalités de retard que vous avez volontairement sous-évaluées afin d'obtenir un décompte nul, la difficulté réside dans l'absence de notification en cours de chantier de ces pénalités.

En effet, dès lors que vous auriez des écrits informant l'entreprise du réel montant des pénalités, cela pourrait fonder une modification du DG sur le fondement de l'erreur matérielle. Or, en l'état des éléments transmis, vous ne détenez aucune pièce en ce sens.

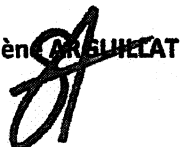
Par voie de conséquence, la réintégration du montant total des pénalités de retard est difficilement envisageable par l'émission d'un nouveau DG et pourrait être contesté à l'occasion d'un contentieux.

En revanche, la prise en compte de ce montant, par la démonstration à l'entreprise des modalités de calcul, peut être prévue dans le cadre d'une transaction amiable mettant fin au différend.

Espérant avoir répondu à vos interrogations, je reste à votre entière disposition pour échanger sur ce dossier.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées et dévouées.

Solène ARSILLAT



Jean-Philippe MENEAU



Contentieux SODIFRA

I. Faits et procédure

Suivant requête enregistrée le 31/10/2012, la SAS SODIFRA et son assureur, la compagnie ALLIANZ ont saisi le Tribunal Administratif de Montpellier d'une demande d'expertise, au visa de l'article L521-3 du CJA, relative à des désordres affectant le nouvel Hôtel de Ville.

Elles arguaient alors :

- d'une part, de désordres affectant les ouvrages dont l'entreprise SODIFRA avait la charge de la réalisation, lot 15 et lot 24 a ;
- d'autre part, de la mise en demeure adressée, dans le cadre de la garantie de parfait achèvement, par la SERM, de réaliser, avant le 12/11/2012, les travaux de nature à mettre un terme définitif aux désordres dénoncés, depuis déjà de long mois.

Aussi, dans leur présentation succincte et biaisée des faits, elles omettaient d'informer le Tribunal des faits suivants :

- la réception des travaux date du 30 septembre 2011 ;
- les désordres déplorés affectent l'ensemble des parquets mis en œuvre (plus de 3 000 m²) ainsi que l'ensemble des pupitres de la salle du conseil municipal ;
- les ouvrages en question sont toujours couverts par la garantie légale de parfait achèvement ;
- une expertise amiable et contradictoire a, d'ores et déjà, été diligentée au titre de ces désordres, en juillet 2012, et ce, à l'initiative de l'entreprise SODIFRA et de son assureur. La SERM a, à cette occasion, formé entre les mains de son assureur DO, une déclaration de sinistre, ce qui a permis une prise en charge de la reprise des parquets du bureau de Mme le Maire.

En l'état, la SERM et la Commune concluaient au rejet de la demande d'expertise en tentant de démontrer l'inutilité de la mesure et le fait qu'il s'agissait uniquement d'une tentative de détournement du mécanisme légal de la garantie de parfait achèvement.

Elles demandaient en toutes hypothèses à ce que la compagnie ALLIANZ soit condamnée sous astreinte à communiquer les rapports dressés suite aux réunions d'expertise contradictoire.

Suivant ordonnance du 04.01.2013, le Tribunal a désigné expert au motif de la nécessité de déterminer les exactes causes et origines des désordres déplorés ainsi que l'éventuelle incidence de l'entretien, à ce jour, prodigué, le coût des travaux de reprise et enfin, les préjudices subis.

L'expertise est ainsi ordonnée au contradictoire de l'APAVE, AJN, RHONE PLACAGE, FONTES, SODIFRA, ALLIANZ, TECHNICITE DE L'AGENCEMENT EN MENUISERIE DE STANDING, la SERM et la Commune de Montpellier.

II. Expertise

L'expert, M BADUEL, a déjà organisé 3 accédits (23.11.2012, 12.02.2013 et 19.04.2013), et fixé les deux prochains :

- 06.11 aux ateliers de Rhône-Placage,
- 08.11, aux ateliers de SODIFRA.

Il a émis une note en date du 27.02.2013 dans laquelle, en substance, il précise sa première analyse, à ce jour, non remise en cause :

- Le caractère décennal des désordres affectant les pupitres, leur dangerosité les rendant impropres à leur destination.

Plusieurs séries de prélèvements ont été effectuées le 23.10 pour déterminer l'origine exacte de ces désordres, précision faite que l'expert a, d'ores et déjà, dénoncé la présence anormale de « lames de stratifié » sur le chant des pupitres.

En l'état, un entier pupitre a été adressé à un laboratoire pour diverses investigations, les résultats seront déterminants quant à l'équation des responsabilités.

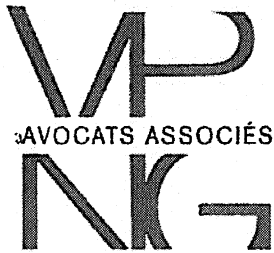
- Les désordres affectant le parquet ne sont pas de nature décennale et des investigations doivent être diligentées quant à l'entretien conseillé par le professionnel, et, procuré par la Ville, le système de chauffage et de gestion hydrothermique du bâtiment.

L'expert, concernant ce désordre, n'a pas répondu aux derniers dires émis dans lesquels était dénoncé le caractère généralisé des désordres pour tenter de mobiliser la garantie d'ALLIANZ.

Par ailleurs, il devra, dans l'hypothèse où il se convainc, soit de la matérialité de désordres, soit de manquements aux règles de l'art (non-respect du temps de sèche des essences...) envisager le rôle de chacun : maîtrise d'œuvre quant au choix parquet/système chauffage et leur compatibilité, le professionnel SODIFRA (exécution/information quant à l'entretien), l'entreprise professionnelle en charge de l'entretien suivant contrat avec la Commune.

Enfin, il est constant que deux points ont affaibli la démonstration de la Ville et de la SERM, en ce que des précisions devront, encore et en toutes hypothèses, être apportées au titre de :

- l'entretien prodigué par les services de la Ville au parquet ;
- l'absence de gestion des sinistres sur parquets dus à d'anciens dégâts des eaux.



Annexe 3

AVOCATS ASSOCIÉS

Carole Vinsonneau-Paliès

Véronique Noy

Gilles Gauer

Guénaël Bequain de Coninck

Jean-Philippe Meneau

Régis Constans

AVOCATS

Hélène Arendt

Anne-Sophie Datavera

Sandrine Bézard

Virginie Manzi

Dominique Rogers

Anne Lecard

Geneviève Lavit

Octavie Hamidi

Alexia Roland

Solène Arguillat

Aouatef Zouari

Marie Veyradier

Amandine Jan

Aude Noyer

Audrey Delahaye

11 bis, rue de la Loge
34000 Montpellier - France
Tél. 04 67 60 47 57 - Fax 04 67 60 72 13
contact@vpng.fr - www.vpng-avocats.fr

SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et associés
Siret 381 412 273 00027 - Membre d'une association
de gestion agréée. Le règlement par chèque est accepté

SERM

Etoile Richter

45 Place Ernest Granier

34960 MONTPELLIER CEDEX 2

Par mail :

Montpellier, le 2 novembre 2013

Affaire : MONTPELLIER - SERM / SODIFRA - CONTESTATION DECOMPTE

Dossier N° : 0029351 JPM/SAR/

Vos Réf. : Dossier suivi par M.ISAERT

Monsieur le Directeur,

Vous nous saisissez des difficultés rencontrées dans le cadre du solde du marché conclu avec la société SODIFRA ayant pour objet le lot 15 : Parquet-Plaquage pour l'opération de construction du nouvel Hôtel de Ville.

Il convient dans un premier temps de réaliser un point sur l'avancement de la procédure de solde du marché (I) avant de s'interroger sur les modalités de résolution du litige (II).

I- RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

La SERM, en sa qualité de mandataire de la ville de Montpellier a signé un marché de travaux n°155 T 07.11 avec la société SODIFRA pour la réalisation du lot 15 pour un montant total HT de 15 919 400 €.

Compte tenu de sa date de signature, ce marché est régi par les dispositions du CCAG Travaux de 1976.

La réalisation des prestations ayant donné lieu à des difficultés, la réception a été prononcée avec réserves le 30 septembre 2011.

343

Concernant les défauts constatés durant l'année de garantie de parfait achèvement, une expertise judiciaire est en cours sur requête de l'entreprise.

La SERM a notifié le décompte général du marché le 26 mars 2013. Ce document faisait état de pénalités et tenait compte des avenants.

Par un courrier du 13 juin 2013, la société SODIFRA a sollicité le détail des pénalités. Cette demande faisait suite à l'envoi de deux RAR en date des 10 et 30 avril 2013 restés sans réponse.

Ce complément lui a été transmis par la SERM le 1^{er} juillet 2013.

La société a alors sollicité des explications complémentaires sur le calcul des pénalités par un courrier du 15 juillet 2013.

Le 2 octobre dernier, la société mettait la SERM en demeure de lui transmettre :

- Les compléments d'explications souhaités ;
- Le compte rendu de la délibération du Conseil municipal du 29 mai 2012.

A ce jour, aucune réponse supplémentaire n'a été apportée par la SERM.

Vous souhaitez donc connaître la procédure à suivre pour solutionner ce litige.

II- SUR LA RESOLUTION DU LITIGE

1. Sur la contestation du décompte par la société LABASTERE

Pour rappel, le cadre juridique de la contestation du décompte général est posé exclusivement par les dispositions des articles 50.2 et 50.3 du CCAG.

En effet, il est de jurisprudence constante que les contentieux relatifs aux DG ne sont pas des contentieux classiquement traités par le maître d'œuvre et la PRM mais pas le maître d'ouvrage directement.

Voir en ce sens : *CE, 20 septembre 1991, Administration Générale de l'Assistance publique* et *CE, 8 avril 1998, Sté Pradeau et Morin*.

Le seul courrier adressé par l'entreprise SODIFRA qui constitue mémoire en réclamation au sens du CCAG est le courrier du 10 avril 2013.

En effet, pour constituer une réclamation, l'entrepreneur doit exposer les motifs de son refus ou de ses réserves dans son mémoire et donner des indications chiffrées sur le désaccord.

En revanche, les réclamations non formulées ou non reprises dans ce mémoire deviennent caduques.

En l'espèce, ce courrier a été adressé dans le délai de 45 jours pour contester le DG notifié.

Par suite, cette réclamation est recevable.

En application des dispositions de l'article 50.31 du CCAG, vous disposiez d'un délai de trois mois à compter de cette réception pour vous positionner, à défaut, une décision implicite de rejet est automatiquement née.

C'est le cas à la date du 10 juillet dernier, en l'absence de notification d'une quelconque décision de votre part, le courrier transmettant le détail de pénalités ne pouvant être regardé comme valant décision expresse de rejet.

Suivant l'article 50.3, si l'entreprise SODIFRA n'entend pas se plier à votre refus implicite, il lui appartient de saisir le juge administratif.

En l'absence totale de décision expresse de rejet à ce jour, le CCAG de 1976 n'enferme cette saisine du tribunal dans aucun délai, si ce n'est la prescription quadriennale.

Voir en ce sens : *CE, 23 septembre 1992, Sté générale d'entreprises, req n°43752*

Dans l'hypothèse où une décision serait notifiée, que ce soit dans le délai de 3 mois précité ou postérieurement à ce délai, cette notification fait courir un délai de saisine de 6 mois.

En l'espèce, en l'absence de décision de votre part, la société SODIFRA pourra saisir le Tribunal administratif au moment de son choix sans risquer la forclusion.

Classiquement, une éventuelle saisine du CCIRAL interromprait ce délai.

Il conviendra donc de notifier une décision afin d'enfermer les possibilités de recours dans le délai de 6 mois de l'article 50.32 du CCAG.

2. Sur le contenu de la lettre de rejet

Le décompte général adressé à la société SODIFRA ne souffrant, a priori, d'aucune erreur matérielle ou omission, il n'y a pas lieu d'y apporter des modifications.

En revanche, afin de déclencher le délai de 6 mois pour saisir le tribunal administratif de la contestation du décompte, je vous recommande d'adresser une décision expresse à l'entreprise.

Ce courrier permettra le déclenchement du délai contentieux mais apportera également des précisions à l'entreprise concernant ses demandes et pourra éventuellement désamorcer le conflit.

Ainsi, il conviendrait de lui indiquer, qu'effectivement, le détail des pénalités qui lui a été communiqué contient une coquille ou erreur matérielle. Cependant celle-ci est sans incidence sur la régularité de l'application des pénalités et leur bien-fondé. Il vous appartient à ce stade de modifier la date erronée contenue dans le détail.

D'autre part, concernant la demande de compte-rendu du conseil municipal autorisant la signature de l'avenant n°2, il convient d'y opposer un refus.

En effet, les demandes de communication d'actes administratifs doivent être adressées à l'autorité compétente directement.

En l'espèce, il s'agit bien évidemment de la Ville de Montpellier elle-même.

L'obligation de transmission contenue dans la loi du 12 avril 2000 n'est opposable qu'aux autorités administratives, qualité qui ne vous est pas dévolue.

Par suite, il y a lieu d'opposer un refus de communication.

Espérant avoir répondu à vos interrogations, je reste à votre entière disposition pour échanger sur ce dossier.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées et dévouées.

Solène  AUCILLAT

Jean-Philippe  MENEAU

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous les informations concernant votre instruction de virement du 14/10/2013 à 15:13:13.

Virement ordinaire de 26 237,78 EUR

Compte débité : 3004X X4801 XXXXXX16401 36 EUR

Intitulé du compte : SODIFRA AGENCEMENT SAS

Libellé : VIR SERM MONTPELLIER

Libellé complémentaire : I26V13287N300292

Destinataire :

SERM MONTPELLIER

Compte à créditer : 4003X X0001 XXXXXX2408F 85

Motif : NOUVEL HOTEL DE VILLE - LOT 15

MISE EN JEU SODIFRA

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos salutations distinguées.
CIC LOIR ET CHER ENTREPRISES

Ce message et toutes les pièces jointes sont confidentiels et établis à l'intention exclusive de son ou ses destinataires. Si vous avez reçu ce message par erreur, merci d'en avvertir immédiatement l'émetteur et de détruire le message. Toute modification, édition, utilisation ou diffusion non autorisée est interdite. L'émetteur décline toute responsabilité au titre de ce message s'il a été modifié, déformé, falsifié, infecté par un virus ou encore édité ou diffusé sans autorisation.

Détail d'un mouvement		Aide	
Page précédente Page suivante			
Détail du mouvement			
N° de compte :	022408FEUR CCO/SERM MONTPEL/LR		
N° de client :	40940 SERM		
Produit :	CV01 CAV / EPL sous convention		
Bureau :	340 DRFIP LANGUEDOC ROUSSIL HERAULT		
Service :	0 DRFIP LANGDOC ROUSSILLON HERAUL		
Crédit :	56991 2 DECOUVERT CONFIRME		
Date Opération :	04/01/2013		
Date Valeur :	04/01/2013		
Montant :	27 392,31 EUR		
Montant origine :	27 392,31 EUR		
Libellés :	VIR REJ UHAINA ALU UHAINA ALU lot 6.1 vetages, men.ext.,brise		
Nom de la contrepartie			
Nom :	UHAINA ALU		
Banque de contrepartie			
Code banque :	30076 CREDIT DU NORD		
Code BIC :	Non renseigné		
Adresse :	45 AV DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS		
Références			
Référence du client :			
Numéro opération :	P2013004069105		
Code rejet :	Non renseigné		



RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

ETAT DE SOLDE

Pièce n° 2 du Décompte Général

OPERATION N°: 2155
INTITULE: Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier

P. 2

ENTREPRISE:	LABASTERE	MARCHE	Hors T.V.A.	T.V.A. incluse
		Initial	7 504 400,00	8 975 262,40
sous-traitants:	UHAINA ALU		60 756,31	72 664,55
	LABASTERE 31		49 986,72	59 784,12
	TRINQUIER		78 382,08	93 744,97
	EUROPOSE		44 814,00	53 597,54
	ESTRUCTURA METALICA		49 483,15	59 181,85
	COLT		48 461,76	57 960,26
Maître d'œuvre:	AJN		-2 304,50	-2 756,18
	EURL FONTES		14 753,66	17 645,38
	TERREL		-60 756,31	-72 664,55
	A. VERDIER		117 021,72	139 957,98
Mandataire:	AJN		-9 903,50	-11 844,59
			-66 147,40	-79 112,29
		TOTAL	7 828 947,69	9 363 421,44

ENTREPRISE TITULAIRE ET SOUS-TRAITANTS (*)	MONTANT H.T.	TVA	MONTANT T.T.C.
LABASTERE	0,00	0,00	0
UHAINA ALU	22 303,30		
LABASTERE 31	22 986,27	4 489,04	27 392,34
TRINQUIER	0,00	0,00	0,00
EUROPOSE	0,00	0,00	0,00
ESTRUCTURA METALICA	0,00	0,00	0,00
COLT	0,00	0,00	0,00
AGISSANT AU NOM ET POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER			
02155-10703 - 1420			
4.12.12 - En 3.01.13			
1259613.			
TOTAL GENERAL DE L'ETAT DE SOLDE	22 986,27	4 489,04	27 392,34

22 303,30

27 392,34

MAITRE D'ŒUVRE:

A Paris, le 16 Novembre 2012

Signature:

ATELIERS JEAN NOUVEL
10, Cité d'Angoulême 75011 Paris - France
T 01 43 14 23 03 04 (33) 1 43 14 51 11
http://www.jeanouvel.com email: info@jeanouvel.fr
SA au capital de 69 000 € SIRET 398 163 204 000 93 - APE 742A

(*) en cas de nantissement ou cession de créance préciser la banque et l'entrepreneur

ETAT DE SOLDE

Ce document est à établir par le maître d'œuvre et à joindre au décompte final et décompte général

RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

Nature des dépenses	DETAIL DE L'ETAT DE SOLDE		
	Montant cumulé (1)	Dernier acompte (2)	Solde (1-2)
1 - TRAVAUX HT	7 828 947,69	7 644 952,55 7 644 943,89	183 995,14 183 998,00
2 - RETENUES ET PENALITES SOUMISES A TVA	0,00	-8 219,43	8 219,43
3 - INDEMNITES SOUMISES A TVA	0,00	0,00	0,00
4 - REVISION OU ACTUALISATION HT	190 964,13	179 939,20	11 024,93
5 - SOUS TOTAL (1 à 4) HT	8 019 911,82	7 816 669,46 7 816 670,32	203 242,36 203 241,50
6 - T.V.A. (au taux en vigueur)	1 571 902,72	1 552 067,38 1 532 067,21	39 835,34 39 835,31
7 - MONTANT (5+6) T.T.C.	9 591 814,54	9 348 737,70 9 348 736,67	243 076,84 243 077,87
8 - RETENUES ET PENALITES NON SOUMISES A TVA	-215 684,50	0,00	-215 684,50
9 - INDEMNITES NON SOUMISES A TVA	0,00	0,00	0,00
10 - INTERETS MORATOIRES	0,00	0,00	0,00
11 - RETENUE DE GARANTIE (le cas échéant)*	0,00	0,00	0,00
12 - MONTANT TOTAL T.T.C. DU SOLDE	9 376 130,04	9 348 736,67	27 393,37 27 392,34

A Paris, le 16 Novembre 2012

ATELIERS JEAN NOUVEL
 10, rue d'Angoulême 75011 Paris - France
 T (33) 1 49 23 53 83 F (33) 1 49 14 81 10
www.jeanouvel.com email: info@jeanouvel.fr
 SA au capital de 80 000 € SIRET 988 163 204 000 93 - APE 742A

(*) Il est rappelé que dans le cas où une retenue de garantie serait appliquée, elle sera restituée à l'entreprise à l'issue de l'année garantie de parfait achèvement

RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

PIECE N° 3 DU DECOMPTE GENERAL (Hors Retenue de Garantie)

SOCIETE: SERM
OPERATION: CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE VILLE DE MONTPELLIER
MARCHE N°: 155 T 07,03
ENTREPRISE TITULAIRE: LABASTERE

ACOMPTES MENSUELS		Entrepreneur mandaté	Montant des Acomptes mensuels TTC
N°	Date		
0			2 615 652,00
1	déc.-08		183 288,28
2	janv.-09		137 812,64
3	févr.-09		157 881,35
4	mars-09		205 626,55
5	juin-09		409 326,60
6	sept.-09		131 036,28
7	oct.-09		429 356,05
8	nov.-09		547 759,33
9	déc.-09		337 733,44
10	janv.-10		104 282,54
11	févr.-10		421 028,24
12	mars-10		645 838,22
13	avr.-10		701 194,22
14	mai-10		827 034,99
15	juin-10		523 298,99
16	juil.-10		1 880,81
17	août-10		0,00
18	nov.-10		10 786,74
19	déc.-10		478 400,00
20	mai-11		0,00
21	juin-11		50 389,24
22	sept.-11		429 180,17
(a) Total des Acomptes			9 348 736,68
(b) Solde(*)			27 392,39

(*) le solde est calculé à partir du décompte final - le total des acomptes réglés sans tenir compte de la retenue de garantie

TOTAL GENERAL (a+b) de 9 348 736,68 € TTC Dont TVA de 1 571 902,72 € (2)

Le présent décompte général arrêté au montant de : neuf millions trois cents quarantehuit milles sept cents trente six euros et quarante huit centimes
Toutes Taxes Comprises

Par le Maître d'Œuvre	Le représentant du Pouvoir Adjudicateur	Le Titulaire
<p>A Paris, le 16 Novembre 2012</p> <p>ATELIER JEAN NOUVEL 10, cité d'Angoulême 75011 Paris - France T (33) 1 43 23 13 82 F (33) 1 43 14 81 10 http://www.jean-nouvel.com email: info@jean-nouvel.fr SA au capital de 600 000 € SIRET 555 163 804 000 88 APE 742A</p>	<p>Approuvé le:</p>	<p>Accepté le:</p> <p>(signature et cachet commercial)</p>

(2) Montant de la TVA compris dans le total général.

RECAPITULATION DES ACOMPTES MENSUELS ET DU SOLDE

ETABLI PAR LE MAITRE D'ŒUVRE A PARTIR DU PROJET
DE DECOMPTE FINAL PROPOSE PAR LE TITULAIRE

PIECE N° 1 DU DECOMPTE GENERAL

Marché n° : 155 T 07,03
Opération : HÔTEL DE VILLE
Maître de l'Ouvrage: SERM

ENTREPRISE TITULAIRE : LABASTERE

1. TRAVAUX	7 828 947,69
2. INDEMNITES	0,00
3. PENALITES ET RETENUES (autres que retenue de garantie)	0,00
4. INTERETS MORATOIRES	0,00
5. ACTUALISATION OU REVISION	190 964,13
6. TOTAL H.T.	8 019 911,82
7. T.V.A. AU TAUX DE : 19,6 %	1 571 902,72
8. PENALITES NON SOUMISES A TVA	-215 684,50
9. TOTAL TTC	9 376 130,04

LE MAITRE D'ŒUVRE	LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	LE TITULAIRE
<p>RECU DU TITULAIRE LE 15/10/2012</p> <p>LE PRESENT PROJET DE DECOMPTE FINAL :</p> <p>EST ACCEPTE EST RECTIFIE</p> <p>ET FIXE AU MONTANT DE :</p> <p>9 376 130,04 € TTC</p>	<p>ARRETE LE PRESENT DECOMPTE GENERAL</p> <p>AU MONTANT DE :</p> <p>.....€ TTC</p>	<p>LU ET APPROUVE</p> <p>LE TITULAIRE</p> <p>A LE</p> <p>(SIGNATURE ET CACHET)</p>
<p>A Paris, le 16 Novembre 2012</p> <p>LE MAITRE D'ŒUVRE</p> <p>ATTESTE JEAN NOUVEL 10, cité d'Angoulême - 75011 Paris - France T (33) 1 43 25 33 73 F (33) 1 43 14 81 10 http://www.jeanouvel.com email: info@jeannouvel.fr SA - capital de 60 000 € - SIRET 658 183 204 000 83 - APE 742A</p>	<p>A LE</p> <p>LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR</p>	

Lot 6a menuiseries extérieures, brise soleil

BT 27

Janv-07

654

Bardage Inox 2ème onglet

MOIS TRAVAUX	MONTANT HT	INDEX DU MOIS	COEF	COEF ARRondi	REVISIONS
déc-06	146 371,80	649	0,993501529	0,994	-878,23
Janv-06	110 371,80	640,5	0,982454128	0,983	-1 876,32
févr-06	128 371,80	638,4	0,979724771	0,98	-2 567,43
mars-06	168 557,40	625,5	0,962958716	0,963	-6 236,62
juil-06	386 242,50	629,9	0,96867737	0,969	-11 973,52
sept-06	114 229,15	636,5	0,977255352	0,976	-2 513,04
oct-06	372 786,45	632,2	0,971666667	0,972	-10 438,02
nov-06	470 253,15	631,5	0,970756681	0,971	-13 637,34
déc-06	289 923,85	639,9	0,981674312	0,982	-5 218,83
Janv-10	84 088,40	645,5	0,988952599	0,989	-924,97
févr-10	362 171,10	650	0,994801223	0,995	-1 810,86
mars-10	546 677,00	660,1	1,007928135	0,008	4 372,62
avr-10	597 029,32	660,5	1,034441896	0,035	20 896,03
mai-10	688 813,25	662,1	1,036521407	0,037	25 488,09
juin-10	440 754,35	663,4	1,038211009	0,039	17 189,42
juil-10	189 961,88	680	1,033792049	0,034	6 458,70
août-10	33 042,86	682,3	1,036761346	0,037	1 222,59
nov-10	731 001,23	682,3	1,049778287	0,05	36 550,06
déc-10	1 033 425,09	699,4	1,059006116	0,06	62 005,81
mai-11	203 248,96	719,3	1,084870031	0,085	17 276,16
juin-11	218 965,36	718,7	1,084090214	0,085	18 612,06
sept-11	328 764,45	712,4	1,075902141	0,076	24 986,10
Etat de solde	183 998,00	712,4	1,075902141	0,076	13 983,85
			0,15		
			0,15		
	7 628 948,55				190 964,19
					179 939,20
					11 024,99

En Italique = Indices provisoires

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers minorés Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS rapporte :

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs réunie en date du 15 octobre 2013, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014 pour les associations « Du Soleil au Lemasson », « Association Dynamique de Santé Psychologique », « Jeunesse sans frontière » et du 20 décembre 2013 au 31 décembre 2014 pour l'association « Les Restaurants du Cœur ».

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Associations	Adresse du local	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Du soleil au Lemasson	460 boulevard Pedro de Luna	2 010,00 €	35,00 €	1 975,00 €
Association Dynamique de Santé Psychologique	460 boulevard Pedro de Luna	660,00 €	35,00 €	625,00 €
Jeunesse sans frontière	460 boulevard Pedro de Luna	1 430,00 €	35,00 €	1 395,00 €
Les Restaurants du Cœur	4 rue Albert Samain	18 000,00 €	35,00 €	17 965,00 €
	TOTAL	22 100,00 €	140,00 €	21 960,00 €

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

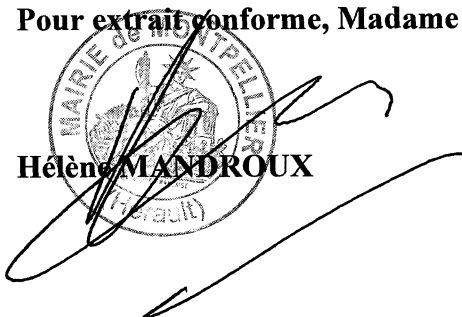
- d'approuver les 4 conventions de location jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers minorés proposée aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour la somme de 21 960,00 €
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE DE MONTPELLIER' (Hérault) with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, fluid handwritten signature in black ink, which appears to be 'Hélène Mandroux'.

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Du soleil au Lemasson » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

460 boulevard Pedro de Luna
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués comprennent un bureau de 12 m² en occupation conjointe avec « l'Association Dynamique de santé Psychologique » et un garage de 15 m² à usage de lieu de stockage.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 1 an.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 2010,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1975,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Les Restaurants du Coeur » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

4 rue Albert Samain
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition ont une superficie totale de 200 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 12 mois et 12 jours. Elle prendra effet à compter du 20 décembre 2013 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 18 000,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 17 965,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

L'association « Jeunesse sans frontière » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

460 boulevard Pedro de Luna
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 13 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 1 an.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1430,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 1395,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par délibération du

d'autre part,

« L'Association Dynamique de Santé Psychologique » dûment représentée par son (sa) Président (e) en exercice, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

460 boulevard Pedro de Luna
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux loués ont une superficie de 12 m² en occupation conjointe avec l'association « Du soleil au Lemasson ».

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de son activité conformément aux statuts de l'association.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 1 an.
Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2014.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Loyer

Le loyer s'entend hors tous droits, taxes et charges locatives en sus à la charge du preneur qui s'y oblige (eau, taxe d'ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, espaces verts, chauffage collectif, électricité, etc...).

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 660,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur, le loyer sera minoré et limité à 35,00 € annuels que le preneur s'engage à payer au TPM.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de 625,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par l'association de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Pour l'association
NOM : Prénom :

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

26 DEC. 2013

BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Périmètres de protection modifiés autour de neuf monuments historiques Avis de la Ville de Montpellier

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de près de 110 immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, qui contribuent à affirmer l'identité et la valeur patrimoniale de Montpellier.

Pour assurer la protection et la mise en valeur de ces immeubles, il est institué pour chacun d'entre eux un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour du monument, dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des "abords" placée sous la surveillance de l'architecte des bâtiments de France.

Cette servitude permet de préserver le monument historique et son environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux sur les immeubles inscrits dans le périmètre de 500 mètres.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres.

Ainsi, en application de l'article L.621-30 du code du patrimoine, l'architecte des bâtiments de France peut proposer la modification d'un périmètre de protection.

Conformément à l'article L.621-30, la modification d'un périmètre de protection doit obtenir un accord préalable de la commune avant d'être soumise à enquête publique.

Conformément à l'article R.123-15 du code de l'urbanisme, le service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Direction régionale des affaires culturelles, représenté par l'architecte des bâtiments de France, a porté à la connaissance de la Ville de Montpellier la création de neuf périmètres de protection modifiés autour des monuments historiques suivants :

- 1) **le Mas de Bagnères**, situé rue des Horaces, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 5 juillet 2006,

- 2) **l'église de Montels**, située rue des Perce-Neige, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 27 août 1927,
- 3) **l'ancien bureau d'octroi du Pont Juvénal**, situé place Christophe Colomb, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 20 octobre 1978,
- 4) **le château Levat**, situé avenue Saint-Lazare, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 12 avril 1944,
- 5) **l'église de Celleneuve**, située place de l'Eglise, monument classé au titre des monuments historiques par liste de 1840,
- 6) **l'église paroissiale Sainte-Thérèse de Lisieux**, située avenue d'Assas, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 7 mars 2002,
- 7) **l'église de l'enclos Saint-François**, située avenue de Castelnau, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 28 juillet 1999,
- 8) **la gare**, située place Auguste Gibert, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 28 décembre 1984,
- 9) **le domaine de Caunelles**, situé à Juvignac, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 20 avril 2006,

Ces neuf périmètres de protection modifiés n'appellent pas de remarque particulière.

A la suite de l'enquête publique, qui pourra être organisée conjointement à une enquête publique relative à une procédure d'évolution du plan local d'urbanisme (PLU), et après un bilan de cette enquête effectué avec l'architecte des bâtiments de France; la modification des neuf périmètres pourra être approuvée par délibération du Conseil municipal, puis annexée au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'émettre un avis favorable sur les neuf périmètres de protection modifiés annexés à la présente délibération ;
- de prendre acte que les neuf projets de périmètres de protection modifiés seront soumis à enquête publique conjointement à une enquête publique relative à une procédure d'évolution du PLU ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

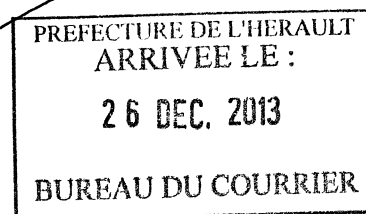
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013



**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 1

Mas de Bagnères

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 2

Ancienne église de Montels

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 3

Ancien bureau d'octroi du pont Juvénal

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 4

Château de Levat

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 5

Eglise de Celleneuve

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 6

Eglise paroissiale Sainte Thérèse de Lisieux

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 7

Eglise de l'enclos

Saint-François

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 8

Gare

Pièce non dématérialisable

**Périmètres de protection modifiés autour de
neuf monuments historiques
Avis de la Ville de Montpellier**

ANNEXE 9

Domaine de Caunelles

Pièce non dématérialisable

26 DEC. 2013

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

ZAC Port Marianne – Parc Marianne Modification d'agrément de candidature lot 16A (Icade Promotion)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal n°2012/386 du 23 juillet 2012, la Ville de Montpellier a agréé la candidature du groupement ICADE Promotion et ARCHE Promotion pour la réalisation d'environ 71 logements collectifs, de bureaux ainsi que de locaux commerciaux pour le lot 16A de la ZAC Port Marianne-Parc Marianne situé place Pablo Picasso, à l'angle de l'avenue Raymond Dugrand et de l'avenue Nina Simone.

La société ARCHE Promotion intervenait dans ce groupement comme acquéreur de la partie du programme réservée aux bureaux en vue de la relocalisation des bureaux du Groupe ARCADE situés actuellement Résidence « Le Lys Blanc » avenue du Pirée à Montpellier.

Aujourd'hui, compte tenu du montage juridique de l'opération, il a été convenu que seule la société ICADE Promotion se portait acquéreur du lot 16A et revendrait au groupe ARCADE le programme de bureaux précisé supra. Par ailleurs, la référence cadastrale concernée ainsi que la surface dévolue à cette opération ont évolué. Les surfaces du programme, restant inchangées par ailleurs, s'expriment non plus en SHON mais en SDP (surface de plancher).

La SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer ce modificatif de candidature au seul bénéfice d'ICADE Promotion en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation du programme décrit ci-avant.

- Dénomination du candidat :

ICADE Promotion
Immeuble Le Belem

355, rue Vendémiaire
34 000 MONTPELLIER

- Localisation :

Lot 16A,
ZAC Port Marianne – Parc Marianne.

- Parcelles cadastrées :

Section SB n°211 partie sur 1563 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 71 logements collectifs, de locaux commerciaux et de bureaux pour une surface de plancher totale de 8 545 m².

- Surface de plancher (SDP) :

Surface envisagée : 8 545 m² SDP
Surface maximale autorisée : 9 000 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ICADE Promotion prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il vous est proposé :

- d'abroger la délibération du Conseil Municipal n°2012/386 du 23 juillet 2012 approuvant la candidature d'ICADE Promotion Logement – ARCHE Promotion en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs, de locaux commerciaux et de bureaux sur le lot 16A de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'approuver la demande d'agrément de candidature au seul bénéfice d'ICADE Promotion en vue de la réalisation d'un programme de logements collectifs, de locaux commerciaux et de bureaux sur le lot 16A de la ZAC Port Marianne – Parc Marianne ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 17/12/2013

PREFECTURE DE L'HERAULT ARRIVEE LE : 26 DEC. 2013 BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

DROIT DE PRIORITE **Propriété de l'Etat** **Campus Saint Priest** **Convention Ville / Région Languedoc Roussillon** **Création d'un centre recherches développements innovations** **consacré aux nano-satellites**

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Région Languedoc Roussillon, en partenariat avec l'Université Montpellier 2 (UM2), envisage de créer sur le campus Saint Priest un centre de recherche-développement-innovation consacré aux nano-satellites, qui doit notamment accueillir le Centre Spatial Universitaire associé à des entreprises spécialisées et la Fondation Van Allen.

L'impact économique de ce projet représente un potentiel d'environ 50 emplois hautement qualifiés à la livraison de l'opération prévue en 2015, et d'une centaine à l'horizon 2018.

Ce projet qui nécessite la construction d'un bâtiment spécifique et adapté d'environ 2 400 m², comprenant des salles blanches pour concevoir et fabriquer les nano-satellites, devrait permettre de maintenir la place prépondérante qu'occupent Montpellier et le Languedoc Roussillon en la matière. L'objectif est de se positionner comme un centre de référence en Europe pour la qualification des nano-satellites.

Le terrain d'assiette, cadastré section TE 197 et 201, d'une contenance totale de 2 988 m², situé au cœur du campus UM2-Saint Priest (lieudit Puech Villa - 950 rue de Saint Priest) est aujourd'hui propriété de l'Etat.

La Ville de Montpellier et la Région du Languedoc Roussillon ont respectivement souhaité soutenir ce projet scientifique de la manière suivante :

- La Ville de Montpellier en faisant usage de son droit de priorité, conformément aux articles L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

- La Région Languedoc Roussillon en procédant à l'acquisition finale du terrain d'assiette du bâtiment après revente par la Ville.

En application des articles L.240-1 et suivants du code de l'urbanisme, l'Etat doit en effet proposer en priorité la cession de son bien à la Ville, titulaire du droit de préemption urbain, dans l'objectif de réaliser tout projet d'intérêt général.

A défaut d'exercice de ce droit de priorité par la Ville, l'Etat ne peut céder son bien qu'à l'issue d'une procédure longue et contraignante de vente publique, difficilement compatible avec les délais de réalisation du projet d'intérêt général décrit ci-avant.

En conséquence, dans l'objectif de favoriser la réalisation de ce projet scientifique majeur dans les délais les plus favorables, l'Etat sollicitera prochainement la Ville par l'envoi d'une déclaration de cession.

Dans ce contexte, en vue de régler par anticipation les conditions financières de la transaction, la Ville et la Région souhaitent être liées par une convention d'acquisition afin que la Région soit habilitée à intervenir en qualité de tiers-payeur à l'acte d'acquisition initial, exonérant la Ville de tout paiement.

Le prix de la vente est fixé à 358 560 € (trois cent cinquante-huit mille cinq cent soixante euros) suivant l'avis des Domaines du 8 novembre 2013.

La Ville est en mesure de préempter sur simple décision du maire, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le conseil municipal. La présente délibération reste toutefois nécessaire en vue de signer la convention de tiers-payeur et de céder le bien à la Région.

La rédaction des actes authentiques, acte d'acquisition par la Ville et acte de revente à la Région, sera confiée à Maître Laurent Daudet, notaire à Montpellier.

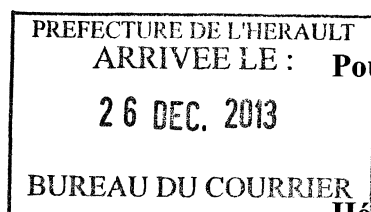
L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par la Région.

Si par extraordinaire l'Etat devait renoncer à la cession de ce terrain et donc à proposer le bien à la Ville dans le cadre du droit de priorité, la présente convention deviendrait bien entendu sans objet.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention d'acquisition entre la Ville et la Région Languedoc Roussillon prévoyant que la Région interviendra en qualité de tiers-payeur à l'acte d'acquisition par la Ville, après exercice de son droit de priorité, du terrain cadastré section TE 197 et 201 d'une contenance de 2 988 m², sis Campus de Saint Priest, propriété de l'Etat ;
- d'accepter dans un second temps la cession à titre gratuit, au profit de la Région Languedoc Roussillon de ce bien ;
- de désigner Maître Laurent Daudet, notaire à Montpellier, en vue de la rédaction des actes authentiques relatifs à la conclusion de cette affaire ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MATHIEUX

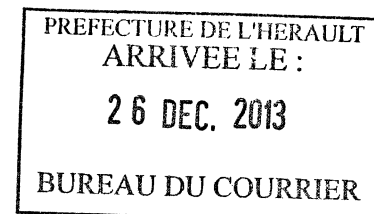


Publiée le : 17/12/2013

CONVENTION D'ACQUISITION

Ville de Montpellier / Région Languedoc Roussillon

Droit de priorité
Campus de Saint Priest à Montpellier



Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE agissant en qualité d'Adjoint délégué au Maire et au nom de la Ville de Montpellier en vertu de l'autorisation qui lui a été délivrée par le Conseil municipal suivant délibération en date du 16 décembre 2013,

ci-après désignée « la Ville ou la Commune », d'une part ;

Et :

La Région Languedoc Roussillon, représentée par son Président, Monsieur Christian BOURQUIN, dûment habilité en vertu de la délibération du Conseil Régional en date du,

ci-après désignée la Région, d'autre part ;

EXPOSE DES MOTIFS :

La Région Languedoc Roussillon, en partenariat avec l'Université Montpellier 2 (UM2), envisage de créer sur le campus Saint Priest un centre de recherche-développement-innovation dédié aux nanosatellites, qui doit notamment accueillir le Centre Spatial Universitaire (CSU) de l'UM2, associé à des entreprises spécialisées et la Fondation Van Allen.

L'impact économique de ce projet représente environ 50 emplois hautement qualifiés à la livraison du bâtiment en 2015 puis une centaine à l'horizon 2018.

Ce projet nécessite la construction d'un bâtiment spécifique et adapté d'environ 2 400 m² comprenant des salles blanches pour concevoir et fabriquer les nano-satellites et devrait permettre de maintenir le leadership dont dispose Montpellier et le Languedoc Roussillon en la matière. L'objectif est de se positionner comme un centre de référence en Europe pour la qualification des nano-satellites.

Le terrain d'assiette, cadastré section TE 197 et 201 d'une contenance totale de 2 988 m², appartient à l'Etat au cœur du campus UM2-Saint Priest au lieudit Puech Villa - 950 rue de Saint Priest.

La Commune de Montpellier et la Région du Languedoc-Roussillon ont souhaité soutenir ce projet :

- La Commune de Montpellier en faisant usage de son droit de priorité conformément aux articles L240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, afin de céder le terrain, immédiatement après l'avoir acquis, à la Région Languedoc-Roussillon,
- La Région en procédant à l'acquisition in fine du terrain d'assiette du bâtiment.

Ce projet est conforme aux articles L 240-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de priorité peut être exercé, notamment, afin de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur.

La commune de Montpellier a exercé son droit de priorité par décision du Maire n°..... en date du suite à la déclaration d'intention d'aliéner qui lui a été notifiée en date du par l'Etat à l'occasion de la vente des biens désignés en article 1 des présentes. La préemption est exercée au prix de 358 560 € conformément à l'avis délivré par les Services Fiscaux le 8 novembre 2013.

La présente convention a pour objet de régler les conditions financières et de cession de ce foncier entre la Ville de Montpellier et la Région.

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de régler les conditions financières et de cession entre la Ville de Montpellier et la Région du terrain cadastré section TE 197 et 201 d'une contenance totale de 2 988 m², propriété de l'Etat situé au lieudit Puech Villa - 950 rue de Saint Priest.

ARTICLE 2 – Modalités de financement de l'acquisition

La Région Languedoc Roussillon s'engage à agir en qualité de tiers payeur à l'acte de vente entre la Ville et l'Etat en vue de procéder au paiement du prix d'acquisition soit 358 560 €, plus les frais inhérents à l'acquisition, en ce compris les frais d'acte.

Ce paiement devra intervenir au vu d'un certificat notarial autorisant ce paiement, lequel paiement devra en tout état de cause intervenir dans les six mois suivant le date de notification de la décision du Maire d'exercer le droit de priorité, soit au plus tard le

ARTICLE 3 – Transfert de propriété

La Commune de Montpellier s'engage à transférer la propriété du bien préempté à la Région Languedoc Roussillon, qui s'engage expressément à l'acquérir, simultanément au paiement du prix de vente et des frais qui sera effectué par la Région Languedoc Roussillon en sa qualité de tiers payeur à l'acte initial de vente entre la Ville et l'Etat.

Ce transfert de propriété opérera compensation entre le prix payé par la Région Languedoc Roussillon en qualité de tiers payeur et le prix de vente par la Commune de Montpellier.

ARTICLE 4 – Entrée en vigueur

La présente convention prendra effet à compter de sa signature.

Fait à Montpellier, en trois exemplaires, le

Pour la Ville de Montpellier
L'Adjoint délégué à l'urbanisme

Pour la Région Languedoc Roussillon
Le Président

Michaël DELAFOSSE

Christian BOURQUIN

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Zone d'aménagement concerté du Nouveau Saint Roch Terrain situé 11 rue Jules Ferry Projet de construction d'un ensemble immobilier Autorisation d'occupation du domaine public

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville est propriétaire d'une parcelle de terrain nu cadastrée EW 562, d'une superficie de 1718 m², située 11 rue Jules Ferry, intégrée dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté Nouveau Saint Roch.

Cette parcelle appartient à ce jour au domaine public communal du fait de son affectation initiale en parc de stationnement.

La société CIRMAD GRAND SUD sollicite la construction sur cet emplacement d'un ensemble immobilier comprenant deux hôtels, des bureaux, des commerces et des logements d'une surface de plancher totale développée de l'ordre de 9000 m², et en conséquence, l'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire du terrain d'assiette dépendant du domaine public communal.

Compte tenu de la qualité du projet présenté, de son importance notamment au regard des besoins en hébergement hôtelier à proximité de la gare, et de son intégration dans le programme d'aménagement de la zone d'aménagement concerté, il paraît opportun d'accorder à la société CIRMAD une autorisation d'occupation temporaire du domaine public sur cette parcelle pour permettre la réalisation de cette opération.

Ladite autorisation, régie par les articles L.2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, ne confèrera pas au titulaire le droit réel prévu aux articles L.1311-2 et suivants du code général des collectivités territoriales et portera sur une durée de trente ans pour une redevance annuelle de 90.000 €, révisable annuellement en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public jointe en annexe au profit de la société CIRMAD GRAND SUD sur la parcelle située 11 rue Jules Ferry, cadastrée EW 562 ;
- d'autoriser la société CIRMAD GRAND SUD à déposer toute demande d'autorisation nécessaire à la mise en œuvre de l'objet de la convention, et notamment les autorisations d'urbanisme corrélatives ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013 |

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

La COMMUNE DE MONTPELLIER, collectivité territoriale, ayant son siège social en l'Hôtel de Ville, 1, place Georges Frêche, identifiée au SIREN sous le numéro 213401722,

représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE agissant en qualité d'adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique, dûment habilité par arrêté de Madame le Maire de la Ville de Montpellier en date du 26 août 2013, et spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2013, visée par la Préfecture de l'Hérault le ;

ci-après désignée « la Ville » **D'UNE PART**,

La société CIRMAD Grand Sud, société en nom collectif au capital de 15 000 €, dont le siège social est domicilié à Caluire et Cuire (69300) – 5 – 7 avenue de Poumeyrol, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 343 156 154,

elle-même représentée par son Directeur régional, Monsieur Jean-Pierre PLANE, ayant tous pouvoirs en vertu de la délégation de signature consentie par Monsieur Alain LOYER, gérant de la société ;

ci-après désignée « l'occupant » **D'AUTRE PART** ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée EW 562 consistant en un terrain nu d'une superficie de 1718 m², située entre les rues Jules Ferry, Pagézy et du Pont de Sète, intégrée dans le périmètre de la zone d'aménagement concertée du Nouveau Saint Roch.

Cette parcelle appartient au domaine public de la COMMUNE DE MONTPELLIER du fait de son affectation passée en parc de stationnement.

La société CIRMAD GRAND SUD sollicite la construction sur cet emplacement de deux hôtels, de surfaces de bureaux, de commerces et d'habitation d'une surface de plancher totale développée de l'ordre de 9065 m² et, en conséquence, l'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire du terrain d'assiette dépendant du domaine public communal.

Afin de permettre à la société CIRMAD GRAND SUD de réaliser ce projet, la COMMUNE DE MONTPELLIER a décidé, sur cette dépendance du domaine public, d'accorder à ladite société une autorisation d'occupation temporaire du domaine public, objet de la présente convention.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'OCCUPANT est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable l'emplacement désigné à l'article 3, afin de lui permettre de construire, d'exploiter et d'entretenir les immeubles à construire désignés à l'article 4 de la présente convention.

Article 2 : Domanialité Publique

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

Les autorisations d'occupation temporaire du domaine public sont règlementées par les articles L.2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

En conséquence, l'occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux, ou quelque autre droit.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire le droit réel prévu aux articles L.1311-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 : Mise à disposition

L'OCCUPANT est autorisé à occuper le terrain nu dépendant du domaine public communal, sis à MONTPELLIER (34000), référencé au cadastre sous le numéro EW 562, situé 11 rue Jules Ferry, pour une superficie de 1718 m² et repéré sur le plan annexé à la présente convention.

Article 4 : Destination des lieux mis à disposition

L'OCCUPANT est autorisé à édifier, à ses frais, sur cet emplacement, un hôtel, une surface de bureaux, des locaux commerciaux et un immeuble d'habitation.

L'OCCUPANT ne pourra affecter les lieux à une destination autre que celle ainsi précisée.

LA COMMUNE DE MONTPELLIER pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux. Ces vérifications et contrôles pourront porter également sur les travaux dont il est question.

Article 5 : Etat des lieux

La parcelle objet de la présente convention consiste en terrain nu et est entièrement enclose. Les parties s'exonèrent de tout état des lieux contradictoire.

Article 6 : Travaux, exploitation et entretien

Article 6-1 : Travaux

L'OCCUPANT ne pourra effectuer les travaux et aménagements nécessaires et procéder aux installations indispensables à la destination sus-indiquée qu'après l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires et la constatation de l'absence de recours.

L'exécution des travaux de construction de l'ouvrage sont à la charge et sous la responsabilité de l'OCCUPANT.

L'ouvrage édifié dans le cadre de la présente convention sera réalisé conformément aux normes techniques en vigueur et aux règles de l'art.

Les travaux, installations et aménagements devront être effectués dans le strict respect du dossier technique et financier qui sera présenté à la COMMUNE DE MONTPELLIER et qui sera approuvé expressément par elle.

L'OCCUPANT fournira une copie de l'ensemble des autorisations susvisées à la COMMUNE DE MONTPELLIER.

LA COMMUNE DE MONTPELLIER pourra effectuer ou faire effectuer par un architecte missionné à cet effet, tout contrôle afin de vérifier notamment le bon déroulement et la conformité des travaux de construction.

Article 6-2 : Assurances et responsabilité pendant les durée des travaux

L'OCCUPANT demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'ouvrage, de son entretien, de son exploitation et de son enlèvement. De plus, l'exécution des travaux de construction de l'ouvrage demeure sous sa responsabilité.

Il devra contracter toutes les assurances relatives à la protection des biens et à la protection des personnes. Il en justifiera à la COMMUNE DE MONTPELLIER huit (8) jours au moins avant le commencement des travaux.

L'OCCUPANT sera responsable des dommages causés aux ouvrages et infrastructures existants du fait des travaux de construction du nouvel ouvrage.

L'OCCUPANT devra souscrire toutes les assurances tant biennales que décennales obligatoires relatives aux constructions, aménagements et installations avant de commencer leur exécution et en justifier auprès de la COMMUNE DE MONTPELLIER dans la huitaine de leur souscription.

L'OCCUPANT et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre la COMMUNE DE MONTPELLIER et ses assureurs en cas de dommages survenant aux biens de L'OCCUPANT, de son personnel et de toutes personnes agissant pour son compte et se trouvant sur les lieux objets des présentes. L'assurance de dommage aux biens de L'OCCUPANT comportera cette clause de renonciation à recours.

Article 6-3 : Montant et mode de financement des travaux

Le détail et le montant des travaux projetés, ainsi qu'il résultera du dossier d'autorisation de travaux, seront transmis à la COMMUNE DE MONTPELLIER.

Article 6-4 : Entretien

L'ouvrage édifié pour les besoins du titulaire de l'autorisation demeure la propriété du bénéficiaire pendant la durée de l'occupation. Par conséquent, il assumera toutes les charges, impôts, taxes, réparations, mises aux normes, entretien et maintenance afférents à l'ouvrage.

Article 7 : Autorisation administrative

L'OCCUPANT devra solliciter toutes les autorisations exigées par la réglementation en vigueur et en particulier par le Code de l'Urbanisme.

Il fournira une copie de l'ensemble des autorisations administratives susvisées à la COMMUNE DE MONTPELLIER.

Article 8 : Caractère personnel de l'occupation

L'OCCUPANT doit occuper personnellement les lieux mis à sa disposition.

Toute cession totale ou partielle ou tout apport en société des droits sont expressément interdits.

Article 9 : Responsabilité – assurance pendant la durée de l'occupation

L'OCCUPANT demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'ouvrage, de son entretien, de son exploitation et de son enlèvement.

L'OCCUPANT et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre la COMMUNE DE MONTPELLIER et ses assureurs en cas de dommages survenant aux biens de L'OCCUPANT, de son personnel et de toutes personnes agissant pour son compte et se trouvant sur les lieux objets des présentes. L'assurance de dommage aux biens de L'OCCUPANT comportera cette clause de renonciation à recours.

Article 10 : Prise d'effet – durée

Article 10-1 : Prise d'effet

L'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, objet des présentes, prendra effet à compter de la date de signature de la présente convention par la Ville de Montpellier.

L'emplacement désigné sera mis à disposition de l'occupant à cette même date.

Article 10-2 : Durée de l'autorisation

Sous réserve des dispositions de l'article 12 des présentes relatifs à la résiliation de l'occupation, la présente autorisation est conclue et acceptée à titre précaire et révocable pour une durée de trente années entières et consécutives.

L'OCCUPANT ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement de l'autorisation d'occupation à l'échéance de celle-ci.

Article 11 : Redevance

La présente autorisation est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 90 000 € révisable, dans les conditions définies ci-après.

La première échéance sera due à compter de l'occupation effective du domaine public soit à la première des deux dates suivantes : au jour de la déclaration d'ouverture de chantier de l'immeuble ou du démarrage effectif des travaux.

L'OCCUPANT s'engage à payer chaque année cette redevance à la date anniversaire de la première occupation du domaine suivant l'émission du titre des sommes à recouvrer par le Trésorier municipal de la COMMUNE DE MONTPELLIER.

La redevance varie en même temps, et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction. La révision s'appréciera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes, par comparaison de l'indice publié au jour de la révision et de l'indice de l'année précédente.

En cas de retard dans le règlement d'une somme due à la COMMUNE DE MONTPELLIER dans le cadre des présentes, cette somme échue portera intérêt à taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal alors en vigueur, sous réserve de tous autres droits et recours. L'intérêt sera dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante passée.

En cas de résiliation à l'initiative de la COMMUNE DE MONTPELLIER pour un motif d'intérêt général, sauf manquement à ses obligations par l'occupant, la COMMUNE DE MONTPELLIER, s'engage à rembourser le trop-perçu de la redevance prorata temporis.

Article 12 : Résiliation

Article 12-1 : Résiliation de plein droit par la COMMUNE DE MONTPELLIER

LA COMMUNE DE MONTPELLIER peut résilier partiellement ou totalement, de plein droit, l'autorisation pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public occupé ou en cas :

- de déclassement du domaine public de la parcelle désignée à l'article 3 des présentes si un tel déclassement intervient préalablement au dépôt par l'occupant d'une déclaration d'ouverture de chantier.
- de dissolution de la société OCCUPANTE
- de liquidation judiciaire de L'OCCUPANT
- de condamnation pénale de L'OCCUPANT le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité
- de refus ou retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de l'activité de L'OCCUPANT
- de non-paiement de la redevance aux échéances convenues, après réception par L'OCCUPANT d'une lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un (1) mois
- d'inexécution ou de non-respect par L'OCCUPANT d'une des conditions convenues aux présentes
- de non-usage de l'ouvrage édifié dans les conditions définies par les présentes.

La COMMUNE DE MONTPELLIER adressera la notification de résiliation à L'OCCUPANT, au moins deux (2) mois avant le terme anticipé de l'autorisation, par courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation ne donnera lieu au versement d'aucune indemnité.

En cas de résiliation pour faute de l'OCCUPANT, LA COMMUNE DE MONTPELLIER notifiera par courrier recommandé avec accusé de réception la faute à L'OCCUPANT dans les dix (10) jours suivant le constat. L'OCCUPANT disposera d'un délai de deux mois pour se mettre en conformité avec les conditions prévues des présentes. A l'issue de ce délai de deux (2) mois, un nouveau constat établira la correction ou non de la faute.

En cas de non-correction, la COMMUNE DE MONTPELLIER notifiera par courrier recommandé avec accusé de réception la résiliation pour faute de l'autorisation à l'OCCUPANT.

Article 12-2 : Résiliation à l'initiative de L'OCCUPANT

L'OCCUPANT pourra dénoncer l'autorisation dans les cas suivants :

- cessation par L'OCCUPANT pour quelques motifs que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition

- condamnation pénale de L'OCCUPANT le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité.

L'OCCUPANT fera connaître à la COMMUNE DE MONTPELLIER par courrier recommandé avec accusé-réception le motif de la résiliation dans un délai de trois (3) mois au moins avant l'arrivée de l'événement justifiant la résiliation.

Article 13 : Sort de l'ouvrage

Au terme de l'autorisation, et pour quelque raison que ce soit, l'ouvrage sera transféré gratuitement à la COMMUNE DE MONTPELLIER, celle-ci renonçant à exiger de L'OCCUPANT la remise en état initial des lieux.

L'ensemble des documents relatifs à l'ouvrage seront remis à la COMMUNE DE MONTPELLIER, au plus tard, le jour du terme de l'autorisation, tels que , sans être exhaustif, les plans de l'ouvrage, les rapports d'entretien et d'intervention, les factures des entreprises pour la garantie constructeur, le contrat d'assurance dommage ouvrage.

Article 14 : Impôts et frais

A compter de la prise d'effet de l'autorisation, l'occupant acquittera tous les impôts, taxes et charges auxquels l'immeuble peut et pourra être assujetti et notamment, l'impôt foncier.

Article 15 : Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs figurant en tête des présentes.

Chaque partie informera l'autre de tout changement de siège susceptible d'intervenir.

Article 16 : Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente qui n'auraient pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront soumises à la juridiction compétente.

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet , la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

Fait à MONTPELLIER, en deux exemplaires, le ,

Pour la COMMUNE DE MONTPELLIER,

Pour la SOCIETE CIRMAD GRAND SUD,

L'Adjoint délégué à l'urbanisme,

Le Directeur régional

MICHAEL DELAFOSSE

JEAN-PIERRE PLANE

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
26 DEC. 2013
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETTOUT.

Foncier Rue du Pioch de Boutonnet Acquisition "Les Matins de l'Aiguelongue"

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre de l'opération immobilière "Les Matins d'Aiguelongue" réalisée par la société DOMINIUM "SCI Pioch de Boutonnet", située rue du Pioch de Boutonnet, il a été négocié la cession à la Ville de Montpellier de la parcelle nouvellement cadastrée BN 458, d'une superficie de 43 m², afin de permettre l'élargissement de la rue conformément au plan d'alignement annexé au plan local d'urbanisme (PLU).

Compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir une emprise affectée à la voirie communale dépourvue de droits à construire, la société DOMINIUM "SCI Pioch de Boutonnet" a accepté la cession à la Ville de ce terrain à l'euro symbolique, et propose de désigner l'étude notariale de Maître Bonnary pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

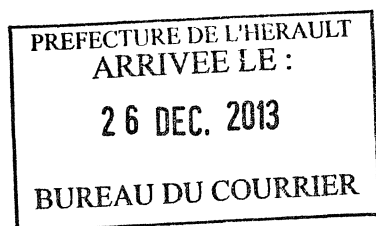
- d'acquérir à l'euro symbolique auprès de la société DOMINIUM "SCI Pioch de Boutonnet" la parcelle BN 458 de 43 m² nécessaire à l'élargissement de la rue conformément au plan d'alignement annexé au PLU,
- de saisir l'étude notariale de Maître Bonnary pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Foncier Transfert de domanialité publique Ville de Montpellier/Communauté d'Agglomération de Montpellier Impasse située sur la Commune de Grabels

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'une impasse située sur le territoire de la commune de Grabels.

Cadastrée AB 12 (3 224 m²) et AB 23 (286 m²), cette voirie qui débouche sur la rue du Caducée relève du domaine public communal « ville de Montpellier », car ouverte à la circulation publique, aménagée et gérée pour l'usage du public.

La difficulté de gestion de cette impasse située en dehors du territoire communal a incité la Ville à proposer le transfert de cette impasse à une autre collectivité, à savoir la commune de Grabels ou la Communauté d'Agglomération de Montpellier (C.A.M.). Cette impasse étant située dans la zone d'activité Euromédecine dont la C.A.M. est maître d'ouvrage, il a été convenu que le transfert de domanialité publique serait établi à son profit car plus à même d'en assurer la gestion, en collaboration éventuellement, avec les services municipaux de Grabels.

D'autre part, il est à noter que la C.A.M. est déjà propriétaire de la voie qui prolonge cette impasse vers le nord.

S'agissant d'un transfert de domaine public entre personnes publiques sans changement d'affectation, il est proposé d'appliquer l'article L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui prévoit le transfert du bien sans déclassement préalable.

Compte tenu de la nature du bien cédé, ce transfert est accepté à l'euro symbolique.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'accepter le transfert à l'euro symbolique, de l'impasse publique située sur la commune de Grabels cadastrées AB 12 et AB 23 dans le patrimoine public de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sans déclassement préalable ;
- de saisir l'étude de Maître LESTRA, notaire à Pignan, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

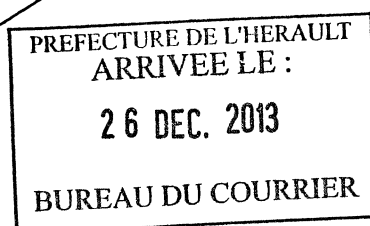
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANIERGOUX



Publiée le : 17/12/2013



Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Foncier

Opération de renouvellement urbain

Grand Coeur "Lafeuillade"

Echange foncier avec la SERM

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Par délibération du conseil municipal en date du 25 juin 2012, la Ville a déclassé du domaine public un espace libre non aménagé, d'une superficie de 878 m² environ, situé rue Lafeuillade.

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain Grand Coeur, la Ville a vendu à la SERM, concessionnaire, les emprises foncières nécessaires à la réalisation d'une opération immobilière dite « Lafeuillade ». Deux lots ont été créés dont un (lot B) est destiné à la production de logements sociaux publics neufs qui seront réalisés par ACM – Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les détails d'implantation de la nouvelle construction étant à ce jour définitivement arrêtés, la Ville propose de procéder à un échange foncier avec la SERM afin de corriger les limites parcellaires du lot B et permettre leur mise en cohérence avec le domaine public qui sera réaménagé en pied d'immeuble. Cet échange s'opèrera de la façon suivante :

- La Ville cède à la SERM une emprise de 21 m² issue du domaine public communal, constituée de trois délaissés de voirie. Ces derniers n'ayant plus aucun usage public, il convient d'en constater la désaffectation et de prononcer leur déclassement du domaine public ;
- La SERM cède à la Ville trois parcelles d'une superficie totale de 8 m², qui seront intégrées dans l'aménagement de l'espace public.

Cet échange foncier sera basé sur l'estimation des services fiscaux obtenue pour la cession de la parcelle voisine cadastrée HX 558, déjà vendue à la SERM pour un montant de 340 000 €, intégrant ce potentiel constructible supplémentaire. Cet échange foncier sera réalisé à l'euro symbolique.

Maître Bonnary, notaire à Montpellier, a été désigné par la SERM pour rédiger les actes sur cette opération.

En conséquence, il vous est proposé :

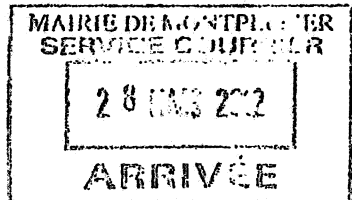
- de constater la désaffectation et de prononcer le déclassement du domaine public communal d'une emprise de 21 m² environ de délaissés de voirie situés en bordure du lot B de l'opération « La Feuillade » ;
- de vendre à la SERM cette emprise ainsi déclassée ;
- de solliciter du géomètre désigné sur cette opération, l'enregistrement de ces nouvelles parcelles auprès des services du cadastre ;
- d'acquérir une emprise de 8 m² environ à extraire des parcelles cadastrées HX 556 et HX 558 ;
- de valider cet échange foncier à l'euro symbolique compte tenu de la transaction déjà effectuée avec la SERM sur cet îlot ;
- de confier la rédaction de l'acte à Maître Bonnary, notaire à Montpellier, aux frais de la SERM ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



Direction Générale des Finances Publiques de
la Région Languedoc-Roussillon et du Montpellier, le 22 mars 2012
Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

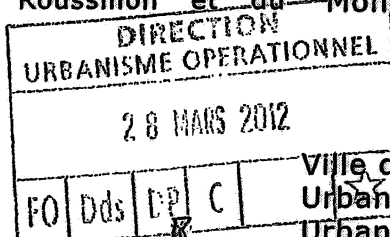
CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX 2
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Pascal BONNAIRE

téléphone : 0 467 226 266

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : pascal.bonnaire@dofip.finances.gouv.fr



Ville de Montpellier
Urbanisme Aménagement
Urbanisme Opérationnel
Domainialité Publique
1 Place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Objet: Parcelle HX 27

V/réf. : Mme Patricia BOURRAT

N/réf. : dossier 2012-172V0593

- 1 - Service consultant : ville de Montpellier.
- 2 - Objet et but de la consultation : demande d'estimation de la valeur vénale d'un terrain nu en nature de délaissé, cadastré HX 27, emprise de 878 m2 sur le domaine public, avenue de la Liberté/rue de La Feuillade, quartier Figuerolles, et ce, dans le cadre d'un déclassement du domaine public communal et de l'Opération Grand Cœur ; la Ville propriétaire envisageant la cession à la SERM.
- 3 - Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de Montpellier.
- 4 - Situation locative : libre.
- 5 - Description sommaire des biens : terrain nu en friche, en nature de délaissé, en forme de croissant situé aux abords de l'avenue de la Liberté ; constructibilité possible parce qu'adjonction à la partie de terrain constructible immédiatement de la parcelle HX 27.
- 6 - Origine de propriété : non recherchée
- 7 - Urbanisme : en zone 1U1-1fw du PLU en vigueur, COS NR, possibilité de 4000 m2 de SHON.
- 8 - Valeur vénale de l'immeuble ou des droits cédés :

Après étude et enquête, compte tenu de la constructibilité aléatoire, des règles de prospect, et eu égard à l'observation du marché foncier de biens similaires, la valeur vénale du terrain faisant l'objet de la demande est de l'ordre de 340 000€.

Pour l'Administratrice Générale des Finances
publiques
L'Inspecteur des Finances Publiques,

Pascal BONNAIRE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Séance publique du lundi 16 décembre 2013

Convoqué le mardi 10 décembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 16 décembre 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Stéphanie BLANPIED, Perla DANAN, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Jacques TOUCHON.

Absents :

Brahim ABBOU, Laure FARGIER, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Foncier

Classement de voies privées dans le domaine public communal

Rues Rémy Belleau, Jacques Prévert et Ronsard

Michaël DELAFOSSE rapporte :

L'indivision BRUN, représentée par Monsieur Alexandre BRUN, est propriétaire des rues privées Rémy Belleau, Jacques Prévert et Ronsard, cadastrées IY 109. Elle sollicite de la Ville de Montpellier leur classement dans le domaine public communal.

Ces trois rues constituent un réseau viaire indispensable à la circulation générale du quartier et à la desserte des équipements publics existants. Le classement de ces dernières dans le domaine public communal permet de créer une transparence publique sur un secteur dense, en constituant un maillage important, qui débouche sur des axes à grande circulation. L'intérêt public de ces trois rues est évident.

L'indivision BRUN, représentée par Monsieur Alexandre BRUN, a accepté la cession à la Ville de ces voies pour l'euro symbolique, et propose de désigner l'étude de Maître GOIJON-VANSUYT, notaire à Juvignac, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'autoriser l'acquisition à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée IY 109 constituée de trois voies cédées par l'indivision BRUN, représentée par Monsieur Alexandre BRUN,
- de prononcer le classement dans le domaine public communal de la rue Rémy Belleau, de la rue Jacques Prévert et de la rue Ronsard,
- de saisir l'étude de Maître GOIJON-VANSUYT, notaire à Juvignac, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 17/12/2013



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

26 DEC. 2013

BUREAU DU COURRIER